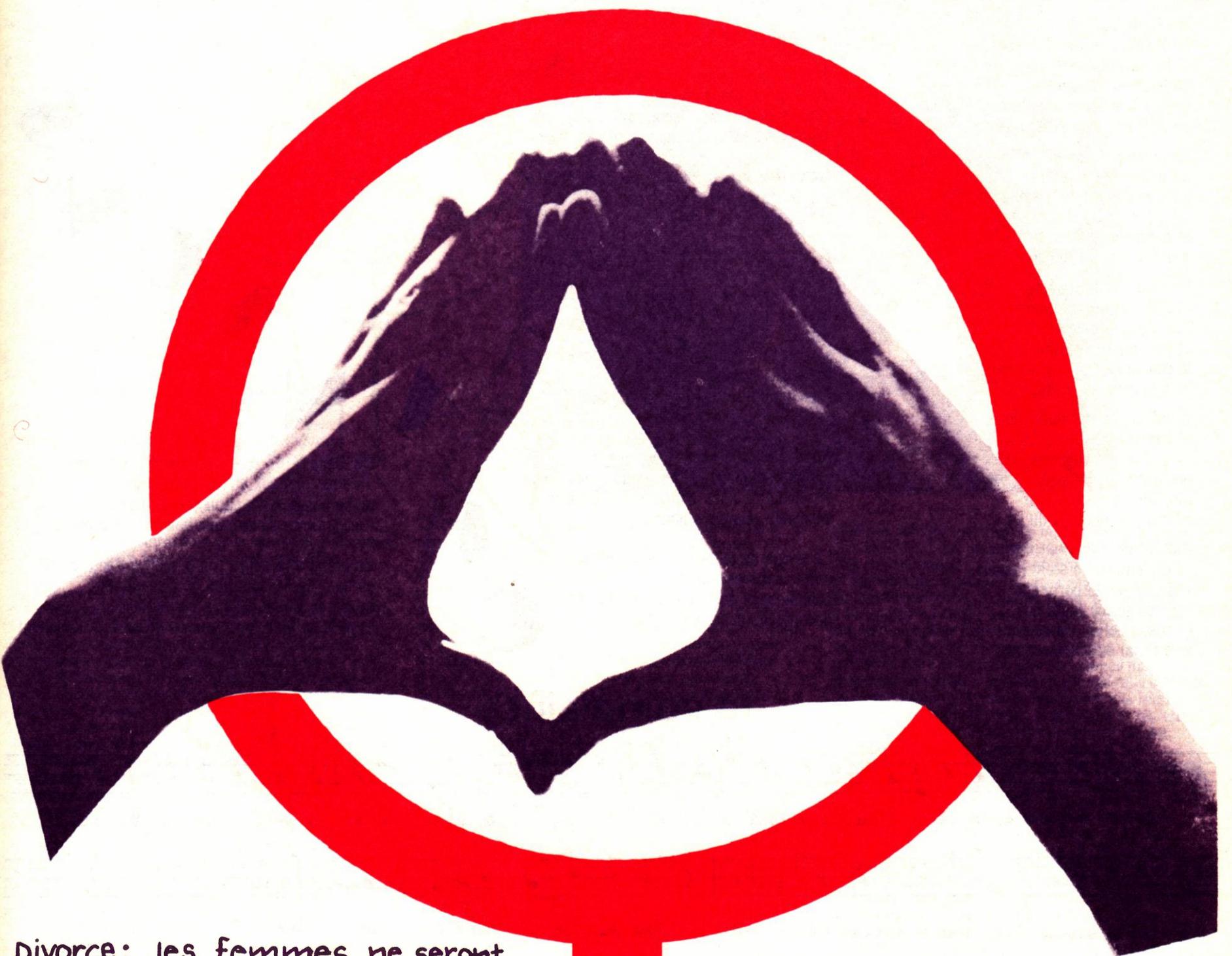


LE TORCHON BRULE

Des Milliers de femmes en révolte



Divorce: les femmes ne seront plus les victimes ou la difficulté d'être libre.

Avortement: les femmes descendent dans la rue.

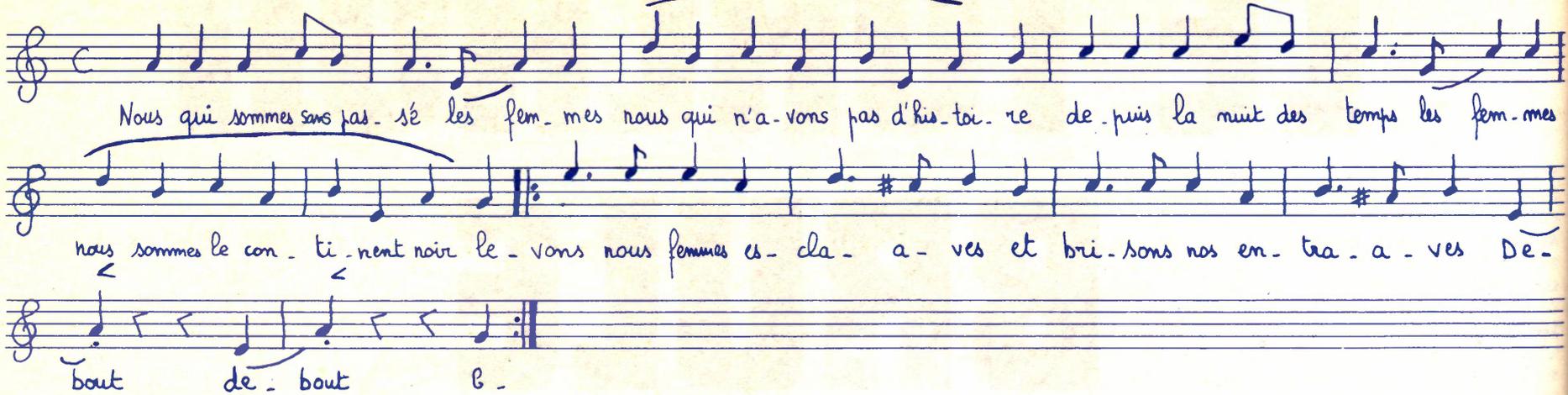
La femme eunuque: un souffle d'air frais à mi-chemin entre la réforme et la révolution

Mineures enceintes et mères célibataires en lutte.

N°3

Menstruel 1F

hymne



LA COMPLAINTÉ

Approchez, gens de la ville,
écoutez un conte de fée
il était une fois une fille
pleine de bonne volonté ;
elle arriva dans la vie
sans savoir ce qui l'attendait

UNE FEMME C'EST FAIT POUR SOUFFRIR

A l'école sa maîtresse
lui disait : ne t'en fais pas
si le carré d'la vitesse,
ça te paraît du chinois
c'qu'il faut surtout qu'tu connaisses
c'est l'temps d'cuisson des p'tits pois

Le premier homme qu'elle rencontre
lui demande sa vertu ;
elle lui donne ; tu n'a pas honte !
lui dit-il quand il l'a eue ;
et comme elle était enceinte ,
à la porte il l'a fichue.

Docteur j'ai la rubéole ,
et j'ai pris du stalinon,
j'ai attrapé la vérole ,
et j'ai une dépression
Mademoiselle , c'est votre rôle
de repeupler la nation.

L'enfant , ce fut une fillette
et tristement elle lui dit :
ma pauvre mignonette
pourquoi t'ai-je donné la vie ,
elle lui a cassé la tête
contre les barreaux du lit :

Puis sans faire sa prière
au plafond , elle s'est pendue,
ses copines la portèrent
dans sa tombe toute nue ,
et dessus elles marquèrent :
v'la l'vrai soldat inconnu

La morale de ces stances
c'est qu'c'est pas la solution,
elle a manqué de patience ,
elle a manqué d'information ;
elle aurait mieux fait d'attendre
Le Mouvement de Libération !

PERSONNE N'EST FAIT POUR SOUFFRIR

HYMNE DU MLF

Nous, qui sommes sans passé, les femmes
nous qui n'avons pas d'histoire,
depuis la nuit des temps, les femmes
nous sommes le continent noir.

LEVONS NOUS .FEMMES ESCLAVES ET BRISONS NOS ENTRAVES DEBOUT ! DEBOUT !

Asservies, humiliées, les femmes,
achetées, vendues, violées ;
dans toutes les maisons, les femmes,
hors du monde reléguées .

Seules dans notre malheur, les femmes,
l'une de l'autre ignorée ;
ils nous ont divisées, les femmes,
et de nos soeurs séparées:

Reconnaissons nous, les femmes,
parlons nous, regardons nous ;
ensemble on nous opprime, les femmes
ensemble révoltons nous .

Le temps de la colère, les femmes,
notre temps est arrivé ;
connaissions notre force, les femmes,
découvrons nous des milliers .

LA GUERILLA

Nous on fait l'amour et puis la guerilla ,
l'amour entre nous c'est l'amour avec joie ,
mais pour faire l'amour il n'y a pas d'endroit ,
partout y'a des hommes et partout on se bat .

On prendra les usines , on prendra les jardins ;
on cueillera des fleurs avec nos petites mains ,
et sur nos poitrines on aura du jasmins ,
et on dansera en mangeant du raisin

On prendra les zoos , on ouvrira les cages ,
vive les oiseaux et fini le ménage ;
on se balancera au cou des girafes ;
l'amour entre nous , aux hommes la guérilla .

On prendra le soleil , on le mettra dans le train ;
on aura des casquettes de mécanicien ,
on ira en Chine dans le transsibérien ;
et puis on s'en fout, tout ce qu'on fait est bien !



la complainte



la guerilla



LES ANIMAUX MALADES

DE LA PESTE...

«La destruction de la famille signifierait la fin de toute humanité supérieure... Le but final de tout développement vraiment organique et logique doit être toujours la famille».

Monsieur X.*

La peste comme chacun sait, est un mal redoutable, sournois et contagieux. Un rat crevé, deux rats crevés et bientôt toute la ville y passe. Ce mal, sous des formes déguisées, se serait déclaré dans notre société. Le couple, la famille, contaminés par la femme, véhicule du germe, présentent, paraît-il, des symptômes de cette maladie dont les pouvoirs civils et religieux s'émeuvent à juste titre, symptômes dont le plus alarmant est le divorce. Une observation clinique s'impose, en vue d'une prophylaxie et de mesures urgentes. Nous espérons recevoir les témoignages de toutes les femmes concernées afin de déterminer l'exacte origine et les manifestations réelles de ce mal. Ce qui suit n'est donc qu'un avant-propos.

Le divorce existe, en droit dans la plupart des pays, en fait dans certains autres où sa légalisation soulève des tempêtes politiques et remet en cause les rapports de l'Eglise et de l'Etat. En France, où la législation, depuis la Révolution de 1789, reconnaît le droit de divorce, supprimé sous la Restauration, et rétabli en 1884, certaine opinion conservatrice continue à faire preuve d'une malhonnêteté et d'une hypocrisie peu communes. En 1971 le droit de divorce reste limité, assujéti à une procédure indigne, objet d'une répression économique et idéologique qui atteint principalement la femme et les enfants. Certains faits divers ayant bruyamment défrayé la chronique on parle depuis un certain temps de «simplification», «d'humanisation» de la procédure du divorce. Nous devons nous attendre à quelque loi Peyret, la seule défense actuelle de cette société étant de paraître s'intéresser à un problème pour mieux barrer la route à ses solutions. Les adversaires acharnés du divorce sont aussi les adversaires acharnés du Planning, de la contraception, de l'avortement, de l'éducation des masses. Tous ces problèmes ont en commun leur caractère politique, le fait de remettre en question une forme de société patriarcale et capitaliste fondée sur la famille et l'asservissement de la femme.

Le mariage a été une des premières formes du droit de propriété. Et il l'est resté. Ce fut le passage de la chasse à l'agriculture qui amena la transformation de la propriété tribale en propriété familiale, la cellule «propriété privée» étant l'unité économique productive par excellence.

L'apparition de la famille patriarcale fut fatale pour la femme qui devint d'abord la propriété de son père ou de l'aîné de ses frères, ensuite celle de son mari. Le mariage est né du désir de l'homme d'avoir des esclaves à bon marché et de ne pas transmettre ses biens aux enfants des autres hommes. L'étymologie du mot famille est significatif à cet égard. En latin «famulus» veut dire esclave domestique et la «familia» c'est l'ensemble des esclaves qui appartiennent à un même homme. L'apparition de la famille monogamique dominée par le père, liée organiquement avec celle de la propriété privée et la division du travail par assujettissement d'un sexe par l'autre, fait donc partie intégrante du système capitaliste qui nous gouverne. Une morale de classe est venue consacrer une réalité économique baptisant esprit de sacrifice, abnégation, devoir sacré l'esclavage domestique de la femme. Le rôle de celle-ci est de reproduire l'espèce et transmettre l'idéologie. Sexuellement réprimée, elle réprime à son tour. Et l'école — cette autre épouse docile du capitalisme — prend le relais. Le but à atteindre ? **«la suppression de la vie sexuelle infantile et juvénile est le mécanisme par lequel se construisent les structures caractérielles assurant la servitude politique, idéologique et économique».** (Reich). En conséquence le refus ou la rupture du lien conjugal, qui ébranlent les structures de la société patriarcale-capitaliste qui est la nôtre, représentent le plus grand danger pour cette société. Mais pour se défendre et se maintenir, le pouvoir, qui ne peut avoir recours en toutes circonstances à la contrainte et à sa police, use de la persuasion et de l'excommunication. Divorcer devient donc un crime, tout comme avorter.

Celui ou celle qui s'avise de porter atteinte à l'intégrité de la famille (même réduite à sa caricature qui n'a de famille que le nom) est mis en état d'accusation, sommé de s'expliquer, de se justifier devant un tribunal, rendu responsable de «dramas» abominables s'étalant à la une de certains journaux (les mêmes journaux qui passent sous silence de véritables crimes). On a besoin d'une mise en scène visant à convaincre les gens qu'ils ont transgressé une loi morale. On a besoin d'un ou d'une coupable.



La notion de faute est capitale. Elle constitue un frein puissant. Un sentiment de culpabilité est la forme intériorisée de la servitude, la victoire la plus totale d'un «ordre» moral. Les couples qui veulent divorcer sont jugés. Le divorce-sanction, la forme actuelle du divorce en France, implique une évaluation des torts, réels ou imaginaires. Le divorce par consentement mutuel, ou unilatéral, et en dehors de toute Inquisition morale, est impossible. Monsieur et Madame Durand décident d'un commun accord de divorcer, pour des raisons qu'ils n'estiment pas nécessaires d'exposer en public, et qui n'ôtent rien à leur estime réciproque. Monsieur Durand se voit prié d'écrire une lettre d'insultes à sa femme. Sinon leur divorce est impossible. Monsieur Durand est scandalisé. Monsieur Dupont, lui, est enchanté. Monsieur Dupont est riche et malhonnête. Il fait sa tournée électorale parmi les voisins et amis. Le divorce-sanction est un encouragement à la délation et aux faux-témoignages. Sont particulièrement redoutables le voisin de palier éconduit et qui se venge et la cousine au troisième degré. Madame Dupont, elle, accaparée par ses gosses et sans un sou, n'a pas le temps ni les moyens de préparer son élection. Elle sera battue. Pendant des mois et des mois va se dérouler la campagne, usant ses nerfs et ses ressources. L'affaire se termine devant un Tribunal, avec tout l'apparat d'usage, par un inventaire lamentable, un viol public, une sentence. Que Madame Dupont se console : «la cinquième République va changer tout cela ! A la notion de divorce-sanction on propose de substituer celle de divorce-faillite. Néanmoins la procédure conservera son caractère accusatoire». (Pleven). Pauvre Madame Dupont, qui n'a pas encore compris qu'il lui fallait marcher la tête haute, en dépit des crachats sur sa figure ! Ça lui viendra avec le temps. Les mots «échec»,

«faillite» sont les substituts de mot «péché». Les femmes, plus facilement que les hommes se laissent culpabilisées. A la culpabilisation s'ajoute la discrimination morale et économique, la femme divorcée payant plus d'impôts qu'une femme veuve, à charges égales, parce qu'elle a transgressé un «ordre moral», mis en cause des structures en place depuis des siècles. La situation de la mère divorcée qui n'est pas sans analogie avec celle de la mère célibataire, doit être pensée non seulement en termes d'oppression comme celle de toutes les femmes mais en termes de répression, à la fois morale, physique, économique. Hélas, le propre de la répression est d'être aveugle et de s'abattre également sur des «innocents». Madame Dulac, par exemple, la femme-abandonnée-dont-le-mari-avait-une-maîtresse, la malheureuse, celle qui ne nourrissait pas de noirs desseins à l'égard de la société, celle qui avait pris pour une morale les intérêts de la Banque, se trouve plus gravement désorientée, pénalisée que les autres, sans avoir pris l'initiative de son divorce. Si elle se remarie, l'Eglise lui refusera les sacrements. Si elle prend un amant, un juge lui enlèvera ses enfants. Madame Dulac est doublement prisonnière : du pouvoir religieux et du pouvoir politique, qui autrefois ne faisaient qu'un, l'Eglise dans les siècles passés, étant responsables non seulement de l'aspect religieux et personnel du mariage mais également du statut social du contrat (validité juridique, légitimité des enfants... etc...). «L'Eglise doit tenir fermement à l'indissolubilité du mariage car, si dans certains cas, l'époux innocent se trouve durement éprouvé par suite de cette loi, la société domestique toute entière serait ébranlée et ruinée sans cette loi». (Mgr Zoghby). Qui libèrera la pauvre Madame Dulac, soumise au même régime que ses sœurs révoltées ? Madame Dufond, elle, a commencé par se libérer seule,



par son travail professionnel, bien que faute d'information et du droit à l'avortement libre et gratuit, Madame Dufond ait eu l'occasion de quatre maternités successives. Ce qui lui vaut, tout comme Madame Dulac, une situation que nous qualifierions pudiquement de difficile, pouvant aller jusqu'à la folie et au suicide. Va-t-on enfin dénoncer ce scandale, s'aviser de la situation réelle de milliers et de milliers de femmes qui n'ont pas voulu abandonner leurs gosses, et qui les élèvent sans qu'aucune loi ne les y oblige ? Gratifiées de pensions alimentaires qui sont de véritables primes à l'inconduite ? Veut-on inciter les mères à mettre la clef sous le paillason et s'en aller les mains libres ? C'est ce résultat qui sera atteint sous peu, et non la limitation du nombre de divorces qui est loin de régresser alors que la moyenne d'âge des enfants abandonnés s'élève ! Or, les femmes sont plus nombreuses que les hommes, parce que plus opprimées, à demander le divorce.

La notion de culpabilité supposant des victimes Madame Dufond, ayant demandé et obtenu son divorce est déclarée responsable du «malheur» de ses enfants (malheur dûment constaté cependant dans les foyers où la haine et les souffrances se font jour, ouvertement ou non, amis où les parents continuent à coexister). Mais l'enfant est la «victime» idéale parce qu'elle est muette, qu'elle ne peut expliciter les vraies raisons de son «malheur». L'éducateur le plus hautement qualifié ne parviendrait pas — ou difficilement — à lui faire prononcer la parole libératrice. On peut donc s'en donner à cœur joie avec une victime pareille !



Si elle parle, c'est dans la plupart des cas, l'enregistrement du «discours» des autres. Seul le psychanalyste, le vrai, celui qui refuse d'être l'alibi d'un système d'une «idéologie», est à même de déceler dans le «discours» de l'enfant la part des autres de poser cet enfant en tant que sujet et non plus objet. Seul il peut dénoncer la manipulation de la «victime», l'intoxication qui le perturbe. Madame Dufond, qui ignore tout cela, est soigneusement informée par la presse, par la littérature, par le concierge, par l'instituteur, par ses parents qui la renient et par les juges, que ses enfants seront par sa faute et sa faute uniquement, des enfants malheureux, de mauvais élèves, des névrosés et des délinquants. Madame Dufond n'en croit pas ses oreilles. Elle s'était fait du divorce une très haute idée. C'était pour elle une question de dignité. Elle refusait d'être une bonne qui couche avec le patron, le dit patron déduisant de ses gages le coût de ses déplacements de patron venant coucher avec la bonne. Elle apprend qu'elle est une criminelle et que ses enfants seront un jour des voyous. Mais Madame Dufond, têtue comme une mule, refuse cette interprétation. Elle va déchanter. A dix ans son fils aîné, «élève surdoué», présente de graves troubles caractériels. Une pédiatre, attachée au Tribunal, conclu après examens, à une contre-éducation exercée par le père et demande la suppression du droit de visite. On a raconté à l'enfant que sa mère a tenté, lorsqu'il était encore un bébé, de le jeter par la fenêtre... Madame Dufond ne peut plus approcher son enfant. Ne voulant pas renoncer au droit de garde et se résigner à perdre son enfant, elle est néanmoins contrainte de se séparer volontairement, de lui, le temps d'une cure, dans un milieu étranger, le contexte familial étant devenu pathogène. Au bout d'un certain temps les rapports entre Madame Dufond et son fils se normalisent. A quinze ans, à l'occasion d'une frasque de lycéen, un de ses professeurs lui déclare : «Ne récidivez pas. A cause de votre situation familiale, on aura pitié de vous jusqu'à dix-huit ans. Mais au-delà...». Rechute. Crise. Madame Dufond demande à être reçue par le Censeur et le Proviseur. La brèche colmatée, elle rentre chez elle pour y trouver sa fille en larmes. Sa petite amie, qui suit les cours du catéchisme, apprenant que Catherine est fille de divorcés, s'est écriée : «Ah! mon Dieu! elle ira donc en Enfer!». Madame Dufond découvre à la même époque qu'il existe une Déclaration des Droits de l'Enfant (O.N.U. 20 nov. 1959) dont l'article 9 stipule :

«L'enfant doit être protégé contre toute forme de négligence, de cruauté et d'exploitation».



Madame Dufond constate que pratiquement, il n'existe pas, dans le contexte social et juridique actuel, de moyen efficace de prévention et de lutte contre le lavage de cerveau et la torture morale des enfants, convaincus par leur beau-frère, leur oncle, leur tante, les voisins et amis, les concierges et les professeurs, tous «apitoyés», tous intoxiqués par la «morale» et l'idéologie bourgeoise, que leur situation est anormale, voire honteuse. Elle se demande, face à cette meute, si cela vaut la peine de tenter d'assumer une éducation perpétuellement en butte à la calomnie, ou s'il lui faut céder, toutes les fois où elle se retrouve seule face à un adolescent malheureux et déchaîné à l'invite de faire appel à une justice coûteuse, expéditive parce que mal informée, débordée, privée

de moyens financiers, dont l'intervention risque tout au plus d'être traumatisante et catastrophique. Madame Dufond a entendu parler des maisons de «rééducation». Tout, pense-t-elle plutôt que faire appel à la «justice». Elle n'en a d'ailleurs pas les moyens. Elle comprend qu'il lui faut se battre seule, se défendre seule du mari, du juge, du curé, de l'école, du sentiment de culpabilité qu'ils lui imposent, à elle et à ses enfants, le sentiment d'être des parias, des pestiférés qui risquent de contaminer les autres. Les couples se méfient d'elle — la pécheresse, la femme fatale, le mauvais exemple — et ses enfants n'avouent qu'avec réticence à leurs amis que leurs parents sont divorcés. Ces mêmes amis dont les parents fortunés non divorcés ont chacun leur appartement et prennent des vacances séparées. Ces mêmes amis qui échappent de justesse à l'échec scolaire grâce aux leçons particulières et boîtes à bachot. La sociologie du divorce reste à faire. Contrainte de choisir entre deux rôles : paria ou victime, entre deux solutions : se soumettre ou se démettre, Madame Dufond choisit de comprendre. Et bien que la «culture» et la «science» lui apparaissent en ce monde comme éminemment suspectes, elle se met au travail et ANALYSE sa situation. Cela lui demande un terrible effort, n'ayant pas l'habitude, lui prend beaucoup de temps, et lui impose momentanément une chasteté honteuse. Au terme de sa prospection dans le domaine du théorique, Madame Dufond ne retient que quelques propositions simples, élémentaires d'ordre scientifique et politique, dont le principal mérite est selon elle de trancher singulièrement avec tout ce dont on a tenté jusqu'ici de la persuader au nom même de cette science et de cette politique. Comme par hasard elles sont pour la plupart émises par des femmes, dont la compétence en la matière jointe à leur finesse et leur bon sens de femme aboutissent à des conclusions sensiblement différentes de celles des hommes, et dont elles espèrent, dit l'une d'entre elles, que les femmes en seront «rassérénées», «le sentiment de culpabilité étant fondamental en chacun de nous, entraînant les inhibitions, et barrant l'accès au seul acte libérateur, l'accès à une parole vraie à qui est capable de l'entendre». Outre ce préambule, Madame Dufond attire l'attention de toutes les mères sur les observations suivantes :

«Ce n'est pas le divorce, mais la situation émotionnelle au foyer, qu'un divorce s'ensuive ou non, qui est, dans l'adaptation de l'enfant, le facteur déterminant. Le divorce émotionnel précède toujours le divorce légal» (1).

«Il n'est pas certain qu'un désordre familial ait, par lui-même, une relation directe de cause à effet avec les troubles de l'enfant. Ce qui apparaît comme nuisible au sujet, c'est le refus des parents de voir le désordre familial, leur effort en parole, pour y substituer un ordre qui n'en est pas un. Ce n'est pas tant la confrontation de l'enfant avec une vérité pénible qui est traumatisante, mais bien sa confrontation avec le mensonge de l'adulte. Dans son symptôme c'est bien ce mensonge qu'il présente. Ce qui lui fait du mal, c'est non tant la situation réelle que ce qui, dans cette situation n'a pas été clairement verbalisé» (Le Mythe Familial) (2).



«Qu'il me soit permis de souhaiter que les psychanalystes praticiens n'aient à soigner que des cas relevant des désordres profonds de la vie symbolique et non de ces difficultés réactionnelles saines à la vie scolaire actuellement effectivement pathogène... Les maîtres se confondent avec les parents. Leur plaisir, ne pas leur déplaire, réussir pour eux et non pour soi, est inculqué perversément aux jeunes. C'est le conformisme psittacique efficace, moyen pervers de promotion sociale qui est proposé à tous. L'adaptation scolaire est maintenant, à part de très rares exceptions, il faut le dire, un symptôme majeur de névrose. Cela ne veut pas dire que l'inadaptation soit à elle seule un signe de santé, mais c'est parmi les enfants et les jeunes qui se rangent sous cette appellation qu'on rencontre, hélas, les citoyens actuels valables». (Ecrit en 1965 — citation qui appela l'admiration sans réserves de l'instituteur d'un des enfants de Madame Dufond) : «Un immense travail de prophylaxie mentale doit s'organiser et ce n'est pas le rôle des psychanalystes... Les enfants baignent dans une société où, à part le cannibalisme, tous les comportements délinquants : vol, meurtre, viol et adultère, sont proposés à leur observation». (3)

«Le discours de l'enfant n'est pas sa parole mais une parole impersonnelle qui ne lui appartient pas, celle d'un autre, de tous les autres, il donne là un enregistrement dont il n'est pas l'auteur. Nous sommes en présence d'un discours que l'on peut qualifier d'aliéné, parce qu'il n'est pas le discours du sujet, mais des autres, ou de l'opinion». (4) Après le mythe familial, pensa Madame Dufond le mythe social.

Madame Dufond avait compris. Elle savait à présent — à vrai dire elle s'en était toujours doutée que tous — mâles rendus furieux par l'émancipation de l'esclave, juges, professeurs, littérateurs larmoyants qui se taillent de beaux succès sans dénoncer la vraie racine du mal, hommes politiques responsables des lois, tous, à quelques exceptions près, étaient complices du même système ! Elle savait qui avait fait le malheur de son fils, qui l'avait séparé d'elle, et pourquoi. C'étaient eux les animaux malades de la peste !



Et qui l'auraient bien passée à ses enfants si elle n'avait pas veillé au grain ! Et tous avaient crié haro sur les femmes, sur le baudet, qui n'avait jamais tondu du pré que la largeur de sa langue. Ils avaient dit au baudet : «c'est toi le couplable ! Avec ta peste de femme émancipée !». Et le baudet de la fable avait baissé la tête. Mais une femme n'est pas un baudet. En tout cas ce n'est pas elle qui braie le plus fort ! Une femme est un être humain qui a un langage, un discours qui lui est propre, et qui refuse de répéter celui des autres. Elle ne retiendra du discours des hommes que ce qui lui paraîtra juste, valable, susceptible de l'arracher à sa condition d'exploitée. Madame Dufond ne niait pas que de temps à autre des paroles sensées eussent échappé à des hommes, en particulier à l'un d'entre eux, préoccupé comme elle de la peste, de la vraie, et de prophylaxie d'un corps social en pleine décomposition. «Laissez les femmes aller vers leur liberté rétorquait cet homme à des marxistes timorés. Très vite elles découvriront que dans cette société de profits les droits qu'on leur accorde ne sont qu'un leurre».

Les camarades ont «bavardé» à propos du divorce, manifesté leur incompréhension sur ce point et éludé le fond de la question : comme tous les droits démocratiques sans exceptions, le droit au divorce, est, en régime capitaliste, difficilement réalisable, conditionnel, limité, étriqué et formel, mais néanmoins aucun social-démocrate digne de ce nom ne considérera comme des socialistes, ni même comme des démocrates, ceux qui nient ce droit. Or, c'est là le fond de la question. Toute la démocratie consiste dans la proclamation et la réalisation de «droits difficilement réalisables et d'une façon très conditionnelle en régime capitaliste. Mais sans cette proclamation, sans que la lutte pour les droits soit menée immédiatement et sans délai, sans que les masses soient éduquées dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est impossible». L'exemple du divorce montre clairement qu'on ne peut être démocrate et socialiste sans revendiquer dès à présent l'entière liberté du divorce car l'absence de cette liberté constitue une super-brimade à l'égard du sexe opprimé, de la femme, bien qu'il ne soit pas vraiment difficile de comprendre qu'en reconnaissant à toutes les femmes la liberté de quitter leur mari, on ne les invite pas pour autant à le faire». (5).

Madame Dufond nous a avoué regretter vivement de ne pas avoir connu cet homme. S'entretenir avec lui sur d'autres questions — la sexualité par exemple — aurait présenté un intérêt, une dimension, généralement absents de toutes les discussions habituelles sur le sujet. Les insultes ne sont pas des arguments.

Madame Dufond que nous avons interviewée nous a précisé que les points de vue énoncés émanaient de personnalités non inscrites au Mouvement de Libération des Femmes et qu'on ne peut soupçonner de partialité entre autres, Mesdames Despert (1), Maud Mannoni (2) et (4), Françoise Dolto (3), Lénine (5)... Elle se tient à la disposition des femmes pour de plus amples informations.

De notre côté nous tenons à signaler le caractère exceptionnel du dernier Congrès du Syndicat de la Magistrature (du 26 au 28 novembre dernier) ayant pour



«la justice et l'argent». Sans préjuger des positions de ce Syndicat sur des problèmes spécifiquement féminins, étant donné qu'il est composé d'hommes (bien que la justice, comme la République soient représentées sous les traits d'une femme) il est à noter que les conclusions de ce Congrès rejoignent les préoccupations de cet article dans la mesure où il dénonce vigoureusement une justice de classe, celle d'un système qui la secrète et la conditionne sous tous ses aspects.

Et nous terminerons par la petite histoire que nous a racontée Madame Dufond et qui ouvre, selon nous, des perspectives... Un jour où elle se sentait particulièrement lasse, Madame Dufond, entrée dans la chambre de ses enfants, découvre à terre une revue. Un article, à la page ouvert, traitait du divorce. L'auteur s'adressait aux adolescents fils de divorcés, «orphelins de parents vivants». Alors Madame Dufond, qui n'avait jamais eu de nurse ni de bonne espagnole, qui n'avait JAMAIS pris de vacances, s'assit et se mit à pleurer sans un mot. Elle avait envie de désertier. Un de ses fils lut à son tour et dit : «Ne pleure pas... De pauvres types ! Ce sont de pauvres types !».

Longtemps dupes, les femmes veulent à présent une maternité libre et veulent également un divorce libre, sans conditions, sans raisons «valables», arrêtées par le législateur. Elles pensent qu'on n'a pas à se justifier ou à s'excuser de ce que les sentiments amoureux ne soient pas éternels et qu'on n'a pas besoin d'une autorisation pour se soustraire à une situation oppressive. Elles protestent contre l'existence d'une justice pour les riches et d'une justice pour les pauvres.

« Dans les affaires de divorce, c'est encore plus flagrant. Le plus souvent, la femme est perdante. Ses ressources sont inférieures à celles du mari. Et la simple menace du mari de prolonger la procédure, de faire appel, voire d'aller jusqu'en cour de Cassation, fait que la femme renonce faute de moyens de continuer à payer les frais de justice ». (Joinet Président du Syndicat de la Magistrature). Le divorce-sanction est la conception la plus restrictive du divorce, imposée par l'Etat bourgeois. Revendiquer un divorce libre est une revendication révolutionnaire qui met en question le caractère institutionnel du mariage interdisant que sa dissolution soit laissée à l'entière liberté des époux, et qui dénonce une justice de classe. (1) **Thème**

Monsieur X, en chapeau à notre article, est Adolf Hitler.

Bibliographie :
Les enfants du divorce de L. Despert.
Femmes séparées et La femme devant le divorce de Céline Rolin.
Rendez-vous avec le psychanalyste de M. Mannoni.

dans les quartiers : du 18^e



avec les femmes. Nous avons eu de nombreuses discussions très enrichissantes avec elles. Outre le thème lui-même (l'avortement), il y avait aussi notre style d'approche qui a contribué à ce résultat. De nos échecs passés nous avons tiré des conclusions. Lorsque nous nous donnons des tracts, nous essayons immédiatement de discuter, de savoir ce que la femme en pense, comment elle réagit. De ce fait, nous préférons moins de tracts, mais pousser au maximum la discussion (certaines conversations dureraient des demi-heures entières). Il faut surtout laisser parler les gens, ne pas sauter à pieds joints sur la moindre erreur idéologique, ne pas se poser en redresseur de conscience (le fait même de discuter est plus subversif dans un premier temps, que ce qui se dit, car cela institue une rupture par rapport aux comportements habituels dans la rue où chacun rentre chez soi sans parler à personne). Nous évitons d'emblée des slogans du genre : « A bas le capitalisme pourri », ce type de réflexion doit arriver au terme d'une prise de conscience qui se fait non pas à partir de formules d'abord vides, mais à partir



Voilà bientôt six mois que le Comité/M.L.F. du 18^e arrondissement existe. Avec tout ce que nous avons fait, nous pouvons aujourd'hui essayer de tirer un bilan, ou plutôt écrire plus simplement comment les choses se sont passées depuis tout ce temps.

1. Le début.

a. La délimitation des objectifs et les premières actions.

Les premières filles qui se sont réunies s'étaient connues aux assemblées générales qui se tiennent aux Beaux-Arts ou bien se connaissaient déjà, habitant toutes le 9^e/18^e arrondissements. Dès le début elles avaient envie surtout d'arriver à entrer en contact avec des femmes différentes d'elles puisque la plupart étaient étudiantes.

En premier lieu, nous avons essayé de repérer les différents centres de concentration des femmes très divers dans le 18^e : écoles, garderies, crèches, marchés, squares, entreprises (administrations, banques, magasins et grands magasins), foyers de filles-mères, etc... Il fallait à la fois toucher les salariées et les femmes au foyer en donnant priorité aux premières parce qu'elles subissaient une double exploitation. Ainsi nous avons distribué des tracts à la sortie de la B.N.P., des magasins TATI, et des grands magasins. Parallèlement, nous couvrons le quartier d'affiches qui décrivaient l'exploitation de la femme au foyer. On essayait de faire en sorte que les femmes se posent des questions, on voulait mettre le quartier dans le bain.

b. Les premiers échecs.

Enfin, globalement, nous n'avons pas obtenu de résultats concrets. Le mieux auquel nous étions arrivées était une acceptation bienveillante de la part des employées de la B.N.P. et des Grands Magasins. Leur réaction était rarement hostile mais toujours timide, furtive. Quand on va à la cantine, il y a X et Y qui vous regardent; surtout, il ne faut pas se démarquer par rapport aux autres. Parler à ces femmes? Et si le chef n'était pas d'accord? On a vraiment sous-estimé les rapports de rivalité existants entre les femmes dans une entreprise. Nous n'avons réussi à connaître personne. Pourquoi? Parce que nous ne parlions pas assez avec les femmes. Nous avons un peu plaqué des mots d'ordre sans savoir quels étaient leurs sujets de préoccupation, leurs façons de vivre, leurs conditions et leur révolte. Nous demeurions extérieures à tous les problèmes que nous soulevions comme si c'était les autres qui avaient des problèmes et pas nous. Alors que la raison principale pour laquelle nous avons choisi de nous réunir avec d'autres femmes était que nous savions que en tant que femmes nous avions des points communs avec celles que nous rencontrerions. Cette extériorité vis à vis de toutes les autres allait de paire avec l'état de notre groupe lui-même. Nous nous connaissions très peu, personne (ou presque se voyait hors des réunions). Nous savions implicitement qu'il existait des divergences entre nous, mais nous avions peur d'en parler tellement le groupe était fragile.

2. Le redémarrage.

Pourtant quand nous nous sommes retrouvées après les vacances, chacune semblait avoir tiré les conclusions de ce qui s'était passé, ou plutôt de ce qui ne s'était pas passé et avait vraiment envie de faire quelque chose. Il y avait un enthousiasme bien plus grand qu'avant les vacances. De plus, les réunions perdaient leur caractère officiel, nous avions plaisir à nous retrouver entre copines, les réunions sont devenues des rencontres autour d'un dîner de fortune où chacune parlait de sa semaine, de ses projets, de ses échecs. De nouvelles filles étaient arrivées qui se sont très vite mises au diapason. En gros, chacune en avait marre de toucher à tout et voulait vraiment démarrer.

a. La campagne contraception-avortement.

En évaluant nos forces, et en réfléchissant sur le travail de l'année passée, nous avons compris qu'il ne fallait pas s'éparpiller, mais au contraire se concentrer sur un point précis et obtenir un résultat avant d'aller ailleurs. Pour cela, il nous fallait un thème unificateur nous sensibilisant nous et les autres femmes. Nous avons alors choisi de faire, sur les marchés, une campagne de pétitions pour la liberté de l'avortement. Ce problème, en effet, rassemble les femmes qui travaillent à l'extérieur et celles qui restent à la maison, mais il introduit par lui-même la division sociale : entre celles qui ont les moyens de se faire avorter dans de bonnes conditions et celles qui ne les ont pas, mais le font quand même au risque de leur vie. De plus, on peut avancer que le contrôle sur leur corps au niveau des maternités est une condition sine qua non pour que les femmes entrent en lutte : Choisir le moment où on veut un enfant, c'est aussi choisir les moments où l'on veut être disponibles pour autre chose et là, nous avons un grand rôle à jouer pour que cet « autre chose » ne revienne à renforcer encore l'oppression familiale (mieux s'occuper des autres gosses, du mari, travailler pour payer des objets, etc...). En somme, une maternité contrôlée c'est non seulement le contrôle de son corps, mais aussi celui de sa tête : c'est ne pas se laisser submerger par les préoccupations relatives aux gosses et au foyer. A partir de la maternité libre, on peut arriver à poser presque tous les autres problèmes, et c'est ce que nous avons constaté dès les premières discussions que nous avons eues sur les marchés.

b. L'expérience des marchés.

C'est véritablement là, que tout a commencé. C'est là que nous sommes vraiment entrées en contact



de problèmes directement vécus. « A bas le capitalisme pourri », c'est une conclusion et non une introduction. En plus, ce type d'agressivité est en général inutile. Voici un échantillon du genre de discussion qu'on a pu avoir sur les marchés :

Une femme environ 30 ans :

« Je suis pour la contraception et l'avortement, mais mon mari qui est espagnol ne veut pas que je prenne la pilule, il a peur que j'aïlle avec d'autres (il tolérerait l'avortement plus facilement que la contraception) ».

Une concierge, environ 30 ans.

D'un premier mariage, elle avait eu deux enfants, mais elle avait divorcé et s'était retrouvée avec un logement si petit qu'elle avait dû les mettre à l'assistance publique. Elle était remariée et avait un enfant de son second mari. Ils reprenaient petit à petit les premiers enfants. Ce qu'elle disait, c'est que pour elle, l'avortement était une question de vie ou de mort en ce sens qu'il est impossible d'élever 4 enfants dans 2 pièces. (On voit comment à partir de l'avortement, on arrive au problème du logement...).

Une militante du P.C.F. :

Elle nous interroge d'abord de façon systématique sur nos objectifs politiques :

« En somme vous êtes des gauchistes, nous différons par notre stratégie pour arriver au socialisme ».

Elle essaie de nous sonder le plus possible sur nos positions fondamentales :

« Vous êtes contre la famille. Qu'est-ce que vous proposez à la place ? » etc...

Par contre elle manifeste un grand intérêt relatif aux rapports entre les hommes et femmes dans les groupes politiques admettant sans difficultés



Carie P...

que les femmes en général n'y avaient pas la parole (effectivement, l'U.F.F. n'aborde jamais par ce biais là la condition féminine).

Une ouvrière, environ 45 ans :

«De quoi s'agit-il ? De l'avortement ? Qu'est-ce qu'il faut faire ? Je suis totalement pour. D'ailleurs je suis contre les enfants. Vous comprenez j'en ai 9 ! je signe».

Une petite vieille, 70 ans mais qui en paraît 60 :

«C'est bien ce que vous faites, mais moi je me suis toujours débrouillée. Je ne me suis laissée faire par personne et surtout pas par mon mari. Moi, j'ai du plomb dans la cervelle, je n'ai rien demandé à personne, malgré tout ce que j'en ai bavé».

Nous :

«Mais celles qui ne sont pas intelligentes comme vous, elles peuvent mal se débrouiller seules, si elles s'unissaient ? ...»

Elle :

«Ah ouais !... Je n'y avais jamais pensé...» Elle revient une demi-heure après : «Je signe».

Suit une confidence et nous nous quittons très copines. Cette dame est un exemple de vieille femme qui serait susceptible de nous aider. Mais il y en a d'autres qui quand on leur parle d'avortement, répliquent : «Les jeunes d'aujourd'hui font n'importe quoi, elles n'ont qu'à se tenir tranquilles, elles n'auront pas besoin de se faire avorter».

Sexagénaire étrangère :

«Vous avez raison, carr ma mère, elle en est morte et moi qui ai avorté plusieurs fois dans mon pays où on a le droit et bien je me suis dit qu'il faut tout faire pour éviter d'en arriver là. Je suis trop vieille mais je suis de tout cœur avec vous».

Homme de 30 ans :

«Il faut partager les responsabilités, ma femme a pris des pilules pendant des années, maintenant c'est moi qui est pris en charge la contraception, je suis allé à l'hôpital où l'on m'a ligaturé les canaux déférents, c'est une opération qui est provisoire, quand on voudra des enfants, je retournerai à l'hôpital et ça prendra une demi-heure pour libérer les canaux déférents. Ainsi ma femme n'a pas à utiliser de pilules et pour moi ça n'a rien changé quant à ma virilité, au contraire, maintenant on peut avoir des rapports quand on veut sans restriction. Nous avons déjà 2 enfants».

Jeune femme noire, étudiante :

«J'ai un bébé qui a six mois, maintenant, mais je n'ai pas trouvé de garderie en France pour lui, juste après sa naissance, j'ai dû l'envoyer en Afrique chez mes beaux-parents, je ne sais pas quand je pourrai le voir».

Très jeune femme mariée, 2 enfants :

Nous :

«Vous travaillez à la maison ou vous restez à l'extérieur»

Elle :

«A la maison, façon de parler, avec mon mari et mes deux gosses, on habite dans une chambre de 6^e, c'est déjà très difficile à vivre et je ne pourrai évidemment avoir dans ces conditions un troisième enfant».

Une femme, la quarantaine :

Un petit garçon à la main. Aux questions elle oppose un silence obstiné. Enfin, au moment de s'en aller, elle lâche «Vous savez j'en attends un 5^e, et je ne le veux pas, alors!...».

Parmi ces femmes, nombreuses sont celles qui nous disent avoir avorté et nous racontent les circonstances. Les thèmes abordés dépassent le strict domaine de l'avortement : logement, écoles, garderies, rapports avec le mari, travail ménager, horaires,... Beaucoup nous abordaient directement en nous demandant des informations sur les nouvelles lois sur la filiation.

Groupe du 18^e M.L.F.
Tél. 255-00-45

c. Le meeting.

Tout ce travail se faisait dans l'immédiat en vue d'une réunion publique sur le quartier avec projection d'un film et discussion. L'idée d'une telle réunion avait l'air bien accueillie, nous demandions aux femmes quel jour les arrangerait le mieux, il apparut que c'était le samedi après-midi. Beaucoup nous avait dit qu'elles viendraient, d'autant plus qu'une garderie pour les enfants était prévue.

La préparation du meeting a été très active, nous avons envoyé un mot aux 200 signataires, distribué des tracts, collé des affiches manuscrites. C'est vraiment à cette occasion que les relations d'amitié se sont établies entre nous. Nous avons commencé à nous voir très souvent et ce qui est remarquable c'est que jamais nous ne nous sommes trouvées une ou deux à un rendez-vous, il y avait à chaque fois au moins 6 filles et jamais les mêmes. Nous n'avons jamais vu apparaître dans le groupe des «leaders» ou des filles plus écoutées que d'autres. Chacune a sa personnalité, s'exprime assez librement et participe à la créativité. Il s'y trouve des militantes d'organisations diverses et des inorganisées. Cela a permis

entre autre aux militantes de faire une croix sur le sectarisme. Jamais aucune ne s'est réclamée de son groupe politique pour faire passer une ligne quelconque. Cela leur a permis aussi de se mettre au diapason avec Madame Tout le Monde et ses problèmes de gosses, de ménage, de fric ou de fiancé, par là elles retrouvaient une certaine simplicité de contact qui leur faisait souvent défaut. Quant à celles qui étaient inorganisées, elles pouvaient profiter de l'expérience et des pratiques diverses. Ce qui nous réunit c'est que nous étions toutes plus ou moins insatisfaites et que nous cherchions un nouveau style de contacts avec les gens. Le meeting lui-même s'est bien passé. Après la projection du film s'est engagé un débat à partir de la contraception et de l'avortement. (Simone IFF du planning familial était présente et nous a apporté de précieuses informations). Nous avons touché aux problèmes de l'éducation sexuelle, du travail des femmes, etc...

Une femme était venue là surtout pour parler des problèmes du quartier : elle était intéressée par l'idée d'une crèche et nous nous sommes demandées si c'était nous qui devions prendre en charge des crèches ou si nous devions organiser des actions pour en obtenir des pouvoirs publics. D'autre part, nous avions aussi à nous interroger sur la participation ou non des hommes à de telles initiatives car si la crèche était tenue uniquement par des femmes on ne remet pas en cause le fait que c'est à la femme qu'incombe la charge des gosses. Mais si on fait venir des hommes, ne risquent-ils pas de récupérer l'action en tuant,



sans même le vouloir, l'embryon de pouvoir décisionnaire de l'initiative des femmes. Il semble que la conclusion soit que c'était aux opprimées elles-mêmes à avoir l'initiative de telles actions, mais que, pour les raisons susdites, on accepterait la participation des hommes.

Si la salle était bien remplie, (des jeunes filles qui avaient entendu parler du M.L.F. ou qui avaient vu nos affiches, des jeunes femmes avec mari et enfants, principalement des intellectuelles, mais aussi quelques vieilles dames qui avaient signé sur le marché), dans l'ensemble, les femmes du marché, ménagères ou salariées, ne sont pas venues. C'est qu'entre le moment où elles parlent avec nous et celui où il faudrait commencer à faire quelque chose, il y a toute la vie quotidienne qui nous échappe encore et pour peu qu'autre chose ait été prévu ce jour-là, en rapport avec leur foyer, elles ne se déplacent pas.

Toujours est-il qu'après la réunion le Comité a doublé l'effectif. Le jeudi suivant, c'est chez une des femmes présente au meeting que nous nous sommes réunies. Parmi les nouvelles filles, certaines sont très jeunes (lycéennes) et nous aiguillonnent beaucoup, et maintenant la majorité du groupe est composée de femmes qui travaillent. La plupart semblent décidées à s'engager. A l'heure actuelle nous sommes confrontées à un problème de méthode de discussion dans les réunions, car si à 12 on peut parler quand on en a envie, à 20, on arrive vite à ne plus s'entendre, chacune parle dans son coin et rien ne sort de la séance.

3. Conclusions.

Il nous faut absolument continuer le travail sur les marchés qui est l'endroit idéal pour contacter les femmes qui nous intéressent. Nous avons d'ailleurs remarqué que les femmes âgées étaient les plus révoltées et les plus causantes. A part quelques réflexions de genre «Ça ne nous concerne plus, nous sommes trop âgées», on entendait souvent «vous savez moi, j'en ai tellement bavé, on était 10 enfants, ma mère a beaucoup souffert et ne je vous souhaite pas la même chose...». De plus, alors que nous n'avions fait aucune démarche individuelle auprès des femmes sur les marchés ou chez elles pour les convier à la marche du 20 novembre

(popularisation uniquement par tracts et affiches), plusieurs femmes du quartier non militantes et presque toutes âgées de plus de 55 ans sont venues et ont participé à la Manifestation pendant que leur permettait leur cœur fatigué. Une autre, (48 ans) nous a dit, les larmes aux yeux : «Je vous remercie de m'avoir fait connaître cela, c'est extraordinaire». Tout ceci nous laisse entrevoir le sort de femmes plus jeunes qui sont tellement paralysées par leurs tâches et par la pression idéologique d'un mari qu'elles ne veulent pas contrarier, qu'elles nous parlent moins ou pas du tout.

Nous avons constaté l'hostilité générale des femmes à la politique en tant que ce mot recouvre pour elle une réalité à bannir (politcard, détaché du quotidien, etc...). Mais pour nous qui considérons que la politique, c'est aussi les problèmes de tous les jours, nous nous rendons compte de la signification précisément politique et accusatrice des paroles de certaines femmes. Rappelons-nous les ouvrières de Troyes qui faisaient une grève extrêmement dure depuis 3 semaines, avec occupation d'usine et qui à la question «Mais c'est politique ce que vous faites, vous remettez en cause l'autorité du patron», répondaient toutes «Non, non, ce n'est pas politique, c'est logique». Il faudrait arriver à ce que les femmes (et les travailleurs en général) se réapproprient la politique et comprennent qu'eux aussi peuvent la faire et qu'il n'y a pas de vraie politique en dehors de celle-là.

On peut dire pour terminer que l'on est confronté à un potentiel de révolte très important chez les femmes. Tout le problème est de faire qu'il se concrétise,

qu'elles entrent dans l'action. Mais pour cela, nous devons avoir quelque chose à proposer. Au bout d'années d'exploitation, et du fait de la vie qu'on mène, il y a loin entre la discussion sur un marché et l'engagement. Il est utopique de penser que dans ces conditions et spontanément, les femmes se mettront à faire quelque chose. C'est en cela que nous avons un rôle à jouer. Nous sommes un peu des ferments provocateurs. Ainsi sur les marchés, quand il n'y a pas de tracts ou de campagne de signatures, même si on a des panneaux, on se fond dans la grisaille des présences militantes du dimanche matin. Le but est alors non pas de recueillir des signatures (cf. l'avortement) mais de provoquer des discussions dans la foule (avec nous et entre eux). Pour cela nous avons l'intention de mettre au point des scénettes que nous jouerions dans la rue, dans les marchés, les quares. De plus, même si cela peut paraître à certaines répressif, nous devons proposer des perspectives d'action immédiate (crèches, planning, sauvage, etc...). Mais pour ne pas que les perspectives soient plaquées par des militantes «coupées des masses», nous devons toujours écouter les femmes et savoir à tout moment ce qui les préoccupe.

Dans ce but, nous pensons mettre sur pied une enquête dans le quartier. Mais nous ne devons pas non plus verser dans l'empirisme ou la démagogie et soutenir n'importe quelle doléance dans les termes où elle est formulée; nous ne sommes pas des Marcelle Ségol. Il nous faut savoir aussi quelles sont les perspectives ayant des implications révolutionnaires et donc avoir une vue d'ensemble, ce qui ne peut se faire que par un travail théorique sur ce qu'est précisément l'oppression des femmes dans la société capitaliste, côté que nous avons négligé jusqu'ici. De toutes façons si ça marche nous serons dépassées et c'est alors que les propositions viendront de la créativité des femmes dans leur ensemble. Ceci est donc le point où nous sommes dans le 18^e arrondissement, mais nous savons que d'autres filles dans d'autres quartiers... Pour ne pas rester isolées, il est absolument nécessaire que nous soyons en rapports étroits, que nous sachions à tout instant ce qu'il se passe ailleurs, c'est peut-être ainsi que le M.L.F. aura bientôt ce qu'on appelle une «base de masse».

et du 12^e

Le groupe a démarré vers Février-Mars 71; composé au départ de 4 ou 5 filles qui s'étaient connues au mouvement.

Nous n'avons guère analysé nos motivations quant à la constitution de ce groupe. Nous souhaitions connaître de nouvelles femmes, ne pas rester entre nous, intellectuelles, étudiantes, petites bourgeoises. C'était à la fois travailler à la prise de conscience d'un plus grand nombre de femmes et apprendre au contact d'une réalité différente.

Quelques filles pensaient que la meilleure base à un groupe de quartier serait une communauté, une maison ouverte aux femmes du quartier, une permanence où des gens vivent, où elles pourraient passer, discuter, s'informer, se retrouver. Ceci est encore à l'état de projet; nous sommes simplement cette année encore plus conscientes des difficultés de sa réalisation...

Le groupe originaire a éclaté peu de temps après le début de son existence. Quelques unes ont peu à peu pensé qu'il était encore trop tôt pour nous adresser à d'autres femmes; que nous n'en étions encore qu'aux balbutiements quant à l'analyse de notre propre fonctionnement.

Elles ont préféré ne plus continuer à travailler sur ces bases (1).

D'autres ont continué... Notre principale activité fut l'opération marché.

Les marchés.

Pendant 3, 4 mois, régulièrement toutes les semaines, nous allions sur un marché avec de grands panneaux très colorés, des affiches, des collages et des textes, sur des sujets différents chaque fois (oppression idéologique, éducation des enfants, contraception, avortement, partage des tâches ménagères...). Les discussions s'engageaient assez facilement à propos des panneaux; certaines de ces interventions rappelaient la rue en Mai 68 : spontanéité de la parole, gaieté... Les femmes âgées étaient les plus virulentes, d'accord avec nous, écoutées de la population, mais disant souvent : «Moi c'est trop tard, maintenant je ne peux plus rien faire, mais vous avez raison de lutter» (2).

Les réunions.

Beaucoup de femmes contactées sur le marché sont passées à nos réunions... Mais les premiers temps chaque réunion était consacrée à préparer le marché suivant ! On s'était dit qu'il fallait faire une action prolongée, des interventions régulières; on savait bien qu'il fallait arriver à parler d'autre chose... on parlait surtout de ce qui nous apparaissaient être leurs problèmes immédiats : gosses, mari; problèmes qui n'étaient pas ceux de la majorité d'entre nous. Plusieurs d'entre elles semblaient attendre qu'on les organise ou qu'on leur apporte un savoir. La plupart sans doute déçues, ne sont venues qu'une ou deux fois.

Vers la fin de l'année, certaines réunions furent plus intéressantes. Nous avions abandonné la préparation du marché suivant... Nous avons toutes davantage parlé de nous; ce n'étaient encore que la mise en commun d'expériences; mais nous expérimentions à nouveau l'effet libérateur de cette mise en commun.

Remarques et questions :

(1) Le travail important actuellement est-il celui que nous faisons entre nous ? Nous n'avons pas encore démonté nos mécanismes, nous ne savons pas encore jusqu'à quel point nous sommes contaminées par l'idéologie. N'est-ce pas prématuré, dangereux, irresponsable, de vouloir déjà convaincre d'autres femmes de la nécessité d'une lutte que nous posons encore en termes appris, codés, imposés, récupérables, en termes phalliques ?

Mais d'autre part, arriverons-nous réellement à poser autrement les termes de cette lutte sans l'aide d'autres femmes, sans l'aide de celles qui ont subi une oppression différente, à des niveaux différents ?

Ne faut-il pas commencer à briser, démolir le mur qui nous sépare des autres femmes ? Leur parler n'est pas abolir les oppositions de classes, c'est peut-être simplement commencer à les penser ensemble.

(2) Nous avons constaté sur les marchés, que les vieilles femmes étaient souvent les plus lucides, les plus révoltées, les plus virulentes. Qu'est-ce que cela signifie pour nous, théoriquement et pratiquement ?

Une d'elles a dit sur le marché : «On fait tout pour nous séparer nous les vieilles de vous les jeunes, parce qu'on sait qu'on pourrait vous en dire des choses !»...

Perspectives.

Quels problèmes se posent à nous — groupe de quartier — après quelques mois d'existence et d'activité ? Nous sommes à la recherche d'une stratégie politique et nous devons savoir quel but nous poursuivons; notre action sera déterminée par notre choix à ce niveau-là.

Nous sommes un groupe d'intellectuelles bourgeoises et petites-bourgeoises. Notre oppression est essentiellement *idéologique*, mais nous n'ignorons pas qu'il y a d'autres niveaux d'oppression des femmes (oppression de classe, de race...). La lutte des femmes est *spécifique* mais nous devons la penser *en articulation* avec les autres contradictions du système si nous voulons abattre le capital. Nous voulons faire porter notre travail pratique et théorique sur cette articulation lutte des femmes/lutte des classes.

Nous ne pensons pas que les femmes soient *une classe* au sens marxiste du terme; nous ne pouvons pas nier qu'elles sont actuellement divisées : donc nous ne pouvons pas simplement baser notre action sur des mots d'ordre qui ne tiendraient pas compte de ces oppositions.

Voici au moins deux *questions* que nous nous posons actuellement :

Notre oppression idéologique est-elle la même ou bien est-elle ressentie très différemment par toutes les femmes ?

Peut-on, actuellement faire participer des femmes non bourgeoises, non intellectuelles à notre travail d'analyse et de déconstruction ?

La réponse que nous y apporterons déterminera notre style d'action.

Au niveau du *travail de quartier*, deux choix s'offrent à nous :



Faire un travail de sensibilisation.

Aux thèmes de l'oppression des femmes (la famille, la sexualité, la femme et la production, la double journée de travail...) à l'aide de panneaux, de tracts et de slogans, de films en tous lieux et sans chercher à ce que des femmes se joignent à nous (l'un n'excluant d'ailleurs pas l'autre).

Dans cette optique, nous avons encore le choix entre un travail de sensibilisation sur un seul tissu (par exemple un marché toujours le même en tous lieux : grands magasins, sorties des écoles). Pouvons-nous faire mieux pour le moment, nous qui sommes très peu organisées, qui n'avons pas grand chose de concret à apporter (pas de collectifs, pas d'écoles parallèles...) ? Nous devons savoir aussi que toute sensibilisation est actuellement très rapidement *récupérée* (tous les journaux ont abordé le problème des femmes, cette année). Qu'est-ce qu'une sensibilisation non récupérable ?

Faire un travail en profondeur.

Jusqu'à présent nous avons fait du touche-à-tout, intervenant ici ou là dans le quartier au gré des suggestions de l'une ou de l'autre, mais sans choix initial. Le groupe s'est donné pour première tâche cette année de *faire l'enquête* auprès des femmes (porte à porte...) Car il faut se mettre à l'écoute des femmes autant que parler de notre expérience propre; il ne s'agit pas de *plaquer* sur elles quelque chose qui ne corresponde pas à leurs problèmes. La question est là : comment aller vers les femmes d'autres couches sociales sans plaquer sur elles nos problèmes et sans nous détourner de nos propres problèmes en prenant en charge les leurs.

Il s'agit de choisir un lieu et d'y travailler le plus longtemps possible : grand magasin, école, hôpital, prison (La Roquette)... en liaison avec des femmes du lieu même, y faire un travail de démontage idéologique des structures, aider les femmes à s'organiser et participer aux formes nouvelles d'organisation à travers lesquelles le niveau de conscience progresse (circuits de consommation parallèles, organisation de la contre-information, assistance juridique...).

Prise de conscience par la parole.

Outre le travail de réflexion théorique, nous avons le projet de doubler les réunions proprement dites de groupes de parole (ou d'expression) où chaque femme puisse apporter son expérience propre (ce qui a fonctionné à la fin de l'année dernière lors de quelques séances). C'est, en effet, l'énoncé de sa propre expérience et la découverte d'une écoute féminine et d'une solidarité entre femmes qui font comprendre à chacune la dimension politique de sa condition et la nécessité de la lutte.

Si on en croit les journaux, la télé, la publicité et même les hommes politiques, on vit l'époque de l'enfant-roi. Je ne sais pas si l'enfant est roi, je sais seulement qu'on en parle beaucoup et qu'on use et abuse de ses fesses sur toutes les affiches et photos qui nous violent en permanence.

Un des royaumes de l'enfant, en décembre, c'est paraît-il le rayon des jouets.

Cette année sur chaque porte des grands magasins on peut lire : «Les grands magasins se sont groupés pour faire baisser les prix des jouets...» Ce sont des prix «Coups d'éclat». Des prix à la hauteur de notre politique de grandeur, sans doute !

NOËL

A l'entrée du rayon jouet, un grand panneau se charge de vous orienter, au cas où vous ne sauriez pas comment on les classe :

Rayon filles : ronds roses

Rayon garçons : ronds bleus

Gros jouets : (vu le prix, pas de limitation de sexe : peluches, jeux de société, poupées...).

On a suivi les ronds roses d'abord : les arguments de vente pour les filles c'est : «mieux qu'un jouet, la réplique parfaite d'une véritable machine à coudre».

«J'accroche mes casseroles», (c'est un jeu, mais oui...).

«L'idéal de Poupette, casseroles...»

«Avec maman au marché».

«Les 36 trousseaux Op, de l'élégance de la classe».

On peut admirer de tristes berceaux, *des* poupées (avec paraît-il un sexe; si vous en voyez un de fille vous aurez de la chance).

Des centaines de robes de poupées, *des* perruques. Oui, le jouet pour filles est éducatif : on fait croire aux filles que leur raison de vivre c'est le foyer, pour torcher hommes et gosses, dans le pays européen où les femmes travaillent le plus ! Bien vu, cela permet plus tard de les faire trimer deux fois plus. En dernier recours on regarde au rayon panoplies :

Côté filles :

la fée (aux cheveux d'or),
la princesse (czardas ou de rêve),
la marquise, la japonaise, le chaperon rouge,
l'indienné (dite fleur de prairie) l'hôtesse de l'air, l'infirmière, la majorette.

Côté garçons :

Gardiens de la paix ! CRS, sheriff, cow boy, zoro, indien, mousquetaire, croisé, «beltoise», trappeur, cosmonaute, enfin la trouvaille la panoplie du général, avec croix de Lorraine ! A eux d'apprendre l'obéissance, l'autorité, à eux l'aventure et la suprême récompense.

Faites le rapprochement.

Autant le rayon filles c'est le néant, l'ennui, autant le rayon des garçons est un rêve; les jouets les plus astucieux, les plus beaux, les plus variés : des automates, des jeux de constructions, des maquettes, des meccanos, des circuits, des labos, des caméras, des pendules, des maisons, des voitures.

Ici des trésors d'imagination.

Toute l'éducation et la morale réactionnaire s'évalent sans honte aux rayons des jouets.

Triste Noël, *petites filles*.

la femme eunuque

Germaine Greer, malgré toutes les erreurs et les points de désaccord qu'on peut relever dans son livre (voir *), c'est un souffle d'air frais. Elle livre à toutes l'analyse d'une expérience personnelle que chacune a tenté avec plus ou moins de bonheur dans le mouvement. Elle aborde le problème des femmes avec d'autres yeux que ceux dont l'ex-militantisme essaie de nous doter. Mais elle nous laisse souvent sur notre faim. Cela fait travailler, tant mieux.

L'«oppression» des femmes résulte d'après elle du conditionnement social (qui pèse également sur les hommes) qui les fait se trouver laides, se trouver bêtes, accepter que certaines choses soient réservées aux hommes et d'autres à elles, etc... Or des exceptions sans doute, mais en nombre suffisant, prouvent que la possession d'un clitoris, d'un vagin et de seins et l'absence de pénis n'ont pas empêché certaines de réaliser tout ce que la plupart se croient interdit. Les luttes des femmes ont d'ailleurs déjà obtenu la levée de certains de ces interdits.

La libération des femmes viendra des femmes elles-mêmes : de leur capacité à assumer leur désir dans l'ensemble des relations sexuelles, sociales, etc... de leur capacité à ne pas se soumettre à ce que la société les oblige à fantasmer comme désirable. La libération des femmes ne sera pas faite de quelques réformes des lois de l'avortement et des conditions de travail, ni d'une révolte amère contre les oppressions subies. Elle sera le fruit d'une activité consciente et collective des femmes pour redistribuer toutes les cartes du jeu sexuel et social.

Quelle forme peut prendre cette activité ? Germaine Greer, qui travaille seule dans son coin, n'a pas grand chose à en dire. Les quelques boutades qu'elle donne en guise de recettes nous font parfois craindre qu'elle nous ne renvoie au monde actuel, hiérarchique et masculin, et ne nous propose d'y faire notre trou. Comment construire une machine qui redistribue les hommes et les femmes différemment de la distribution en deux catégories produites par la machine sociale actuelle ?

* Voici quelques erreurs relevées par les copines :

La seule chose qui n'appartient pas à l'univers masculin dans ce livre c'est ce que la femme ressent elle-même de son corps et de son âme. Dès qu'on aborde le problème des relations on retombe dans l'univers masculin.

G.G. analyse bien le fonctionnement des relations sociales jusqu'au moment où elle se heurte au système. Elle propose alors une solution individuelle qui revient à se glisser dans les structures existantes.

G.G. s'implique tellement qu'elle ne peut renoncer aux points qui remettent en cause sa propre vie. Elle a trouvé une solution personnelle : rentrer dans le système masculin. Seul un collectif, un mouvement féministe, peut adopter une autre démarche.

G.G. analyse bien comment les femmes sont cantonnées dans des travaux féminins. Mais pour sortir du cloisonnement elle propose par exemple la course au pouvoir.

«C'est aux femmes de faire leurs preuves, il faut non seulement qu'elles égalent l'homme dans la course aux emplois mais qu'elles le surpassent. Cet aiguillon peut tourner à leur avantage». Son univers de référence est celui des professions intellectuelles et libérales. Au niveau de la femme de ménage on ne voit pas bien ce que cela peut donner... Il y aura donc un noyau de femmes très sélectionnées qui arrivera au but. Ceci maintient la sélection masculine en favorisant une race de sujet femmes, femmes-caution du système patriarcal. Est-ce que les gagnantes de la cause seront des féministes et non pas plutôt entièrement masculinisées et peu disposées à faciliter l'accession de toutes les femmes à une vie sociale mieux distribuée ? Cela expliquerait pourquoi Françoise Giroud, par exemple, qui se dit féministe est si agressive envers le mouvement des femmes.

G.G. analyse comment la société a magnifié et mythifié le corps féminin en proposant une image idéale et irréaliste de ce corps qui engendre le dégoût des hommes et des femmes elles-mêmes pour le corps réel qui n'a rien avoir avec le mythe. Elle propose aux femmes de surmonter ce dégoût par la recette suivante :

«Si vous vous croyez émancipée, envisagez donc l'idée de goûter votre sang menstruel. Si cela vous donne la nausée c'est que vous avez encore un long chemin à parcourir». Drôle d'émancipation qui ne passe pas par le désir....

G.G. cautionne la communauté comme solution de remplacement de la famille mais elle ne parle pas du rôle de la communauté dans l'abolition des rôles et des images qui sont la base de l'oppression.

En bref on aime ou on n'aime pas ce livre. De toute façon c'est une base de réflexion et de discussion qu'on n'avait pas encore en France. Il s'adresse à tout le monde et pas seulement aux intellectuelles comme le «Kate Millett».

(1)



COORDINATION PROVINCE

Sœurs,

Nous sommes quelques-unes à répondre aux lettres de toute nature qui arrivent à Paris (à la boîte postale, au local et au Torchon). Beaucoup de ces lettres viennent de femmes isolées qui demandent où sont les groupes de leur ville ou de leur région, qu'est-ce qu'on y fait, etc... Nous répondons tant bien que mal en leur donnant les quelques adresses que nous avons.

Mais nous sommes souvent coincées : les adresses que nous envoyons sont-elles encore valables ? Y a-t-il un groupe derrière les noms que nous donnons ? la plupart du temps, nous sommes obligées de leur dire «il n'y a pas de groupe dans ta ville à notre connaissance : fais-en un» ? Et ça nous désole beaucoup de laisser les sœurs se débattre toutes seules chacune dans son coin. Vu le nombre limité de réponses à notre «nous comptons sur toi pour en faire un, tiens-nous au courant...», nous doutons de l'efficacité du système.

Le mieux serait évidemment, que les groupes des autres régions se fassent connaître suffisamment dans leur ville pour que les femmes du coin n'aient pas besoin d'écrire à Paris pour les trouver. Nous espérons que cela va bientôt arriver.

En attendant, nous aimerions que les femmes des groupes de province nous envoient régulièrement de leurs nouvelles pour qu'on puisse les transmettre.

Et puis on aimerait surtout que les échanges entre la Province et Paris soient plus vivifiants et réguliers. Dans ce but, nous envoyons depuis quelques temps systématiquement tout ce qui est distribué en AG (tracts, bulletins, etc...) aux adresses que nous croyons être celles de groupes. Les groupes oubliés ou ignorés, réclamez ! Si vous le recevez et que vous n'en avez rien à faire, dites-le nous, ça nous épargnera des sous et du travail.

Ecrivez-nous : MLF/FMA : BP 370-13 PARIS. On attend de vos nouvelles avec impatience.

femmes mariées

Il existe dans le Mouvement de Libération des Femmes, qui l'eût cru, des femmes mariées (et même à l'église!), pas encore divorcées, et même des femmes pour qui le divorce n'est pas la seule solution envisageable à priori.

Il s'agit en fait d'une situation bien banale, puisque c'est celle de la majorité des femmes, et, somme toute, il est heureux pour le «MLF» qu'elles y soient représentées, sinon il risquerait de devenir un groupe d'élite, refusant les compromissions de la masse et finissant par ce couper complètement d'elle (tout en militant pour sa libération...).

Et d'ailleurs, en quoi les femmes mariées seraient-elles moins libérées que d'autres? Existerait-il des degrés de libération? Le croire, c'est s'imaginer que c'est possible de résoudre les problèmes de libération (de même si c'est dans le cadre d'un mouvement), et gommer la dimension politique du problème (de même que ce n'est sans doute pas en échappant individuellement à l'exploitation économique qu'on se donne la plus forte position la plus individuelle).

Nous refusons de nous considérer comme réformistes ou irréremédiablement aliénées parce que nous sommes dans une situation de compression de femme à un moment donné de son histoire individuelle, et souvent de manière progressive. Ce peut être après le mariage (surtout si on a aujourd'hui 30 ou 40 ans!). A ce moment-là, si le mari n'est pas le tyran impitoyable qui nous viole tous les soirs et finit par nous plaquer de toutes façons, on peut se trouver dans une situation d'accueil à bras ouverts au «MLF», on peut se trouver dans une situation complexe sur le plan économique et affectif, devant en outre tenir compte des droits de ces autres personnes que sont les enfants, qui ne permet plus de solution pure.

Nous discutons, à partir de notre expérience personnelle, vie en communauté, sexualité, fidélité, travail, divorce, problèmes posés par les enfants, rapports avec notre propre mère... (en principe tous les 15 jours), nous discutons sur les problèmes du couple qui regrouperaient des couples hétéro (mariés et non) et des couples d'homosexuelles (s'il y en a).

Le groupe est ouvert à toutes celles mariées ou non qui sont intéressées par ces questions. Nous souhaiterions, en particulier, une discussion sur les problèmes Contact: Claude (Nat 58 08) sur le plan économique et affectif, devant en outre tenir compte des droits de ces autres personnes que sont les enfants, qui ne permet plus de solution pure.

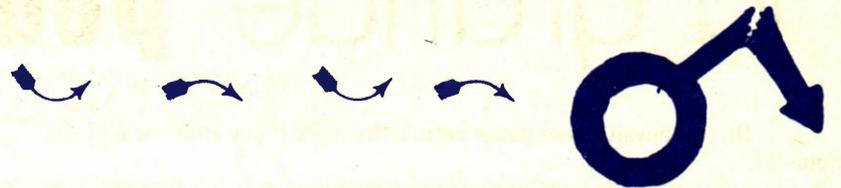
Nous discutons, à partir de notre expérience personnelle, vie en communauté, sexualité, fidélité, travail, divorce, problèmes posés par les enfants, rapports avec notre propre mère... (en principe tous les 15 jours), nous discutons sur les problèmes du couple qui regrouperaient des couples hétéro (mariés et non) et des couples d'homosexuelles (s'il y en a).

Le groupe est ouvert à toutes celles mariées ou non qui sont intéressées par ces questions. Nous souhaiterions, en particulier, une discussion sur les problèmes Contact: Claude (Nat 58 08)

(1) La première partie de l'article sur la "Femme eunuque" a été écrit par une seule femme à la suite de discussions. Les conclusions de cette femme ne sont pas partagées par toutes les autres.

LETTRE D'UN OPPRESSEUR

(Texte paru dans "Combat" du 28.4.71
et dans "La Presse médicale")



et social... «Le mal de l'âme moderne c'est ce mensonge, à la racine de l'être moral
L'éthique de la connaissance, créatrice du monde moderne, est la seule compatible avec lui, la seule capable, une fois comprise et acceptée, de guider son évolution...
L'éthique de la connaissance est enfin à mes yeux la seule attitude à la fois rationnelle et délibérément idéaliste sur quoi pourrait être édifié un véritable socialisme.
Jacques Monod (Le hasard et la nécessité).

C'est délibérément que je mets en exergue ces phrases de Monod, car j'aimerais savoir quelle est sa position sur le problème de l'avortement.

Pour en revenir à l'appel des 343 femmes, je ne sais pas si c'est être fasciste que de préférer la connaissance scientifique au délire hystérique. Est-ce être fasciste que de ne pas prendre ses désirs pour des réalités et surtout — sous prétexte de renverser des valeurs anciennes — les transformer en valeurs nouvelles, mais n'ayant aucun rapport avec le postulat d'objectivité — «Tel est mon bon plaisir» disait déjà Louis XIV. Or c'est exactement — et sans jeu de mots — la position prise par les signataires de l'appel en faveur de l'avortement.

Je demande donc aux bureaux des partis communistes, PSU, radical et radical-socialiste de définir clairement leurs positions, face au problème de l'avortement, — et de les définir, en tenant compte des connaissances biologiques acquises et du principe d'objectivité — et non en se basant sur des considérations politiques, économiques ou sociales.

Or, affirmer, comme le font les signataires de l'appel, que le fœtus est une tumeur ou un caillot de sang, est une contre-vérité scientifique — du même ordre que d'affirmer, comme Hitler, que la race aryenne est la race supérieure, à laquelle toutes les autres doivent être sacrifiées.

Un homme est un homme quels que soient son âge et son stade de développement. L'embryon au même titre que n'importe lequel de ceux ou de celles qui cherchent à le supprimer.

Tuer cet être humain est un meurtre. Le fait que cet être humain est, à ce moment particulier de sa vie, entièrement dépendant de sa mère, ne change rien au problème. On dirait, en termes juridiques, que cet être humain a besoin pour vivre, de l'aide d'une tierce personne. Tuer cet être humain parce qu'il ne peut pas encore vivre tout seul — et prétendre que, pour cette seule raison, ce n'est pas un meurtre, c'est, du même coup affirmer le droit de tuer tous les autres êtres humains qui ont besoin d'une tierce personne pour survivre : les incurables, les grabataires, les vieillards, les fous — et tant qu'on y est — la majeure partie des peuples sous-développés, le tiers-monde qui ne pourraient pas survivre sans l'aide des pays sur-développés.

Mais la réalité biologique reste une réalité biologique : un fœtus humain est un être humain, quelles que soient les raisons idéologiques que l'on donne pour ne pas lui reconnaître ce titre. Et la suppression d'un être humain, à quelque stade que ce soit de son développement reste un meurtre. C'est ce que refusent d'admettre les partisans de l'avortement. Il faut ajouter qu'à la différence des autres individus ayant besoin d'une tierce personne pour vivre — et dont la déchéance va aller s'aggravant jusqu'à la mort — ce sera le contraire pour le fœtus, qui, au bout de 9 mois n'aura déjà plus besoin de sa mère véritable et dont la mère pourra être remplacée par une autre femme, à l'instinct maternel plus développé.

Et cette différence est d'une importance capitale, parce qu'elle revient à dire qu'au point de vue sociologique, le meurtre du fœtus, c'est-à-dire l'avortement, est une faute beaucoup plus grave que l'euthanasie. Car l'avortement engage l'avenir de l'espèce humaine alors que l'euthanasie ne fait que précipiter le passé ou soulager le présent. Que diraient les signataires de cet appel, si les conditions démographiques s'aggravant plus rapidement que prévu, on les conduisait systématiquement, à l'âge de soixante cinq ans, à la chambre à gaz ?

Il y a une véritable escroquerie morale, dans un discours qui s'adresse à une grande majorité de lecteurs, d'employer un jargon pseudo-scientifique pour donner plus de poids à des arguments sans valeur. Que signifie dans cet «Appel» la phrase «un ego qui fout le camp en petits morceaux, c'est ce qu'éprouvent toutes les femmes qui doivent pratiquer un avortement clandestin». Quel rapport à la clandestinité avec l'ego ? Et qu'est cet «ego», ce «Moi» pour parler français ? Ne serait-ce pas, par hasard, le même «Moi», le même «ego» qui lui aussi fout le camp au moment psycho-physiologique de la jouissance, et là, beaucoup plus encore, qu'au moment de l'avortement ? Ou même, sans parler d'avortement, lors de toute anesthésie générale — et faut-il condamner l'anesthésie générale sous prétexte que l'Ego fout le camp ? De toute façon, pourquoi avoir honte de cet «Ego» dans le cas de l'avortement et non dans le cas de la jouissance ? Il y a, dans ce délire infanticide, quelque chose qui, s'il ne relève pas encore de la psychiatrie, relève déjà sûrement de la psychanalyse.

«Prises au piège» écrivez-vous, Mesdames ? Ne saviez-vous donc pas ce que vous faisiez en faisant l'amour ? Et avez-vous vraiment l'impression que votre ventre vous appartient quand il y a bail d'un droit à la jouissance d'un organe à usage fonctionnel ? ou pour parler plus vulgairement qu'il y a le phallus de votre partenaire dedans ?

Quant à la production des enfants — en bon français, cela s'appelle reproduction, il y a deux choses à dire : d'abord, c'est que vous n'êtes pas toute seule dans cette production. L'homme y intervient et il a son mot à dire. (A moins que vous n'appartenez à la même espèce parthénogénétique, dont on ne connaît qu'un seul cas dans l'histoire, du globe, celui de la Vierge Marie) — ensuite, Mesdames, il faudrait que vous vous dépêchiez, car bientôt les gosses se feront en éprouvette et à la vitesse où se développe l'homosexualité masculine, les hommes n'auront plus du tout besoin de vous. Ils n'en ont déjà plus besoin pour le plaisir, alors qu'ils n'en n'aient plus besoins pour les enfants...

Il faut être deux.

Quant à votre menace de faire une grève d'enfants, l'argument me paraît assez peu probant. Il dénote en effet une méconnaissance complète des lois fondamentales de la biologie — à moins que — et cela est possible — l'espèce humaine ne soit arrivée à ce stade — comme d'autres espèces animales — où elle doit disparaître. Pour l'instant, il y a encore beaucoup d'hommes qui, si les femmes de race blanche s'amusaient à ce petit jeu — trouveraient sans peine, parmi les femmes de race jaune ou noire des partenaires à qui la maternité ne ferait pas peur et dont l'ego ne foutrait pas le camp à la seule idée de l'accouchement.

De même — *bis repetita placent* — quant à l'affirmation «je ferai un enfant si j'ai en envie, etc» j'ai le regret de le répéter — pour faire un enfant, il faut être deux... à moins de s'adresser à une seringue, ce qui, j'espère, n'a pas été le cas pour la majorité des signataires. Quant à rejeter votre responsabilité sur la Société, Mesdames, c'est trop facile. Ce n'est quand même pas la Société qui vous a fait cet enfant ? Non ? En faisant l'amour, Mesdames, vous prenez des risques — et il faut se rendre à l'évidence que ces risques sont infiniment moindres que ceux que vous prenez en vous asseyant au volant de votre voiture. On ne vit pas sans risques. Et vous prétendez que pour sauver 5 000 femmes qui meurent d'avortement clandestin, vous voulez condamner à mort 500 000 fœtus, d'une manière légale ? Les chiffres, je pense, parlent d'eux-mêmes...

Si le principe de non-contradiction a encore un sens pour vous, Mesdames : on ne peut être à la fois pour l'avortement et contre la peine de mort; pour l'avortement et contre la guerre; pour l'avortement et contre l'euthanasie; pour l'avortement et contre toutes les formes de violence.

Faut-il répéter sans cesse cette évidence : toute occupation humaine, le simple fait de vivre comporte un certain nombre de risques. Il y a les risques du travail, il y a les risques du sport, il y a les risques de l'amour — ou plus exactement, pour employer une terminologie plus conforme à l'esprit de ces dames — il y a les risques de l'accouplement.

Mais là, que je sache, la vie de la mère n'est pas en péril — sauf cas rarissimes. Cette femme enceinte est aidée par l'Etat. Elle n'a qu'à attendre neuf mois pour être débarrassée de cette «tumeur» en la confiant à l'Assistance Publique et il se trouvera toujours de braves gens pour l'adopter. Pour tuer cet être humain embryonnaire, qui ne met en danger la vie de personne, quels sont les motifs que l'on invoque ? Aucun qui ne résiste à l'analyse, aucun qui se base sur une «éthique de la connaissance» telle que la conçoit Monod. Le motif véritable, le seul, l'unique, mais que l'on cache, est que cet embryon, cet enfant, cet être humain à venir, gêne ! Qu'il gêne qui, qu'il gêne quoi ? Tout simplement les «Mondanités», le confort intellectuel de ces Dames. Car pour les autres, les ouvrières les femmes de ménage, le peuple — dont Mesdames Sagan et autres se croient être les porte-parole — le problème de l'avortement ne se pose pas du tout dans les mêmes termes : il se pose en termes de salaires, en termes de logement, en termes de travail, en termes de fatigue, en termes d'éducation de masse : et ça, on peut le résoudre sans avoir recours à une légalisation de l'assassinat.

Aujourd'hui, Mesdames, vous demandez la suppression de vos fœtus, parce qu'ils vous gênent. (Quel dommage que vos mères ne l'aient pas fait avant vous, vous n'auriez pas eu ainsi, Mesdames, la peine de vivre).

Demain, pourquoi ne demanderiez-vous pas la suppression de vos maris, parce que eux aussi peuvent devenir gênants. Pourquoi divorcer — cela demande beaucoup plus de temps que d'accoucher — alors qu'il est si facile de tuer ?

Après-demain, pourquoi ne demanderiez-vous pas la suppression de vos vieux parents, qui eux aussi, sont souvent bien encombrants ?

Et, enfin, pourquoi, Mesdames ne demanderiez-vous pas la suppression de vos rivales, de toutes les filles qui sont plus jeunes et plus belles que vous ? Et il doit y en avoir pas mal.

Certes, c'est pousser jusqu'à l'absurde. Mais n'est-ce pas déjà absurde de réclamer le droit à l'avortement alors que vous avez déjà la pilule, l'homosexualité, et ces petits appareils d'origine nordique, tellement plus infatigables, plus commodes et plus sûrs que des maris ou des amants. Sauf coupure de courant électrique !

La libre disposition de votre corps — depuis la disparition des ceintures de chasteté et de l'esclavage — vous l'avez toujours eue, Mesdames. Mais ce que vous n'avez pas le droit d'avoir, c'est la libre disposition du corps et de la vie d'autrui. Que cet autrui soit, de par la nature des choses, intérieur ou extérieur à vous. Et là, il ne s'agit pas d'Eglise, ni de Pape, mais de la simple connaissance scientifique seule capable de donner une éthique au monde moderne. Et cette connaissance scientifique nous apprend que l'être humain commence à la fécondation et que tout son avenir est déjà inscrit dans la complexité de ses structures moléculaires.

A moins que vous ne croyiez, Mesdames que l'être humain ne commence véritablement qu'au baptême ou à la première communion. Dans ce cas une si noble conception des commandements de l'Eglise vous honore et je pense qu'en situant le début de la vie humaine à l'introduction de l'Esprit Saint, si vous ne faites pas œuvre scientifique, du moins vous faites œuvre d'esprit chrétien et que le Pape lui-même ne peut rien trouver à y redire.

Mais je ne crois pas que ce soit l'avis de M. Jacques Monod (vous connaissez?).

Dr Jooravleff
Vitry-aux-Loges (réponse page suivante)



la grande peur des hommes

On ne pouvait laisser passer cette lettre digne d'une anthologie phallo-cratique (1).

L'hypothèse de base repose sur une confusion entre *vie biologique* et *vie humaine* et cette confusion nous renseigne sur l'utilisation qu'on peut faire de la «science» quand elle est entachée d'idéologie.

Un arbre possède une vie biologique; chacune de nos cellules est vivante, chaque spermatozoïde, chaque ovule. Et le fœtus aussi, qui est le résultat de multiplications successives de cellules biologiques à partir d'une cellule primitive qui contient en puissance tous les *caractères* de toutes les cellules différenciées qui constitueront l'être humain. Cet ensemble en formation n'est pas vivant au sens humain du terme tant qu'il n'est pas constitué dans sa totalité puisqu'il n'est pas fonctionnel; il prend progressivement sa *forme* humaine (notamment quand il perd sa queue de têtard, puis ses branchies, puis son rein de lamproie, puis son deuxième rein de grenouille). Et il est vrai qu'au stade ultime de sa construction il est *biologiquement* un homme.

Mais qu'est-ce qu'une vie humaine? C'est la vie que je vis comme individu (c'est-à-dire un *tout*, même si j'arrive avec un bras en moins, ce qui peut résulter de gènes défectueux ou d'un accident de parcours) et la conscience que j'en ai. Mais il existe une définition scientifique de la vie et de la mort humaine (ou animale): l'arrêt du fonctionnement du cerveau; or, le système cortico-cérébral n'achève de se construire que tout à la fin de la grossesse.

Le fœtus est donc une *puissance* de vie humaine. «Tout son *avenir* est déjà inscrit dans la complexité de ses structures moléculaires», nous dit-on. Non. Toutes ses potentialités, oui, dont certaines commencent à se réaliser quelques heures après la fécondation.

A partir de ces prémisses «scientifiques», on peut nous dire qu'il est plus grave de ne pas réaliser 500 000 puissances de vie que de sacrifier 5 000 vies réelles, de femmes vivantes et souffrantes, alors que ces vies potentielles ou réelles disparaissent en même temps et de toute façon dans l'avortement clandestin. Le véritable choix se situe entre l'avortement clandestin et l'avortement légal.

A partir de là aussi, on peut faire l'amalgame avec l'infanticide, l'euthanasie, la guerre, le Tiers-Monde, n'importe quel individu vivant, y compris les femmes rivales! (A propos, qui a intérêt à cette rivalité et, par conséquent, qui la crée?).

Mieux, «l'avortement engage l'avenir de l'espèce humaine». Mais qu'est cette espèce humaine à laquelle les femmes sont sacrifiées. N'en font-elles pas partie? C'est la question: Cet avenir, nous en sommes exclues du fait même que nous devons en faire les frais. C'est toute l'idéologie patriarcale qui s'exprime ici: une femme pédiatre, ayant assimilé cette idéologie, déclarait à la radio: «le fœtus représente l'avenir, la femme le passé». Ainsi, une femme de 20 ans par exemple, n'a pas un droit intangible à l'avenir *du seul fait* qu'elle porte en elle une virtualité d'avenir pour un «autre» potentiel! Le discours idéaliste (imposé par l'opresseur pour effacer le réel), abstrait, symbolique («représente») parle d'avenir, de passé, mais pas du présent: le vécu n'a pas droit de cité, il est mis entre parenthèses.

Qu'est-ce qui se cache derrière tout ça? Qui veut la maternité? Qui en a besoin? Un «révolutionnaire», arguant de son autorité de médecin et de père de famille (7 enfants), m'a crié un jour dans une crise d'indignation: «Mais si les femmes ne veulent pas d'enfants, comment ferai-je, moi, quand j'en veux un?». En effet. Que peut-il faire, sinon les y contraindre. Et il ajoutait: «Une femme qui ne veut pas d'enfant est anormale». Du même coup, il exprimait naïvement et crûment, d'une part ses intérêts, d'autre part, l'idéologie «scientifique» chargée de faire pression sur les femmes pour qu'elles se soumettent à ces intérêts. Qui a décrété qu'il existait un instinct maternel? Pas les femmes, car pourquoi définir par autre chose que lui-même un pouvoir — la reproduction — que l'on possède naturellement et effectivement; et posséder un pouvoir, c'est l'exercer quand on veut et, aussi, bien entendu, ne pas en user si l'on veut.

Nous ne possédons donc pas notre pouvoir. Et les hommes, pour s'approprier les fruits de notre reproduction, doivent d'une part nous contraindre à procréer, d'autre part faire en sorte que nous le *voulions* (pour éviter la révolte). D'où le mythe de l'instinct maternel. Est-ce par hasard si, dans le même mouvement, ils nous interdisent la réalisation de toutes nos autres potentialités humaines réputées extérieures à notre nature? S'il faut que nous ayons tous les enfants qu'ils veulent, il faut que nous ne fassions que ça. Il faut que ce soit notre «vocation».

Il y a un instinct maternel? Alors, pourquoi des générations de femmes depuis les temps primitifs avortent-elles par millions (qui «relèvent sûrement de la psychanalyse»)? Pourquoi, dans toutes les classes sociales, cette complication des femmes à la recherche des «tuyaux», à l'insu des hommes? Pourquoi cette hantise perpétuelle: la satisfaction d'un instinct doit faire plaisir, non? Pourquoi les femmes ne savent-elles pas «instinctivement» s'occuper d'un nouveau-né et doivent-elles *apprendre* («pour le deuxième, j'étais moins bête»)? Pourquoi, dans les civilisations les plus brutalement patriarcales, les femmes prient-elles les dieux de leur envoyer un enfant et pourquoi faut-il que cet enfant soit mâle? Parce que c'est pour elles le seul moyen d'avoir une existence sociale, alors même que cette existence est un esclavage, encore aggravé par la maternité; parce qu'autrement, elles sont réprouvées, répudiées, affamées; persécutées au même titre que celles qui avortent ici. Où est cet instinct quand une femme enceinte de son huitième enfant n'ose plus sortir (2 fois en 9 mois!) parce qu'elle a honte de s'être laissée flouer une fois de plus; quand les femmes acceptent les risques les plus effroyables pour ne pas avoir un enfant: sait-on que, dans les milieux les plus démunis, ces femmes (atteintes de «délire hystérique infanticide») se font couramment avorter par leur mari d'un coup de poing dans le ventre? Combien de fois avons-nous entendu des mères de famille irréprochables soupirer: «j'aurais eu une autre vie si je n'avais pas eu d'enfants». Oui, Monsieur, nos mères, nous les avons «gênées».

Il existe un instinct maternel (et non un *désir* maternel)? Mais ne sait-on pas que la plupart des femmes qui ont des enfants, les «veulent» pour avoir une famille «comme tout le monde», ou pour faire plaisir à leur mari, ou «pour ne pas être seule plus tard»... Une secrétaire disait récemment: «je voudrais bien un enfant; ça fait quatre ans que je suis mariée, ça fait ridicule; les gens doivent se demander si ne je suis pas stérile». Telles sont les motivations actuelles de la maternité! Quelques-unes seulement ont des motivations réelles: *désir* de faire l'expérience d'une des fonctions de leur corps et de vivre avec des enfants.

Et voilà pourquoi les hommes, qui par définition n'en peuvent rien savoir, invoquent l'instinct maternel: nous les menaçons dans le pouvoir qu'ils nous ont volé. Si la vie d'une femme ne vaut pas en soi («elle représente le passé» — «bientôt... les hom-

mes n'auront plus du tout besoin de vous») mais en fonction des enfants qu'elle aura, il en est de même pour ses filles et les filles de ses filles. Nous nous trouvons devant cette situation sociale inouïe: les femmes se reproduisent de mère en filles pour donner des hommes à la société des hommes, et seulement pour ça. Et si nous arrêtons un peu, pour voir?

Nous les menaçons. («L'homme a son mot à dire» nous affirme-t-on; mais en même temps: «en faisant l'amour vous prenez des risques». Il faut être cohérent. Si, par définition, les risques sont pour nous seuls, nous seules devons parler.

«L'homme a son mot à dire». Tout le patriarcat est contenu dans cette phrase. Pourquoi a-t-il son mot à dire, sinon parce que, n'ayant pas les charges, il a les intérêts?

Nous les menaçons — et d'ailleurs, ils l'avouent: «Quant à votre menace de faire une grève d'enfants... il y a beaucoup d'hommes qui, si les femmes de race blanche s'amusaient à ce petit jeu, *trouveraient sans peine*, parmi les femmes de race jaune ou noire, des partenaires...». Voici que, sous l'effet de la peur, on envisage un nouvel impérialisme, comme si les femmes d'Outremer n'avaient pas assez de leurs exploiters locaux!

Les risques de la maternité, comment les mesurent-ils? «Moindres que ceux que nous prenons au volant d'une voiture». Mais c'est notre *existence tout entière* qui est hypothéquée par l'élevage d'un enfant; c'est, pour toute la vie, la dépendance économique à l'égard d'un homme, la claustration de la mère au foyer ou 14, 16, 18 heures de travail par jour; des études, une profession manquées, une existence mutilée. Compterait-il tout cela pour rien s'il s'agissait des hommes?

C'est tout notre rapport aux hommes qui serait modifié si nous pouvions n'avoir que les enfants que nous voulons (et quelle femme en voudrait *vraiment* en système patriarcal, n'étaient le mythe de l'instinct maternel, celui de la «mère-vraie femme», les pressions de la religion, l'obligation de se marier pour être comme tout le monde? ...): continuerions-nous d'accepter le travail ménager comme unique destinée, la dépendance économique qu'implique ce travail gratuit et obligatoire pour toute épouse et mère, un statut infériorisé, etc... si nous ne traînions le boulet de la maternité obligatoire? (Une femme battue par son mari à qui celui-ci ne donnait presque pas d'argent, et à qui on suggérait le divorce, répondait: «mais où irais-je? que ferais-je? sans métier, avec trois enfants?»). Et la récupération de notre corps ne nous inciterait-elle pas à récupérer notre vie? Vous n'auriez plus de servantes à domicile. C'est tous vos intérêts qui sont menacés. C'est pourquoi vous essayez de nous convaincre que nous ne sommes pas des esclaves, alors que nous, les intéressées, disons que nous ne sommes pas libres. On entend dire: «les ouvriers ont tout ce qu'il leur faut, maintenant», «les femmes sont très heureuses dans les harems». Ce sont toujours «les autres» qui émettent des jugements catégoriques sur des situations qu'ils ne vivent pas et dont ils bénéficient.

Remarquez qu'on nous suggère quelques solutions — pas trop dangereuses:

1. La plus originale: «Ne saviez-vous pas ce que vous faisiez en faisant l'amour?» En d'autres termes, si vous ne voulez pas d'enfants, abstenez-vous. La jouissance pour elle-même est tabou. Sexualité et procréation doivent aller de pair.

2. Pour les femmes pauvres, des logements, etc... Une femme qui en aurait les moyens devrait être tout heureuse d'avoir 12 enfants, d'avoir des nausées, d'accoucher, de torcher, de faire des lessives (même en machine), la cuisine pour 12. Elle n'aurait plus le droit de ne vouloir aucun enfant.

3. A la limite, on peut porter les enfants 9 mois (une simple formalité!) et les «confier» à l'Assistance Publique. D'abord, savez-vous ce qu'est un enfant abandonné? Une mère célibataire a dû confier son fils de 3 ans au centre de Denfert-Rochereau pendant trois jours. Au retour, il était méconnaissable: ahuri, nerveux, ne sachant plus sourire, ni manger seul, n'osant plus parler. Trois jours! Ensuite, l'Assistance Publique préfère garder les enfants que les proposer à l'adoption (une masse de demandes d'adoption ne sont jamais satisfaites) car elle reçoit pour chaque enfant plus d'argent qu'elle ne dépense; puis elle les met à travailler pour des salaires symboliques, ce qui arrange certains patrons. On peut juger de leur «avenir» à ces enfants. Ce qui répond à l'objectif du patriarcat et du capitalisme qui est de produire le plus d'enfants possible pour en faire ensuite ce qu'on veut: les exploiter, les opprimer ou les tuer. On comprend que les vivants soient moins sacrés que les fœtus: les vivants, on les a sous la main, ils ne risquent plus de nous échapper; les fœtus, eux constituent la matière première indispensable. Sur un marché, il y a deux mois, une femme lit le Manifeste et le signe spontanément: «Je suis d'accord avec vous, j'ai perdu un fils à la guerre». Elle avait d'emblée compris que si elle avait eu un enfant sans qu'elle puisse légalement l'éviter, c'était pour qu'on pût le lui reprendre. Elle avait immédiatement fait la relation entre la maternité obligatoire et l'exploitation qu'on en fait. Ne vous en déplaise, nous sommes pour l'avortement et contre la guerre; contre toutes les formes de violence et d'abord contre la violence faite aux femmes.

4. Quant à la parthénogénèse (reproduction sans hommes), ce n'est peut-être pas une utopie: elle a été réalisée chez la lapine (voir Jean Rostand). Mais dans ce cas, ces «enfants de mère» ne pourraient être que des filles... Certains animaux la pratiquent, exclusivement ou alternativement avec la reproduction par copulation; comme certains autres pratiquent l'hétérosexualité et l'homosexualité au gré de leur humeur du moment. Ce qui prouve que, même au royaume de l'instinct, la liberté individuelle peut être plus étendue que dans la société humaine — pardon, masculine!

5. Enfin, il paraît que nous avons la pilule. Voulait-on nous la donner, vraiment? Certains décrets d'application de la loi de 1967 autorisant la contraception n'ont pas encore paru. L'effort d'information et d'éducation nécessaires pour la rendre efficace n'a pas été fait, au contraire: les centres de Planning Familial ne reçoivent aucune subvention de l'Etat; une contre-propagande systématique s'est développée dans la grande presse, la presse féminine, la télévision. Résultat: 6% des femmes seulement utilisent la pilule, 2% appartiennent aux milieux populaires. Le taux d'utilisation a même diminué en 1969-70 à la suite d'une relance de la contre-propagande. En outre, la pilule n'est pas remboursée par la Sécurité Sociale; les mineures de moins de 18 ans n'y ont pas droit; celles qui n'ont pas 21 ans doivent demander une autorisation à leurs parents (que celles qui la leur demandent se fassent connaître!); suivant leurs convictions, des médecins refusent de la prescrire. Voilà comment ont pu voter une loi et la rendre inopérante.

Nous n'avons donc pas la contraception. On ne veut pas nous la donner. Pourquoi? Parce que le barrage à la contraception et l'interdiction de l'avortement visent le même objectif: exercer un contrôle sur la démographie, c'est-à-dire sur la vie des femmes. Certes l'Etat poursuit actuellement une politique nataliste: le 6^e plan exige pour être réalisé, 3 enfants par famille. Mais on sait que la politique anti-contraceptive

(1) (de phallus). Phallocratie: gouvernement des mâles.

A PROPOS DE « LA FAMILLE ET DE L'ETAT »

par Alexandra Kollontai.

(Bulletin Communiste numéro 7 - 29 Avril 1920 - page 9).

COMMUNISTE

A l'époque de la Révolution Socialiste en Russie, de nouvelles lois parurent, qui facilitaient le divorce et la liberté de l'avortement. Alexandra KOLLONTAI écrivit alors de nombreux articles destinés aux femmes et aux adolescents. Elle est apparue comme l'une des premières féministes.

Si ses conceptions sont souvent erronées, ses articles décrivent néanmoins, de façon intéressante, l'évolution de la famille dans son pays, à son époque (1920), qui se rapproche souvent de l'évolution actuelle. Elle montre comment : « La famille normale d'autrefois, où l'homme était tout et où la femme n'était rien - puisqu'elle n'y avait ni sa volonté à elle, ni son argent à elle, ni son temps à elle - cette famille se modifie d'un jour à l'autre... ». Elle décrit le passage de la famille paysanne, ou clan, composée de nombreux membres, à la famille citadine, restreinte au couple plus enfants. Elle explique ce passage par l'industrialisation progressive du pays, qui a peu à peu nécessité le travail salarié des femmes. Elle décrit aussi le travail de galérienne de la femme, à la fois mère de famille et ouvrière d'usine. Elle montre comment, dans l'ancienne famille paysanne, l'Etat (et les maris) tiraient profit du travail servile de la femme : ce travail, outre l'entretien courant de la maison et des enfants, constituait presque toute l'industrie textile et alimentaire du pays.

Au contraire, la nouvelle famille citadine consomme et ne produit plus. Des travaux faits à la maison, il ne reste que les plus épuisants et les plus bêtes, qui ne contribuent plus à la prospérité du pays. A. KOLLONTAI explique comment la collectivisation future de certains travaux pourra libérer matériellement les femmes.

En ce qui concerne les enfants, elle souligne les carences matérielles et morales d'une éducation donnée par des parents prolétaires. Elle craint « les dangers de la rue » et prédit que le futur Etat Communiste se chargera de l'entretien, de l'instruction et de l'éducation des enfants, par l'entremise de « sages éducateurs ». Elle donne des descriptions idylliques de la future Société, où hommes et femmes n'auront que la peine de faire l'amour, l'Etat Communiste se chargeant de tout le reste - ou presque - et où la prostitution aura disparu.

Les articles de A. KOLLONTAI sont intéressants sur le plan historique, car il est bien rare de connaître l'opinion des femmes de l'époque sur la réforme légale de la famille, introduite en U.R.S.S. en 1918. Peu de femmes avaient une conscience politique assez évoluée pour être capables d'analyser tous les facteurs d'oppression agissant spécifiquement sur elles. Il n'existait pas non plus de groupe de femmes réfléchissant sur ces problèmes. Ses articles sont donc le fruit de réflexions individuelles; pour cette raison,

ils présentent des défauts dont le plus évident est de raisonner sans cesse sur des schémas bourgeois, sur lesquels est simplement plaqué le décor communiste.

Par exemple, elle fait souvent référence à des valeurs réactionnaires, qu'elle considère comme bonnes, sans les discuter. Il en est ainsi de son opinion sur l'éducation des enfants pour qui elle craint les dangers de la rue et l'absence d'autorité des parents. Elle n'a pas vu du tout le rôle répressif de la famille dans ce domaine, et surtout, elle n'est pas affranchie de la peur de voir les enfants faire trop vite leur éducation sexuelle. On trouve toujours entre les lignes la même morale, sous-jacente et répressive. La liberté sexuelle qu'elle revendique pour les adultes, il lui serait inconcevable de la demander pour les enfants. Sa position est strictement la même que celle d'un éducateur bourgeois.

Par ailleurs, A. KOLLONTAI décrit avec complaisance la famille paysanne d'autrefois, qu'elle semble regretter. Elle déplore que le travail en usine « disloque » la famille, ce qui n'est pas exact. En raison des conditions de logement citadines, le clan paysan est forcé d'éclater, mais le noyau couple plus enfants se resserre et se ferme sur lui-même. Elle n'a pas vu que le passage du clan à la famille citadine représentait déjà un progrès pour la libération de la femme, si faible soit-il. En effet, dans l'ancienne famille, la femme subissait l'oppression économique ambiante, l'oppression conjugale, mais aussi l'oppression imposée par la hiérarchie familiale au milieu de laquelle elle vivait. Son passage à une vie d'ouvrière n'a pas amené un surcroît de travail, car elle a dû abandonner un grand nombre de tâches (soins des animaux, jardinage, tissage...). Dans sa nouvelle vie, la femme a pu échapper à l'autorité et à la répression exercées par tous les membres plus âgés du clan familial. En outre, son travail lui a permis de nouer des contacts personnels avec l'extérieur, et donc lui a fourni une certaine vie autonome qui a contribué à lui donner conscience d'exister en tant qu'individu.

Enfin, A. KOLLONTAI attribue la crainte qu'ont les femmes de divorcer, à des raisons purement économiques. Sans doute, malgré l'avènement du travail salarié des femmes, une femme dépendait encore financièrement de son mari, et devait craindre de se retrouver seule pour assurer sa propre subsistance. Mais des raisons au moins aussi importantes à la crainte du divorce doivent être recherchées dans la structure psychique des femmes, conditionnées depuis des siècles à dépendre d'une famille, comme W. REICH l'a bien montré (1).

Mises à part toutes ces critiques, A. KOLLONTAI a eu le mérite de souligner des notions importantes quant au lien entre l'Etat et la famille, dont on peut

encore parler aujourd'hui. Elle a montré comment, avant l'industrialisation, l'Etat avait concrètement intérêt au travail servile des femmes qui créaient non seulement des produits consommés par la famille, mais aussi des marchandises (toile, conserves...) susceptibles d'être vendus. Il est aisé de voir comment l'Etat a eu plus tard intérêt à ce que les femmes travaillent en usine, où elles constituaient une main d'œuvre disciplinée et souple, c'est-à-dire acceptant de bas salaires et licenciable sans risque en cas de récession.

De nos jours encore, la famille monogamique « figée » est un élément indispensable pour le Pouvoir, comme cela apparaît souvent dans les discours gouvernementaux actuels qui font référence à la « morale », chantent les louanges de la « Famille » et prônent la sur-natalité (thèmes souvent évoqués aussi dans les discours hitlériens).

Pourquoi la conservation de la famille est-elle essentielle pour le Pouvoir ? On peut donner deux éléments de réponse : tout d'abord, il est évident que le Pouvoir a indirectement intérêt à régner sur des familles, car des individus mariés, chargés d'enfants et épuisés par un travail non créatif et un long temps de transport journalier, constituent une grande masse amorphe et timorée, informée uniquement par la télévision et sans force révolutionnaire.

D'autre part, la phrase de A. KOLLONTAI : « La famille consomme et ne produit plus » est encore d'actualité. C'est en tant que consommatrice que la famille figée intéresse le Pouvoir Capitaliste. Notre pays est suréquipé en biens matériels (voitures, appareils ménagers...) qui sont loin d'être utilisés à plein temps. Mais une collectivisation de ces objets ne serait possible que si les familles étaient capables de nouer de véritables relations avec l'extérieur, au lieu de les craindre. Cette collectivisation aurait surtout pour effet de réduire énormément la consommation, sur laquelle repose la prospérité du grand Capital.

(1) W. REICH - La Révolution Sexuelle - Au sujet de la désintégration de la famille en URSS en 1919 : « Dans la famille, en règle générale, les besoins sexuels normaux ont été remplacés par des attitudes infantiles et des habitudes sexuelles pathologiques. Les membres de la famille se haïssent mutuellement, consciemment ou inconsciemment, et étouffent cette haine par une affection forcée et une dépendance collante qui ne dissimule qu'imparfaitement la haine sous-jacente. L'une des principales difficultés consistait dans l'incapacité des femmes, génitalement bloquée et inaptes à l'indépendance économique, à abandonner la protection quasi-servile par la famille, et cette satisfaction substitutive qu'est leur domination sur les enfants ».



Plutôt dur à digérer ce 3^{ème} canard !

Des hommes qui ...

Des hommes qui n'en peuvent plus de jouer leurs rôles de mecs, ça existe. Ils sont paumés, tout seul, ils étouffent. Il y en a aussi qui cherchent ensemble comment extirper le Mâlechauvinisme de leur vie, de leur tête, de leur sexe et de leur cœur. Parce qu'ils ne veulent plus être des Meccs et qu'ils ne sont pas

des femmes, ils se décrassent ensemble pour se préparer à des vrais rapports d'être humain à être humain, entre les hommes et les femmes, entre eux. C'est peut-être la seule façon pour des mecs de lutter aux côtés des femmes.

Un groupe d'hommes.

Appel au fric

Notre Mouvement n'étant pas une organisation (on ne délivre pas de cartes d'adhésion, on ne perçoit pas de cotisations), nous n'avons pas de rentrées régulières d'argent. Autrement dit, nous avons de sérieux problèmes.

1. Pour financer le journal.
2. Pour financer nos différentes campagnes.

En particulier, nous voudrions louer un véritable local (celui que nous avons actuellement est très petit et nous a été prêté par une fille du Mouvement qui risque d'être expulsée) qui soit un véritable lieu de rencontres, avec bibliothèque, salle de projection, cafeteria, dispensaire, crèche et permanence régulière.

Jusqu'à présent, nous avons fonctionné avec l'argent des droits d'auteur perçus sur la publication du numéro spécial de « PARTISANS » sur la libération des femmes (n° 54-55) - source épuisée à ce jour - et des quêtes effectuées dans les assemblées générales du Mouvement, pas très fructueuses car les copines sont fauchées.

Vos contributions seront les bienvenues à : compte FMA, B.N.P., Agence Tolbiac n° 6 397.

Petites annonces



Cherchons logements de toutes sortes, pas trop chers, dans Paris ou en proche banlieue.

Cherche instrumentistes pour faire musique ancienne = flûte, guitare - Annie S.

Cherche voiture allant en Italie (Venise, Rome) tous moments année. Claudine KLE 35-63.

Annie cherche bureaucrates pour répondre aux nombreux courrier arrivant à la boîte postale; envoyer coordonnées à la B.P.

Cherche eunuque bourgeois et sensible habitant Neuilly pour escorter femme seule et bien sous tous rapports après réunions M.L.F.

Cherche travaux mi-temps en tous genres bien payés et pas fatigants pour militantes M.L.F.

Cherchons mécènes pour financer campagnes M.L.F.

Des peintres ont formé un groupe de recherche d'images (dessins, peintures, etc...) orienté contre la répression sexuelle et familiale. Pour y travailler téléphoner à Michèle K. 700 7 137.

Offre actions sur industrie pharmaceutique fabriquant pillules : le Pape.

Echangerais poupée contre meccano.

Echangerais diaphragme contre pillules pour mecs.

Echangerais mec sachant cuisiner, passer l'aspirateur, faire la vaisselle, chauffer le biberon, faire le lit contre piaule tranquille.

Echangerais 10 premiers numéros du Torchon contre vibromasseur neuf ou d'occasion.

Atelier de meubles peints installé à la campagne cherche stagiaire nourrie, logée.

Dominique Valette : 17, rue des Cerisiers 37 - Tours.



MINEURES - ENCEINTES - CELIBATAIRES



vendredi
18 décembre

communiqué annonçant la grève

Les mères du CET de Plessis-Robinson sont en grève pour les motifs suivants :

● elles demandent que les filles ne soient plus renvoyées de leur collège pendant leur grossesse et après leur accouchement (puisque les directeurs et les directrices refusent qu'une fille enceinte et mère célibataire suive des cours normaux dans leur établissement, comme le veut «la coutume»).

● elles demandent également l'émancipation de la mère célibataire. Ce n'est pas normal que ce soit l'un des parents ou les parents des mères célibataires qui décident du sort de l'enfant et de son entretien jusqu'à les obliger à abandonner l'enfant ou de les forcer à ne pas l'abandonner.

● elles voudraient une nourrice, mais avec un salaire de 800 F, car c'est ce qu'elles touchent dès qu'elles commencent à travailler, où iront-elles ? Une nourrice coûte au minimum 400 F par mois.

● elles demandent donc d'urgence des crèches. Etant donné que l'avortement n'est pas libre en France. Mais qu'en plus le gouvernement veut des enfants, elles sollicitent donc une allocation égale au S.M.I.G. pour subsister et aussi pourquoi l'avortement n'est-il pas libre et à la portée financière de tout le monde ?

● dans l'immédiat, elles demandent d'urgence d'être reçues en délégation au rectorat pour discuter de ce problème scolaire très grave qui se développe de plus en plus en France.



le château de la solitude

compte rendu de la grève par les filles du Plessis

1. AVANT LA GREVE.

LA VIE DU COLLEGE :

La discipline n'est pas très stricte, mais le règlement général l'est.

LES SORTIES :

— Jeudi après-midi de 14 h à 17 h par groupe de trois et seulement dans le Plessis-Robinson, nous sommes suivies par des gens de la maison (directrice, économiste, personnel de la cuisine...).

— Samedi après-midi de 14 h à 17 h par groupes de trois ou de 14 h à 18 h 30 avec les parents ou quelqu'un figurant sur une liste signée des parents.

— Dimanche matin de 9 h 30 à 11 h toujours en groupe de trois au Plessis et surveillées et de 11 h à midi : étude !

L'après-midi de 14 h à 18 h 30 si les parents viennent nous chercher.

L'HYGIENE :

Trois douches pour 30 élèves dont deux qui marchent très mal où l'odeur des égouts remonte et où les toiles d'araignées s'accumulent; tous les soirs on fait la queue, c'est pire que dans le métro !

LES COURS :

Les conditions de travail sont atroces : 5 profs (sténo, français, math, dessin, anglais, enseignement ménager). On n'a pas de bouquins, les salles de classes sont dégoûtantes, pas de tableaux, 6 machines à écrire pour 18 élèves !! On arrivera sûrement à avoir un examen avec des conditions pareilles !!

LES EXAMENS :

— En 3 ans : CAP (collectivité : 10-12 élèves) de couture, cuisine, enseignement ménager.

CAP employés de bureau (10-12 élèves) dactylo, sténo.

— En 2 ans : BEP sténo-dactylo (6-8 élèves) même travail que les employés de bureau mais plus poussé (32 à 34 h de cours par semaine).

VIE PAR RAPPORT A LA FAMILLE :

Tous les cas des filles sont différents :

1. On est ici parce que l'on n'a pas de fric (impossible d'avorter)

2. Les unes sont de l'assistance publique.

3. Les autres sont ici car les parents n'ont pas pu les garder à cause des voisins ! Elles sont donc cachées.

4. La plupart, nous sommes ici CAR ON NOUS A VIDÉ DE NOTRE COLLEGE OU DE NOTRE LYCEE.

Certaines s'entendent bien avec leurs parents, d'autres sont couronnées de l'extérieur.

On reste dans ce collège jusqu'à l'accouchement, après on va dans un hôtel maternel (jusqu'à ce que le nôtre soit fini de construire...). On vient prendre nos cours tous les matins et

on repart tous les soirs.

Pour l'accouchement, on va à Port-Royal, on est traitée comme des véritables «salopes», si on se révolte ou si on répond, on nous dit : «Tu es bien contente de trouver cet hôpital qui peut te prendre en charge», ce qui veut tout simplement dire «ferme-là». Si on ne veut pas allaiter notre gosse, on se fait engueuler ! Car nous sommes les filles du Plessis !!...

Nous sommes 28-30 en général. Ce collège existe depuis 1942, mais il n'y a que depuis septembre 1971 que des cours sont donnés, avant il n'y avait que l'école ménagère, maintenant il y a les trois sections (cf. Ci-dessus).

UNE JOURNEE AU COLLEGE.

Lever : 7 h 30.

Déjeuner : 8 h.

Appel : 8 h 30 puis cours jusqu'à 12 h 30.

Déjeuner : 12 h 30.

Après le déjeuner, repos jusqu'au nouvel appel.

14 h : appel, suivi des cours jusqu'à 17 h.

17 h : goûter

17 h 30 à 19 h : étude.

19 h : dîner.

Après le dîner, on monte dans nos chambres, on va faire la queue aux douches !!, on lave nos affaires... jusqu'à 21 h 30 où on éteint.

Deux soirs par semaine (sans compter le dimanche), on regarde la télévision où l'on a choisit à l'«unanimité» notre programme !!

Les jours de sortie, certaines filles restent au collège : il n'y a pratiquement pas d'activités manuelles, on s'emmerde toute la journée, on a hâte d'être au lundi pour recommencer les cours et plaisanter avec les profs.

Les chambres de 3 à 7 lits, sales, murs roses dégoûtants, plafond noir de crasse; on est obligé de cirer notre chambre si on veut qu'elle nous soit à peu près agréable !!

2. MOTIFS DE LA GREVE.

— Changement complet du règlement intérieur.

— Droits de la mère célibataire mineure : émancipation, allocation, non-renvoi des filles enceintes de leur collège.

— Nouveau règlement de l'hôtel maternel.

— Demande d'aller à la délégation.

— Pas de sanction éventuellement contre les filles ou la surveillante d'internat.

Le nouveau règlement que nous voulons :

Sorties plus longues, sans autorisation des parents (14 h à 19 h),

4 week-ends autorisés par mois et non 1 comme avant !!,

vacances complètes (15 jours et non 6 comme il était dit par

la directrice !).

— Possibilité de recevoir un groupe de jeunes gens de l'extérieur.

— Visites autorisées pour tout le monde sans autorisation spéciale.

— Droit de monter dans les chambres et non de rester au parloir «comme avant».

— Une sortie par semaine le soir jusqu'à minuit/une heure.

— Plus d'étude le dimanche matin.

— Le coucher tous les soirs à 22 h, télévision facultative tous les soirs pour celles qui le veulent.

— Plus de vaisselle à faire le samedi soir ni le dimanche midi.

3. COMPTE RENDU DE LA GREVE.

— Vendredi matin, les élèves refusent l'appel et refusent de déjeuner. Elles vont au cours avec leurs professeurs mais ne font pas cours. Les profs vont rendre compte de la situation à la directrice.

Celle-ci reçoit les 2 déléguées des élèves à 10 h 30, leur disant d'arrêter la grève. Refus des élèves.

— 12 h 30 : Repas, ou toutes les filles refusent la nourriture du Collège (et non celle de l'extérieur).

— 14 h : nouveau refus de l'appel, nouveau refus des cours.

— 17 h : refus de goûter.

— 17 h 30 : pas d'étude.

— La directrice veut nous recevoir dans son bureau. Elle nous endort littéralement avec ses histoires, commence son chantage à propos de la surveillance d'internat : «Si vous ne mangez pas ce soir, j'envoie mon rapport au rectorat». Refus des élèves. La directrice va alors envoyer son rapport, mais nous donne encore à réfléchir.

— 19 h, on descend au réfectoire, mais on refuse la nourriture du collège (toujours en acceptant celle de l'extérieur).

La directrice commence à nous faire du chantage au sujet de notre bébé.

— 20 h on se retrouve dans une chambre et on mange, comme on l'a fait après chaque repas durant deux jours complets.

— 20 h 30 on rend compte de notre journée.

Samedi 19

— Les élèves refusent l'appel à 8 h 30 (le refus du déjeuner et des cours continue).

— 10 h : la directrice appelle les déléguées et leur dit «Comme cela fait deux jours que vous ne mangez pas, je vais faire prendre votre tension par un docteur de l'extérieur. Si votre tension donne quelque signe de faiblesse, j'envoie un télégramme à vos parents de venir vous chercher si vous continuez la grève de la faim».

— 11 h la tension de chacune est prise par l'infirmière du collège :

suite en haut de la page suivante →

Quelques réflexions ...

- A Reims et à Moulins, deux jeunes filles cachent leur grossesse et accouchent en secret.
- A Caen, Maryse Rault comparait le 24 janvier devant la cour d'Assise pour infanticide.
- D'autres dont ne parle pas, qui attendent en prison d'être jugées, pour infanticide, comme celle des Mureaux.
- Boycott de la cantine à l'hôtel maternel d'Orléans.
- Grève et occupation du CET du Plessis-Robinson.

Partout éclatent les contradictions d'une société qui impose et interdit la maternité.

Nous sommes 5 femmes parmi celles qui ont apporté leur soutien à l'occupation du CET du Plessis-Robinson. Nous sommes des intellectuelles, célibataires avec d'autant moins de difficultés que nous sommes indépendantes économiquement et que, luttant ensemble pour la libération des femmes, nous ne sommes pas isolées. Par la contraception et l'avortement nous avons gagné une certaine liberté à l'égard de la maternité. Cela nous a permis de ne pas avoir d'enfant jusqu'à présent, ce qui ne veut pas dire que nous n'en désirons pas.

A cause de tous ces privilèges, nous n'étions pas directement concernées par les revendications des mères célibataires, mais en participant à leur action, nous avons pris conscience que les futures mères du Plessis-Robinson occupaient une position stratégique dans la lutte des jeunes, des femmes et des classes, et qu'il était nécessaire de réfléchir aux problèmes qu'elles posaient.

LES LUTTES DU PLESSIS ET D'ORLÉANS, COMME LES CAS DE GROSSESSES CLANDESTINES, SONT RÉVÉLATEURS A LA FOIS DU POUVOIR DE L'ORDRE MORAL, DE SON HYPOCRISIE ET DE SES FAILLES.

Dans notre société où la sexualité en tant que valeur marchande nous agresse et nous sollicite partout, l'acte sexuel en dehors du mariage est toujours considéré comme une faute. La femme, surtout si elle est jeune, est rendue coupable d'un tel acte et cela d'autant plus lorsqu'elle est enceinte car alors sa «faute» devient visible : **ÇA SE VOIT !**

La maternité, portée aux nues dans l'institution familiale, est objet de scandale pour les jeunes mères célibataires. Au lycée ou au CET, dès que **ÇA SE VOIT**, la fille enceinte est renvoyée de l'établissement scolaire selon une coutume qui n'est pas légale et qui n'a jamais été dénoncée par l'Education nationale. Les parents sont complices de ce renvoi s'ils ne font pas appel à la justice alors qu'ils en ont le droit. Quelles que soient les raisons (approbation du renvoi, ignorance de leurs droits, manque de fric et de temps) pour lesquelles ils ne le font pas, ils sont de toutes façons les principaux responsables avec l'école de la répression sexuelle qui s'exerce contre les jeunes.

Renvoyées du lycée ou du CET, les mineures enceintes sont cachées dans leur famille ou dans une institution créée dans ce but : la maison maternelle.

De même que la société cache dans les asiles, les hôpitaux, les prisons, les bidonvilles et les foyers, tous ceux qui n'appliquent pas les règles et les normes qu'elle a fixées, de même elle cache et recueille les mineures enceintes dans les maisons maternelles.

Le cas des mères célibataires mineures n'est que particulièrement caractéristique de la situation des femmes.

De la dépendance juridique et économique à leurs parents, elles ne peuvent passer qu'à la dépendance juridique et économique à un mari, car si le mariage émancipe légalement la fille mineure, la maternité ne l'émancipe pas. Et surtout les mineures n'ont aucune possibilité d'indépendance économique puisqu'elles doivent s'occuper seules de leur enfant. Il leur est à la fois nécessaire et difficile de travailler, en particulier celles qui ont 16 ans n'en ont pas le droit et sont totalement dépendantes de leurs parents.

Par quel moyen la société essaie-t-elle de réintégrer les mères mineures célibataires, faille dans l'ordre moral ?

Dans les maisons maternelles, elles reçoivent une formation qui fait d'elles de «vraies mères», de «vraies femmes» (puéricultrice, travaux ménagers, sténo-dactylo). Dans les hôtels maternels, une solution de prise en charge des enfants est offerte à une minorité (700 places pour 80 000 mères célibataires par an). Mais les enfants ne sont gardés que pendant le temps de travail de la mère et l'institution fonctionne de façon hiérarchique et répressive. Les mères célibataires savent que cette solution ne peut être que transitoire (hôtel = passage), elles ne peuvent y rester que 2 ans et le prix de la pension leur interdit de faire des économies pour en sortir et élever seules leur enfant. La seule issue qui leur est proposée est encore le mariage, d'autant plus que la morale culpabilisante des hôtels maternels le présente comme la rédemption de leur «faute».

La réforme de la loi sur la filiation poursuit le même but; réintégrer les cas marginaux, les encadrer.

Parce qu'on ne peut plus nier la réalité (l'existence d'enfants conçus hors mariage), on fait entrer ceux-ci dans la norme, on rend celle-ci crédible. Donner aux enfants naturels le nom et le droit à l'héritage du père pour «protéger» la mère et l'enfant, c'est en fait les mettre sous la dépendance, et la loi du père, c'est renforcer le cadre de la famille, c'est, bien sûr refuser la possibilité d'une nouvelle forme de vie et d'organisation collective non hiérarchisée et non répressive.

LES MÈRES CÉLIBATAIRES SONT DANS UNE SITUATION OU CONVERGENT LES OPPRESSIONS D'ÂGE, DE SEXE ET DE CLASSE. C'EST POURQUOI, BIEN QU'ELLES SOIENT PEU NOMBREUSES, LEUR LUTTE ET LEURS REVENDICATIONS REJOignent CELLES DES JEUNES (LYCÉES, CET) ET DES FEMMES.

Dans le communiqué annonçant la grève, les filles du Plessis-Robinson demandent le droit à l'avortement et sa possibilité financière.

Elles n'en sont pas toutes à réclamer le droit à la sexualité, pour certaines d'entre elles il s'agit simplement de ne pas payer toute leur vie le prix d'être tombée enceinte. Mais si cette revendication intéresse tous les jeunes et toutes les femmes c'est qu'elle pose le problème de la répression sexuelle qui s'exerce sur eux tous. Par l'interdiction de l'avortement toutes les femmes sont soumises à la maternité forcée. Si ce sont les jeunes filles de milieu populaire qui se trouvent le plus souvent dans cette situation, c'est que d'une part la répression sexuelle a moins d'impact sur elles que sur les jeunes filles de la bourgeoisie qui détournent leur sexualité en investissant dans la culture et le romantisme, et que d'autre part elles ont moins d'informations sur la contraception (qui est totalement refusée même avec l'autorisation des parents, aux mineures de moins 18 ans) et moins de possibilités culturelles, psychologiques et financières pour avorter. Si elles ne revendiquent pas la liberté de la contraception, cela tient probablement à leur milieu social où la contraception est la moins répandue. Beaucoup plus que l'avortement, la contraception est la revendication d'une sexualité non culpabilisée.

Les mères célibataires mineures du Plessis demandent que la maternité émancipe automatiquement les mineures. Le problème de la dépendance juridique aux parents, qui concerne tous les jeunes, est ainsi posé. Cette revendication porte en elle celle d'une relation entre la mère et l'enfant hors la loi du père, elle remet en question le système patriarcal. Mais l'émancipation uniquement pour les mères mineures signifierait qu'elles n'ont le droit de disposer d'elles-mêmes qu'en étant mères. Cette mesure renforcerait l'idée que la femme n'a de valeur que comme mère.

Elles demandent qu'une allocation mensuelle au moins égale au S.M.I.G. leur soit versée pour leur permettre d'élever leur enfant.

Elles demandent aussi la possibilité de faire des études, et des études autres que la préparation à la maternité qu'on leur donne au Plessis. Elles réclament une formation permanente, qui leur permettrait d'acquérir une indépendance économique réelle.

Mais elles ne pourront profiter de ces avantages que s'il existe une prise en charge collective des enfants.

Les réformes du CET qu'elles demandent reprennent ces revendications de façon immédiate : davantage de liberté, davantage de responsabilité, formation plus variée. La lutte ne s'arrête pas à l'obtention de leurs revendications, mais celles-ci sont nécessaires pour leur permettre de la poursuivre.

Par la position stratégique qu'elles occupent, elles posent des problèmes qui dépassent leur cas particulier (sexualité - autorité parentale - dépendance économique). C'est pourquoi la brèche qu'elles ont ouverte peut être élargie par la lutte des jeunes et des femmes.

C'est une contradiction du système qui, voulant parquer les marginaux, les regroupe et leur donne ainsi le moyen de lutter ensemble. Isolées, les mères célibataires étaient objet d'opprobre, dans la lutte elles se sont déculpabilisées. D'une certaine manière elles ont aussi brisé le tabou sur la sexualité des mineures comme on peut le voir par l'évolution du ton de la presse au sujet des infanticides. La presse ne parle plus comme l'an dernier de la «froide détermination des mères dénaturées» mais de «manque d'informations; de solitude, de peur de l'entourage, des parents, d'inconscience, d'affolement» qui provoquent «des drames dont on se gardera bien de juger les auteurs» (France-Soir 11. 1. 72).

MARILYSE RULT QUI A COMPARU DEVANT LA COUR D'ASSISE DE CAEN LE 24 JANVIER POUR INFANTICIDE, A ÉTÉ ACQUITTÉE PAR LE JURY.

Communiqué d'Orléans : grève à l'hôtel maternel.

Le 13 Décembre 71, les mères célibataires de l'hôtel maternel d'Orléans ont démarré un boycottage de la nourriture pour elles et leur enfant. Le problème était le plus criant compte tenu de leur prix de pension : 660 F par mois (et elles gagnent le S.M.I.G.). La presse locale (République du Centre) sous couvert de passer le communiqué des Mères Célibataires a fait paraître leur texte revu et corrigé par la direction de l'Hôtel maternel. Une inspectrice de la Préfecture est venue le 14 interroger le plupart des mères sur la portée de leurs revendications et sur les gens qui les soutenaient. La directrice de l'hôtel maternel a poursuivi à un niveau individuel la répression de la Préfecture. Leur grosse menace était : nous pouvons fermer l'Hôtel quand bon nous semble. Bien sûr l'action sanitaire et sociale s'occupera de vos enfants... Les mères ont immédiatement stoppé leur action face à cette menace. Et le prix de pension passe de 660 F à 700 F par mois.

«Regroupement des mères célibataires».

Chaque année, plus de 4 300 écolières, collégiennes, lycéennes âgées de 13 à 16 ans deviennent mères.

De quel droit, au cours de leur grossesse, sont-elles renvoyées par les établissements d'enseignement public, et non réintégrées après l'accouchement ?

Le service des allocations familiales en profite pour arrêter le versement des allocations dues à leurs parents.

Motif : «Ne va plus en classe...».

Ces jeunes mères de moins de 16 ans, n'ayant pas le droit d'être salariées, se retrouvent apprenties à 200 F par mois.

Dénonçant leurs conditions de maternité et les contradictions de leur statut juridique, nous engageons une campagne afin d'exiger l'arrêt de ces renvois et la réintégration de ces collégiennes.

«Regroupement des mères célibataires».
15 rue Notre-Dame de Lorette - Paris 9^e.

Nous avons fait cette mise en page sans les filles du Plessis pour plusieurs raisons : nous voulions les voir pour soutenir leur lutte et les rencontrer et pas pour leur donner plus de travail par rapport à leur lutte et à leurs heures de cours. Mais nous n'avons même pas pensé à leur demander ce qu'elles voulaient...

Et bien sûr elles auraient fait autre chose

Jeudi

Bonjour,

J'ai beaucoup de retard pour répondre, mais il s'est passé une chose formidable. J'ai mis mon fils au monde, il est adorable. Je suis de retour dans cette maison maternelle c'est un peu mieux qu'avant mais c'est quand même dégoûtant. Par exemple, le premier jour, je m'allonge sur le lit pour écrire. Oh là là ! Ce que je n'ai pas entendu, il ne fallait pas salir le dessus de lit, il ne fallait même pas s'asseoir dessus. Il y a des chaises. Nous sommes deux par chambre avec les bébés alors la nuit il y a pas mal de bruit si un se réveille, ça réveille tout le monde, enfin bientôt j'aurai une chambre seule car j'irai en hôtel maternel si je tiens le coup, car c'est trop dégueulasse, j'ai arrêté de vivre le jour où je suis entrée ici. J'ai pris quelques photos, mais je ne crois pas que ce soit utile pour vous, enfin je vous en envoie 2, voilà c'était la fenêtre de ma chambre, sans poignée et une aération minime, nous étions 4 par chambre en prénatal, dites-moi si vous voulez d'autres photos. Il est formidable votre journal. J'ai reçu votre lettre à l'hôpital, ma tante me l'a apportée avec du retard d'ailleurs j'attendais cette lettre avec impatience. Je suis d'accord pour publier ma lettre mais je ne sais plus trop ce qu'elle disait. J'aimerais beaucoup vous connaître, je crois que c'est Anne car ne ne comprends pas bien sur la lettre. J'attends une réponse.

maisons et hôtels maternels

COMMENT LA SOCIÉTÉ «BIEN-PENSANTE» RÉPRIME LES MÈRES CÉLIBATAIRES.

Il y a en France 124 maisons maternelles totalisant plus de 4 000 places et 30 hôtels maternels comprenant 700 places.

Selon la définition officielle, «la maison maternelle accueille la femme d'une façon générale au terme de sa grossesse, dans les délais de congé de maternité, soit 6 semaines avant et après l'accouchement». Quant à l'hôtel maternel : «c'est la formule qui fait suite à la précédente. Il a pour but essentiel de permettre à la mère de conserver son enfant auprès d'elle tout en travaillant».

QUI GÈRE LES MAISON MATERNELLES ?

C'est le service de l'Aide Sociale à l'enfance. Les femmes sont prises en charge par la Direction de l'Action sanitaire et sociale du département. Il n'y a actuellement aucun texte qui régleme, dans leur ensemble, les maisons maternelles. La loi d'assistance à l'enfance du 15 Avril 1943 a rattaché les maisons maternelles au service de l'Assistance à l'enfance. En ce qui concerne les hôtels maternels, il n'y a aucun texte officiel.

POURQUOI DES MAISONS MATERNELLES ?

Le séjour y étant gratuit, la maison maternelle est la seule possibilité «offerte» aux futures mères célibataires.

Les mineures enceintes dont les parents ne veulent plus ou qui sont sous la dépendance d'un juge sont donc casées là, sans savoir où on les enverra passer l'accouchement : le plus souvent, elles seront réparties dans les hôtels maternels disponibles.

Dans les maisons maternelles, les femmes enceintes, majeures ou mineures mariées ou célibataires sont mêlées. La séparation des futures mères mineures avec les autres ne se fait que pour les très jeunes filles (13, 14 et 15 ans).

Les mineures délinquantes se répartissent un peu partout, y compris dans les maisons d'éducation surveillée. Les prisons se «chargent» également d'elles. Des filles enceintes de 16 et 17 ans se retrouvent en prison, à Fresnes par exemple.

Maisons et surtout hôtels sont très souvent privés laïcs, privés religieux, dépendant de sociétés philanthropiques, voire de l'Armée du Salut. Bien que ce soit l'Etat qui subventionne, cela fait figure de cas sociaux gérés par la bonne œuvre locale. Depuis 1965, on n'a pas créé de nouvelles maisons ou hôtels maternels. L'aide de l'Etat est donc tout à fait relative.

Des milliers de femmes passent chaque année dans les maisons maternelles, mais les hôtels maternels créés pour «continuer l'œuvre des maisons» ne contiennent que 700 places. Ainsi des mères de 14 ans habitent en hôtel maternel pour deux ans encore, préparent leur certificat d'études durant ces deux années avec les petites de la communale dont la moyenne d'âge est 10 ans. Interdiction formelle est faite aux jeunes mères de révéler leur maternité sous peine de renvoi. On se demande d'ailleurs où on pourrait les envoyer.

UNE POLITIQUE QUI MENE A L'ABANDON DES ENFANTS.

Et les mineures de plus de 16 ans et les mères majeures ? La plupart d'entre elles, même s'il y avait une possibilité, ne pourraient entrer dans un hôtel maternel qui prend jusqu'à 65% de leur salaire pour l'entretien de l'enfant. Sur ce qu'il leur reste, elles doivent se payer le repas de midi et les dépenses nécessaires à leur entretien et à celui de l'enfant.

Résultat : dans de nombreux cas, un abandon est un citoyen de plus pour l'Etat. Même de nombreuses mères célibataires qui gardent leur enfant l'abandonnent au bout de quelques années car elles ne peuvent plus l'élever.

Alors que l'on assiste au départ pour les pays étrangers des femmes enceintes pouvant se payer un avortement, on constate la présence d'un contre-courant des futures mères enceintes étrangères venant accoucher en France durant le temps de leur grossesse sans qu'on leur demande aucun papier à condition qu'elles soient logées dans une maison maternelle. La directrice d'une de ces maisons en concluait que « cela démontrait le libéralisme de la France... ».

Malheureusement, ce libéralisme disparaît lorsque la mère veut repartir avec l'enfant. La plupart du temps, elles restent donc en France avec l'enfant (celui-ci reçoit alors la nationalité française et la situation de la mère se régularise) ou repartent en l'abandonnant à l'Assistance Publique. Une jeune femme espagnole voulant rentrer chez elle a mis deux ans à obtenir l'autorisation d'emmener l'enfant en Espagne. Il n'y a pas de choix possible pour les jeunes ouvrières qui se retrouvent seules. Une fois enceintes, sans possibilité financière pour avorter, que leur reste-t-il à faire ? C'est là qu'intervient l'Etat : sa politique de natalité se ne contredit que dans les cas de maternité hors mariage. D'où la nécessité d'une prise en charge momentanée au moment où la femme ne peut plus éviter sa maternité.

Ainsi, ce qui intéresse l'Etat, c'est la naissance et c'est pour cela qu'il y a toujours de la place pour un enfant avant qu'elle n'accouche. Après... à la mère de se débrouiller.

Comme nous l'avons vu, il n'y a que 700 places en hôtel maternel renouvelables tous les deux ou trois ans; c'est peu pour les milliers de « fautes » annuelles arrivées à terme et « pour continuer l'œuvre des maisons maternelles ». 700 places gérées par des œuvres privées à caractère « humaniste » et subventionnées par l'Etat qui témoigne là de sa compréhension des « cas sociaux ».

LES CONDITIONS DE VIE EN HOTEL MATERNEL

Les jeunes femmes qui sont contraintes de vivre en hôtels maternels échangent leur liberté contre une prison confortable.

Cela pour deux raisons : c'est la seule possibilité de conserver l'enfant et d'autre part, le service de soins entourant le bébé est très bien équipé. Mais cela c'est la carotte. Voyons maintenant le bâton.

L'analyse des différents règlements intérieurs prouve que les jeunes mères ont entre elles des relations de prisonnière à prisonnière plutôt que de locataires ou même de pensionnaires.

L'administration considère qu'il n'y a pas atteinte à la liberté puisque les mères célibataires entrent de leur plein gré dans ces établissements qui sont régis suivant un principe qui établit que : « la mère ne doit exister que pour son enfant et lui consacrer le moindre moment libre... ».

Ainsi, les « pensionnaires » de l'hôtel de l'Armée du Salut doivent inscrire sur un registre et quotidiennement, leur heure de départ au travail, l'itinéraire suivi, l'heure approximative du retour et l'heure effective du retour à l'hôtel. Ce système est répandu dans les autres établissements.

Mais voyons plus en détail quelques articles du règlement de l'hôtel maternel de l'Armée du Salut :

- * En aucun cas le séjour ne se prolonge au-delà du troisième anniversaire de l'enfant.
 - * La pension est payée d'avance la première semaine du mois. Son non-paiement entraîne le recours aux parents ou aux employeurs.
 - * Pendant les mois de congés payés, les mères peuvent partir avec leur enfant mais payeront la pension entière pour la première semaine d'absence et la demi-pension pour le reste des vacances.
 - * Des week-ends sont accordés pendant lesquels la mère et l'enfant peuvent quitter l'hôtel maternel à la condition de donner une adresse.
 - * Les mères sont autorisées à sortir avec leur enfant toute la journée du samedi et du dimanche, dans la mesure où l'âge et la santé de l'enfant le permettent.
 - * Les mères peuvent être autorisées par la directrice à prendre trois heures le samedi entre deux repas de l'enfant. Deux sorties par semaine sont accordées : le samedi jusqu'à une heure du matin et le jeudi jusqu'à 22 heures.
 - * Aucun groupement d'aucune sortie ne peut être admis.
 - * La directrice s'efforcera de minimiser la fâcheuse habitude de fumer mais ne l'interdira formellement que dans les locaux où résident les bébés.
 - * Toute cuisson d'aliments est interdite dans les chambres.
 - * Seules les mères et les sœurs des pensionnaires sont admises à monter dans les chambres mais doivent en demander l'autorisation à chaque fois.
 - * La directrice a le devoir de veiller à l'ordre, à la discipline et à la tranquillité de la maison. Il s'ensuit qu'elle peut signifier le renvoi de pensionnaires qui auraient enfreint gravement le règlement, manqué à leur devoir maternel, passé la nuit dans une autre chambre que la leur.
- Et ce règlement conclut : lorsque la maman se rapportera à son séjour à l'hôtel maternel elle y pensera comme à une période féconde et constructive de sa vie...**

DES PRINCIPES RELEVANT DE LA MORALE RELIGIEUSE.

Une mère célibataire entrant en hôtel maternel doit être salariée. Selon les établissements, on lui retient de 45 à 60% de son salaire pour le prix de pension.

La mère célibataire se retrouve dans une situation de complète dépendance vis-à-vis de l'œuvre qui l'héberge. Elle doit lui être reconnaissante de lui permettre de vivre avec son enfant malgré ses maigres ressources et de plus, bien qu'étant fautive, on l'accepte et on l'aide.

Le but poursuivi par les animateurs d'hôtels maternels peut donc être défini comme une tentative de « rééducation » de la mère célibataire et comme le dit si bien une spécialiste en la matière, Mme Dhombre, dans son ouvrage *Les mères célibataires* : « ... Très souvent, le règlement se révèle assez strict à l'égard des visites ou des possibilités de sorties. Ce caractère contraignant a son origine dans l'attitude fréquemment rebelle et révoltée des jeunes mères. Mais il ne faut pas oublier l'état de déficience morale de bien des femmes accueillies en maison maternelle, lorsque l'on souhaite y voir régner une plus grande liberté... ».

La jeune mère célibataire est donc considérée au départ comme un adulte qui, ayant agi de son plein gré, selon des principes réprouvés (par les œuvres qui gèrent les hôtels maternels) se retrouve responsable, donc coupable. Mais dans la « rééducation » entreprise tout au long du séjour, on conservera le caractère « fautif » tout en supprimant le caractère « adulte ». Ainsi, les notes officielles emploient les termes « recueillir » pour une admission et « récidiviste » pour les mères célibataires ayant deux enfants ou plus. La mère célibataire qu'elle aie 18 ou 25 ans, est donc toujours l'éternelle mineure considérée comme une adulte aux moments où l'on parlera de sa « faute », donc de sa responsabilité. Tout ce qui concerne la maternité lui sera inculqué. La jeune femme ne sera plus libre de ses décisions, de ses loisirs.

Toute son existence durant son séjour en hôtel maternel sera contrôlée de manière très rigoureuse afin qu'elle apprenne à devenir une mère, selon les normes définies par l'œuvre charitable qui aura bien voulu la recueillir

LE PLESSIS A-T-IL HONTE DE SES FILLES-MERES ? (TRACT)

Un collège de jeunes mères de 13 à 17 ans existe depuis 1942 et il aura fallu une grève pour que la population soit mise au courant !

Certaines d'entre nous sont là, renvoyées de leurs lycées ou collèges parce que l'Education Nationale tient à conserver la bonne réputation de ses établissements. De toutes façons, aucune aide à attendre des parents, qui n'ont pas les moyens de payer un avortement ou ont peur du qu'en dira-t-on. On nous fait bien sentir ici à notre arrivée, que notre cas n'est pas normal !

A l'extérieur, nous nous faisons traiter de voleuses, de salopes, de putains (au MULTI en particulier); notre arrivée dans les cafés est immédiatement signalée par les patrons à la directrice, nous devons supporter les remarques dédaigneuses des gens (« bien », nous nous faisons suivre dans la rue par des espèces de vieux cons, nous ne pouvons pas aller à la maison des Jeunes quand notre grossesse est trop visible.

A l'intérieur, on nous fait comprendre qu'on est là pour nous cacher, on nous impose des cours (CAP d'employé de collectivité, CAP d'employé de bureau, BEP de sténodactylo), où nous partons systématiquement de la première année, quel que soit notre niveau, le tout dans des conditions matérielles dégueulasses. Il nous faut obtenir 3 prises en charge, 1 pour entrer ici, 1 pour aller en maison de repos, 1 pour aller en hôtel maternel (sans compter que nous ne pouvons pas y aller en-dessous d'une note limite).

On nous menace de ne pas ouvrir l'hôtel maternel, de fermer cet établissement d'envoyer à Fresnes les « voleuses de pommés », tout ceci afin que nous restions bien sages ! Sans compter les pressions de la part des parents et des assistantes sociales pour abandonner notre enfant.

Vous êtes concernés par notre situation. **DES MAINTENANT NOUS EXIGEONS UN NOUVEAU REGLEMENT** plus ouvert vers l'extérieur, plus libre à l'intérieur. **NOUS NE VOULONS PLUS ETRE TRAITEES DE CETTE MANIERE, NOUS NE VOULONS PLUS ETRE MONTREES DU DOIGT.**

NOUS VOULONS POUVOIR CIRCULER DANS LES LES RUES, entrer librement dans les magasins, les cafés, les cinémas, la maison des jeunes.

Les Mères célibataires du C.E.T. du Plessis soutenues par des jeunes de la région.



GROUPES DE TRAVAIL

- relations internationales
 - coordination province
 - Prise de conscience
 - femmes mariées
 - cercle Dimitriev
 - musique
 - écriture collective
 - mères célibataires
 - gouines rouges
 - Situation de la femme en Chine
 - la femme dans l'entreprise
 - Politique et psychanalyse
 - féministes révolutionnaires
 - mouvement de liberté pour l'avortement
 - Dans les fias :
Jussieu
Vincennes
Censier
Charles V
etc...
 - Dans les lycées :
Claude Monet
François Villon etc...
 - Dans les quartiers :
le 12^e
le 18^e - 9^e
le 15^e
le 13^e
le 7^e
le 14^e
le 20^e
- Jury etc..
- Elles sont plus « sérieuses » que « scandaleuses ». Elles pratiquent plus les réunions de travail que les assemblées générales. Aussi les « dames » du Mouvement démocratique féminin, qui date de 1963, sont-elles moins connues que les « filles » du Mouvement de Libération de la Femme.

Nous n'avons pas encore de nouveau local. Pour le moment écrire à la B.P. 370.13 Paris pour avoir plus de renseignements sur les groupes.

Le mercredi, tous les 15 jours nous nous retrouvons à 20h30 aux Beaux-Arts, rue Bonaparte (N°16). E-tant donné notre nombre, nous y discutons difficilement mais nous pouvons nous y informer. Prochain rendez-vous : mercredi 2 Février 1972.

Que les groupes non cités se fassent connaître.

(Suite de la page 10)



n'influe guère sur la natalité étant donné la pratique généralisée de l'avortement clandestin. Ce qui fait peur, c'est la liberté des femmes et la menace qu'elle fait peser sur l'organisation de la famille et par conséquent sur le capitalisme et le patriarcat.

Nous devons donc attaquer à la source, c'est-à-dire dans le pouvoir que s'arroge l'Etat patriarcal et capitaliste de contrôler notre reproduction. Ce pouvoir est représenté par la loi de 1920 réprimant l'avortement. Or, depuis la publication du Manifeste, 55% de la population s'est prononcée en faveur de l'avortement légal. Nous avons les moyens de la lutte. Une fois l'avortement légalisé, l'Etat n'aura plus d'argument pour entraver la contraception puisqu'il aura perdu sa prétention à contrôler la démographie. Mais surtout, étant donné les investissements financiers que suppose la légalisation de l'avortement pour être effective (médecins, salles dans les hôpitaux, etc...), il aura tout intérêt à diffuser l'information pour la contraception afin d'obtenir une diminution progressive des avortements. C'est ce qui se passe d'ailleurs dans les pays qui ont abrogé leur législation répressive.

La libéralisation effective de la contraception passe donc par la lutte pour l'avortement légal.

Nous lutterons donc pour l'avortement légal qui nous concerne seules directement. Et les hommes (y compris les partis politiques-dirigés par les hommes), s'ils ne sont ni réactionnaires, ni sadiques, ni misogynes, ne seront que nos alliés. Comme l'a dit l'un d'eux à la salle Pleyel : « Les hommes n'ont pas à prendre position sur l'avortement, cela ne les concerne pas. La seule attitude qu'ils puissent adopter, c'est de soutenir inconditionnellement les femmes dans la lutte qu'elles ont choisi d'entreprendre ».

« Dès l'instant de la conception, l'être est particularisé, individualisé, il possède une personnalité potentielle... L'héritage ne comporte que des potentialités dont la réalisation dépendra dans une certaine mesure des conditions de milieu subies par l'individu. Si deux hommes diffèrent toujours plus ou moins l'un de l'autre, c'est d'abord qu'ils ont reçu de leurs parents des héritages différents; mais c'est aussi que, depuis l'œuf, ils ont été soumis à des circonstances dissemblables : bref, ils se différencient tout à la fois par leur origine et par leur histoire ».

Jean Rostand (« L'Homme », p. 45, « L'hérédité humaine »).

« Lorsque les enfants cesseront d'être désirés, les femmes cesseront d'être nécessaires ».

Langdon Davies (« A short history of women ») cité par Virginia Woolf dans « Une chambre à soi ».

Ce texte, écrit à la suite de réunions-discussions entre des ouvrières d'UGECO et un groupe du MLF Nantes, doit être soumis à discussion et approbation plus larges dans l'usine.

Débarasse des erreurs de détail qui peuvent encore s'y trouver, il sera diffusé par des ouvrières et des filles du MLF dans d'autres usines de la région nantaise.

Les ouvrières d'UGECO viennent de terminer une grève de 5 semaines et, elles comme nous, sommes nombreuses à penser qu'il faut populariser cette lutte, cette grève totale dans une usine de femmes :

1. 5 semaines de grève ont permis aux ouvrières d'UGECO d'acquérir l'expérience concrète d'une lutte, d'apprendre à s'organiser et à organiser le soutien autour de leur grève.

2. Ce soutien a démarré trop lentement : la solidarité n'a pas été aussi immédiate et directe qu'elle aurait pu l'être.

Pour ces deux raisons, il nous semble important de tirer un bilan de la lutte d'UGECO et de le distribuer sur différentes usines afin d'en discuter.

A UGECO-LEGE parce que UGECO-LEGE et UGECO-NANTES travaillent pour le même patron. Pourquoi le patron a-t-il tout fait pour qu'à Lège les ouvrières ne connaissent pas la lutte des ouvrières de Nantes ? Parce que, pour exploiter, le patron a besoin que les ouvrières d'une usine ignorent les conditions de travail, les salaires, l'expérience des luttes d'une autre usine, parce que pendant la grève d'UGECO-NANTES, il lui fallait à tout prix empêcher Lège de débrayer.

Aux BATIGNOLLES parce que leur expérience et leur aide ont manqué aux ouvrières d'UGECO. Il faut développer les contacts, les discussions, etc...

Dans différentes usines qui emploient en majorité des femmes : les conditions de travail y sont particulièrement mauvaises, les salaires particulièrement bas. Les ouvrières d'UGECO pourraient leur expliquer l'expérience de leur grève.

Ce texte a été écrit à la suite de plusieurs réunions-discussions avec des ouvrières d'UGECO. Avant de le diffuser sur les autres usines, nous demandons à toutes celles qui ont participé à la grève de donner leur avis, de critiquer ce qui ne leur semble pas juste, d'ajouter ce qui leur semble important.

Enfin, la lutte n'est pas terminée, nous devons maintenant rester unies face à la répression patronale, les licenciements; nous devons imposer que les accords soient respectés, en particulier sur les cadences. Pour cela aussi, il faut populariser la lutte; maintenant encore, bien que la grève soit terminée, il faut faire connaître ce qui se passe à UGECO et développer la solidarité.

1. LE TRAVAIL A UGECO.

Les salaires.

UGECO est une usine de confection militaire et administrative. Pour fabriquer les vêtements, il y a trois types de travail :

la coupe,
les chaînes (couture à la machine),
la presse (repassage).

Première division entre nous : aucune ouvrière n'est payée de la même manière.

Ça dépend :

De leur poste. Même si une fille a deux CAP de couturière, et trois ans d'apprentissage, elle est payée 3.10 F de l'heure, si c'est le salaire de son poste. Sa qualification, son habileté, le patron sait bien s'en servir, mais sans les payer !

De leur âge. Pour le même travail, 2 ouvrières gagneront l'une 3.06 F, l'autre 4.13 F simplement parce qu'elles n'ont pas le même âge.

De toute façon, les salaires sont incroyablement bas : pour les moins de 18 ans, ça fait 400 F par mois, pour certaines ouvrières près de la retraite, 700 F.

Les cadences.

Comment fonctionne la chaîne :

Nous sommes 15 ouvrières dans chaque chaîne : nous devons faire un paquet de 10 pantalons toutes les 22 minutes; ça fait 210 pantalons dans la journée.

Si on n'y arrive pas, on reçoit 3 lettres d'avertissement et puis, c'est la porte. Alors, pour y arriver, certaines viennent plus tôt le matin, travaillent 9 heures au lieu de 8; c'est une heure supplémentaire de travail gratuit pour le patron. Mais comme ce travail avant l'heure de la rentrée n'est pas légal, celle qui aurait un accident ne serait même pas remboursée au titre : accident du travail.

Quand on fait un paquet de 10 pantalons en plus, on a une prime de 5 centimes (5 points). Mais si le lendemain on ne réussit pas son rendement, on vous retire la prime de la veille.

Pour prouver qu'on a fait le rendement, on colle des tickets en fin de journée; on n'a aucun moyen de contrôle sur la prime qu'on a; et avec ce système, on a toutes des salaires différents; en plus, le taux des primes change avec les postes.

Les conditions de travail.

En plus de tout ça, il faut travailler dans une usine qui tombe en morceaux. Par tempête, les carreaux et les plâtres dégringolent. Quand il pleut, il faut déplacer les machines, mettre des poubelles sous les fentes, couvrir les vêtements avec des plastiques.

Ça prend une 1/2 heure sur le temps de travail et après, il faut quand même faire le rendement.

Souvent, on se brûle; on se pique.

D'ailleurs, les machines sont vieilles : elles font du bruit et tombent souvent en panne. Pendant que le mécanicien les répare, même si on est payé, on prend du retard sur les rendements et il faut le rattraper plus tard.

Alors, il faut toujours courir : le matin, les machines à préparer; le midi, pour pouvoir aller manger à la maison, et puis toujours les cadences à faire, les chefs sur le dos - d'anciens militaires qui s'y croient encore !

A UGECO . NANTES

des femmes
des ouvrières
en ont assez

pour la première fois dans
l'usine, elles prennent leur sort en
main. Elles se révoltent collectivement

On n'en peut plus, on est à bout de nerfs. L'année dernière, une verrière est tombée à côté d'une fille. Alors les nerfs ont craqué. Elle a fait 8 jours de clinique; d'autres filles on fait des crises de nerfs ou se sont évanouies.

On est divisé sur les salaires, on est pressé par les cadences : le résultat c'est qu'avant la grève, chacune était isolée face au patron, on n'avait pas le temps de se parler, on n'avait pas le temps de se connaître. Comme en plus, ça défile sans arrêt - on embauche puis on débauche quand la cadence n'est pas faite - on avait 2 ou 3 copines seulement, mais, on ne connaissait pas les autres, et jamais on ne discutait beaucoup de nos problèmes d'ouvrières.

2. LA GREVE A UGECO.

Depuis un moment déjà on en avait assez. Voyant ça, le patron nous avait même proposé de travailler en musique. Il espérait sans doute nous calmer et augmenter le rendement. Mais le 15 septembre, ça a éclaté. On a décidé de débrayer pour avoir toutes 25 centimes. Des débrayages, on en avait déjà fait. Mais le patron a refusé toute discussion et ça a été la grève.

Les premières semaines, on venait tous les jours par roulement à l'intérieur de l'usine; on parlait avec les filles qui n'avaient pas cessé le travail et on utilisait à notre propre compte les machines du patron.

Au bout de 15 jours, les délégués CFDT, seul syndicat dans l'usine, ont organisé les premières collectes et les équipes qui devaient aller aux portes des usines. A ce moment-là, personne ne connaissait UGECO : on se demandait si c'était un collègue, un grand magasin... Et nous, nous n'avons pas su expliquer par prises de parole, par tracts, par affiches, ce qu'était UGECO et pourquoi on faisait grève, ni aux portes des usines, ni pendant la collecte; on n'a pas su expliquer pourquoi on faisait appel à la solidarité. Nous restions à l'usine en attendant que ce soit les autres usines qui s'intéressent à nous.

Pendant ce temps, la solidarité s'est organisée avec les paysans par l'intermédiaire des «révolutionnaires» : on va ramasser des pommes et on a du ravitaillement meilleur marché.

Le 8 octobre, 3 semaines après le début de la grève, le permanent CFDT nous convoque non loin de l'usine où nous faisons attention à ce que les jaunes ne nous suivent pas. En fait, c'est le directeur qui nous suit. Une vingtaine de filles l'entourent et parlent de l'enfermer dans le placard de ravitaillement. On en riait mais en fait, on aurait pu le faire, comme à l'OMNIUM de Rennes. Au début, le permanent CFDT nous demande si on veut voter à main levée ou à bulletin secret. Nous, on répond toutes main levée; mais le directeur intervient et demande le vote à bulletin secret. Alors le permanent reprend les arguments du directeur pour nous expliquer que c'est mieux comme ça. Qu'importe, le résultat du vote est écrasant : 165 contre la reprise, 47 pour.

Le mardi 12 octobre, on s'aperçoit que la maîtrise a reconstitué une chaîne à l'intérieur de l'usine. Dans la matinée, on décide de faire un piquet de grève à 2 heures. Et quand le chef arrive, il trouve la porte bloquée par nos mobylettes. Les motards sont venus parce que notre chef bloquait la circulation avec sa voiture; ils nous ont dit d'enlever nos mobylettes mais on s'est mis à la place et c'est comme ça que le piquet a commencé.

C'est seulement à partir de ce moment-là qu'on a commencé à prendre des initiatives et à organiser nous-mêmes notre grève. On s'est senti encore plus unies entre nous parce que les jaunes se sont regroupées dans un syndicat patronal CFT et sont venus nous narguer sur le trottoir d'en face.

On en était à la 5^e semaine de grève; pourtant, on constatait que rien n'avait été fait, qu'UGECO n'était toujours pas connu; c'était pas nous qui organisions les réunions. Par exemple, le vendredi 15 octobre, où un meeting intersyndical était prévu devant l'usine, on l'a appris par le journal (!) ou par le permanent quelques heures avant. On a alors décidé :

de renforcer les collectes,
de faire un tract d'appel à la solidarité des ouvriers nantais,

de faire une affiche à coller sur tous les murs de Nantes.

Le texte de ce tract, cette affiche, on les a décidés toutes ensemble au piquet : toutes ensemble, on prenait en main l'organisation de notre grève.

Le mercredi 20 dans la journée, le permanent nous fait passer un tract d'appel à une «réunion importante» à 18 H 30 (?) en ville. Ce jour-là il y avait 20 filles parties faire une collecte à Angers et au Mans depuis la veille; nous aussi, nous devions faire une collecte à Malakoff; et puis, c'était tard le soir. Alors, il manquait pas mal de filles à cette réunion : on était une quarantaine (d'ailleurs on ne savait pas qu'on devait décider

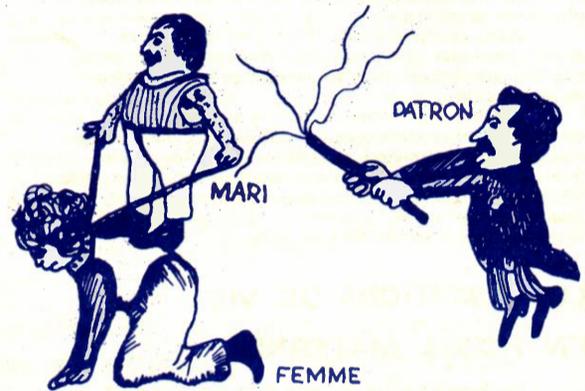
de la reprise à cette réunion).

Le permanent nous a fait part des résultats des négociations :

0,10 F sur la prime,
0,05 F de rattrapage
0,10 F à valoir au 1^{er} novembre,
0,05 F à valoir au 1^{er} janvier,
promesse d'une commission d'examen mise en place pour la révision des cadences.

Sans vote, il décide la reprise pour le lendemain à 14 H et c'est par le journal que les filles qui n'étaient pas là l'ont appris le lendemain matin.

Bien sûr, on a obtenu quelque chose, mais on n'est pas rentrés dans l'enthousiasme : en fait, on pouvait difficilement continuer la grève parce qu'on avait pas su l'organiser dès le début et développer assez la solidarité des autres usines.



3. L'EXPERIENCE QU'ON A TIRE DE NOTRE GREVE.

a. Comment on aurait dû s'organiser.

Au début de la grève, on n'avait jamais fait de lutte; on n'a pas vu tout de suite ce qu'il fallait faire. Maintenant, on a l'expérience d'une grève derrière nous et on comprend qu'il est important de l'expliquer aux autres et d'en discuter avec eux.

Il aurait fallu que les ouvriers des BATIGNOLLES viennent nous aider.

Les ouvriers des BATI il n'y a pas longtemps, avaient fait eux aussi une grève de 5 semaines; ils avaient été les premiers à Nantes à avoir une telle expérience et il aurait fallu qu'ils nous expliquent le déclenchement et le déroulement de leur grève (piquets de grève, organisation de la solidarité). Ils auraient pu nous donner des idées et nous aider ainsi à nous organiser dès le départ.

Il aurait fallu occuper l'usine dès le début.

Il s'en fallait d'un rien : on était dans l'usine et il suffisait simplement d'empêcher les jaunes de travailler et de rester la nuit pour que ce soit l'occupation. Ça aurait beaucoup plus embêté le patron qu'un simple arrêt du travail; notre pression sur lui aurait été bien plus forte; il n'aurait pas pu donner du travail aux jaunes et reconstituer une chaîne. Et puis, ça aurait fait du bruit et on aurait connu notre grève au dehors.

Il aurait fallu une liaison plus active avec les ouvrières des autres usines UGECO, en particulier celle de Lège dans les environs de Nantes.

C'était important parce qu'on aurait été beaucoup plus fortes si on avait toutes été unies contre le même patron. La production d'une usine, il n'aurait pas pu la faire faire par une autre : il aurait été obligé de lâcher. D'ailleurs le patron le savait bien : à Lège, les filles ont débrayé, il leur a tout de suite donné une augmentation, pour qu'elles reprennent et qu'on soit isolées.

Il aurait fallu aller en équipe expliquer notre grève, faire connaître UGECO,

et ça dès le début, pas à la 5^e semaine comme on l'a fait. On aurait été mieux connues dans la population et les usines de Nantes, on se serait senti plus soutenues et la solidarité financière aurait été plus large.

Il aurait fallu que les ouvrières elles-mêmes accompagnent en plus grand nombre les «révolutionnaires» qui organisaient le ravitaillement avec les paysans.

Il ne suffisait pas d'accepter l'aide des paysans, il fallait aussi discuter avec eux de leurs problèmes et des nôtres. Une réunion avec les femmes de paysans avait été projetée et il faudrait qu'elle ait lieu, même maintenant que la grève est terminée.

Il aurait fallu organiser très vite une crèche.

Là encore pas dans les dernières semaines. Des femmes n'ont pas pu participer au piquet. Des mères n'ont plus voulu y amener leurs enfants. Elles s'étaient réhabituer à les garder.

b. Ce qui a changé à UGECO depuis la grève.

On a appris à se connaître, on a discuté entre filles qui ne se seraient autrement jamais parlé. C'est surtout grâce aux collectes (ç'aurait été encore plus possible au piquet de grève si on avait mieux su l'organiser). On a comparé nos bulletins de salaire, on a discuté des cadences. Tant qu'on était chacune dans notre coin préoccupée de son travail et de son rendement on n'avait pas compris que les voisines sur la chaîne avaient les mêmes problèmes et que c'était ensemble que l'on pouvait lutter contre les cadences.

suite →

On n'avait pas compris non plus qu'arriver le matin à 7 heures pour faire une heure supplémentaire pour faire le rendement, c'était accepter le maintien des cadences au-delà de nos forces et augmenter le profit du patron.

Si une fille faisait le maximum de rendement, elle obligeait les autres à suivre le rythme. Et c'est comme ça que, étant isolées, on travaillait toujours plus et ça rapportait toujours plus au patron. Maintenant, on ne fait plus que le rendement qu'on nous impose.

Par exemple, un banc de 15 filles doit faire 21 paquets de 10 pantalons et coller chaque jour les 21 tickets correspondants. Avant la grève, si elles en faisaient un de plus, elles le collaient pour avoir une prime, si elles en faisaient moins, on les dépannait pour rattraper la cadence.

Maintenant, après en avoir discuté, elles collent chaque jour leurs 21 tickets; lorsqu'elles font un ticket de plus, elles le gardent pour le coller le jour où elles en feront un de moins. Mais elles ne se font plus jamais dépanner; elles sont moins pressées par les cadences au total, ça fait moins de pantalons de faits pour le patron.

Ce qui est important dans cet exemple, c'est qu'à partir du moment où on a commencé à discuter, on a vu comment s'organiser face aux cadences imposées par le patron.

On a compris qu'il fallait dire aux autres usines de femmes nos difficultés et nos erreurs, dues justement à ce qu'on est des femmes, des femmes qui n'avaient jamais fait de longues grèves, avant.

CONCLUSION.

Maintenant, la grève est finie. Le patron essaie de nous diviser en faisant régner la peur dans l'usine : le patron a confié à un jaune une partie du travail d'une ouvrière gréviste. Mardi dernier, une ouvrière ayant participé au piquet de grève a été licenciée. Le lendemain nouveau licenciement d'une autre ouvrière ayant également participé au piquet.

Pourquoi cette répression ?

Parce que depuis la grève, on se connaît mieux, on discute. L'unité s'est formée contre les cadences. Et ça, le patron ne peut l'accepter.

Parce qu'on était mal organisées pendant et après la grève.

Pour combattre cette répression, il faut développer la solidarité dans la population et dans les usines. Il faut renforcer notre unité face au patron et aux chefs; une ouvrière ne doit plus se trouver seule devant le chef lorsqu'elle n'a pas fait son rendement.

- féministe - féminine -

femelle - féministe - femme -

femme - féminisme - féminité -

En tant que féministe, fille de Nelly Roussel, l'une des militantes les plus actives du début du siècle, l'une des rares féministes qui osèrent, face aux préjugés de cette époque, réclamer la liberté de la maternité, je suis profondément attristée de voir comment certaines femmes qui se disent féministes font tout ce qu'il faut pour nuire aux idées qu'elles prétendent défendre. C'est bien la en effet, le seul résultat que vous pouvez obtenir en assaisonnant d'obscénités votre propagande.

Je ne souhaite pas longue vie à votre « torchon », qu'il brûle un bon coup, c'est tout ce que peuvent lui souhaiter les féministes dignes de ce nom.

Mireille Godet
94-VINCENNES

femelle - femme - femme

RÉFLEXIONS SUR LA GRÈVE

Les filles du MLF de Nantes qui ont écrit avec les ouvrières d'UGECO le précédent bilan pensent qu'il est important de le distribuer, de le faire connaître dans les autres usines de femmes à Nantes. Les conditions de travail y sont en gros les mêmes, et l'expérience que les ouvrières d'UGECO ont acquis durant leur grève est très significative :

Les usines qui, comme UGECO emploient une majorité de femmes appartiennent à des secteurs marginaux : confection, alimentation. Les salaires y sont extrêmement bas, les cadences pénibles.

Surexploitées, les ouvrières sont aussi isolées sur leur lieu de travail comme elles le sont chez elles. Pendant la journée il leur est impossible de se parler, elles sont rivées et surveillées à leur poste; à la sortie pas question de traîner, il faut rentrer préparer les repas du mari et des gosses. Elles ne se retrouvent pas, comme les hommes au bistrot, pour discuter avec leurs copines du travail, des chefs, du patron, de la façon de s'organiser. La conscience de classe, c'est peut-être bon pour les ouvriers, mais les femmes ont juste le droit d'aller faire leurs huit heures. Le travail domestique, est le seul qui soit reconnu par leur entourage, par la société. Toute l'activité des femmes au-dedans ou au dehors doit converger vers la famille, le mari et les enfants.

D'ailleurs, même à l'usine elles ne peuvent l'oublier : à UGECO comme dans les autres boîtes de femmes le jour de la Sainte-Catherine est l'occasion d'un vin d'honneur, d'une grande réconciliation, chefs patron et ouvrières se serrent la main, les catherinettes reçoivent des cadeaux (de consolation) du Conseil d'entreprise. Dans ces petites usines, c'est l'occasion pour le patron de faire du paternalisme et pour tous (et toutes) de réaffirmer que la femme est faite pour être épouse et mère; à 25 ans, célibataire, quel déshonneur.

Dans les usines de femmes il n'y a donc aucun passé de lutte, aucune organisation collective lorsque les conditions de travail et de rémunération ne sont plus supportables. C'est pourquoi comme le bilan le montre, il n'y a eu ni occupation, ni piquet de grève, ni crèche avant la quatrième semaine. La participation des femmes aux collectes organisées par la CFDT a été difficile jusqu'à ladite quatrième semaine ou de nombreuses filles ont pris sur elles d'aller dans la rue quêter et crier «Solidarité avec UGECO». Beaucoup avaient honte de se donner en spectacle et les réflexions qui leur ont été faites par les hommes (mêmes ouvriers) ne les incitaient pas à continuer... «Elle ferait mieux de faire le trottoir, ça lui rapporterait plus»; une femme, à la sortie d'un marché a craché à leurs pieds.

L'organisation tardive des ouvrières entre elles, par et au-delà des syndicats, n'a pas permis à la solidarité, un instant créée, de se poursuivre. L'isolement a rejoué, la surveillance a repris; les ouvrières les plus combattives ne se parlent plus; la sortie du boulot est toujours la fuite insurmontable, le retour dans la famille.

Pourtant depuis la grève, certaines filles paraissent avoir compris la nécessité, à un moment ou à un autre de surmonter ces retombées. Elles se connaissent et ne sont plus seules. Elles se sentent unies face aux jaunes, à la cft, face au patron qui a bien été obligé de venir discuter avec les ouvrières, «son poulailler» comme il disait. Ce n'est pas facile de combattre l'isolement maintenant que la grève est finie mais c'est la seule façon de préparer la lutte de demain.

A la suite de ces textes, des questions doivent être posées par les filles qui ont été à UGECO et par celles de Nantes qui ont suivi leur démarche :

Pourquoi s'être toujours effacées devant «le chef», «le patron» les cadences, par exemple et n'avoir jamais, de façon nette voulu parler des problèmes spécifiques des femmes ouvrières, n'avoir pas abordé avec elles ceux de notre oppression commune ?

Est-ce honnêteté ou stratégie ouvriériste ?

Quelle analyse de leur intervention font les filles qui sont allées à UGECO ? Qu'est-ce qui les a différenciées des divers et nombreux groupes gauchistes qui se sont jetés sur un nouveau potentiel révolutionnaire : les femmes ?



«les plages qui vivent»
(faire part)

La très jeune mariée en blanc est une sirène triste
Et de ses propres bras berce déjà une ceinture décroisée
ELLE sait bien qu'on tue
ELLE sait bien qu'un toit penché se brise
Et le sang gangrené et la couleur des tiges
Mais elle se sent prise prise
Dans sa ceinture dénouée
Plus de violence à son ventre jeune
Où tourment des abeilles non affayées
je suis la mariée j'ai prié
Ne soyez sur de rien vous qui me faites escorte
Vos gueules étrangères à ce bouquet de par derrière
La jeune fille aime les bois des îles
La jeune mariée aime les seins des jeunes filles
Dans le parc où suent les taureaux
Elle reprendra ses enfants réunis
Dissipation du flot, cri des feuilles dans l'eau
qui s'échappent en tournant de ses boîtes de fer
La jeune mariée au hâle de pommier
A quitté sa corolle et son homme en grand deuil
elle est allée nous rencontrer sous le figuier
en observant le silence qu'il faut garder pres des ruches

TENDANCE...

Ce texte n'est ni un manifeste politique, ni une affiche électorale, c'est une information sur le travail et la pratique d'un grand nombre d'entre nous. Ces femmes ne sont pas constituées en groupe fermé, nommé comme on a pu le prétendre : «groupe psychanalyse».

Il n'y a pas de «groupe psychanalyse», c'est une manière de réduire une tendance politique du mouvement. Cette tendance lutte pour la libération des femmes à travers des réunions et des activités diverses, par une pratique, à la fois et en même temps sociale et idéologique.

Ces différents niveaux de pratique, pour ne pas être aveugles, anarchistes, dogmatiques, faussement révolutionnaires, idéalistes (du trotskysme au féminisme) interpellent, interrogent, soumettent à la question, et pourquoi pas à la torture, — dans la lutte politique, idéologique et sociale le seul discours théorique qui existe à ce jour sur la lutte des classes, et les révolutions prolétarienne et culturelle : les textes du matérialisme historique et dialectique (Marx, Lénine, Mao),

— dans la lutte idéologique et sexuelle le seul discours qui existe à ce jour sur la sexualité et l'inconscient : discours de la psychanalyse (Freud, Lacan) et sémiologie.

Il ne s'agit à aucun moment de privilégier ces textes dits «théoriques» par rapport à notre pratique, mais de se donner les instruments de penser cette pratique afin de ne pas rester prisonnières d'une idéologie bourgeoise, masculine ou de son inversion contre-idéologique (le féminisme comme envers de l'humanisme dans une même clôture).

Nous travaillons à partir d'une pratique :

- interne au MLF : prise de parole, prise de conscience, prise de corps, analyse de nos contradictions et de l'inconscient,
- externe au MLF : constitution d'une force politique révolutionnaire; lutte dans les lieux de travail et dans les institutions — à l'université

(démission de charge honorifique, dénonciation d'un état de la recherche scientifique) — dans les institutions psychanalytiques — au Plessis-Robinson...

Interne/externe, dedans/dehors, ne sont à voir ici que comme les deux versants toujours dialectisés d'une même pratique.

Les instruments de pensée qui existent déjà sont marqués par le signe bourgeois et masculin comme tout ce qui nous entoure, comme le langage le plus commun (il n'y a pas de langage neutre) : ils le seront jusqu'à ce que nous les ayons déconstruits, analysés pour les dépasser. Ce qui nécessite qu'ils soient retraversés.

On n'invente pas à partir de rien, il n'y a pas de génération spontanée, on ne travaille pas dans le neuf.

A partir de nos contradictions matérielles concrètes, à ras du sol, à ras des corps, nous transformons laborieusement la réalité sociale politique idéologique qui nous censure en une réalité où les femmes ont leur place, non subordonnée à celle des hommes ou à la masculinité de certaines femmes. Cette transformation est un procès de production continue de connaissances par/sur/pour les femmes en vue de la prise du pouvoir par toutes les forces opprimées.

Pas plus que la dictature de la masse prolétarienne n'est une dictature fasciste, le pouvoir collectif des femmes ne sera le pouvoir mâle.

Le pouvoir des femmes n'est pas un pouvoir légal, patriarcal, sadique, pédérastique, de représentation, de chef, de nom, de viol, de répression, de haine, d'avarice, d'avoir, de savoir, d'ordre, d'individualisme, d'idées abstraites.

C'est un (im)pouvoir matriciel d'engendrement, de dépenses, de chaos, de différences, de libertés collectives, d'ouverture, de corps (pluriel), de re-connaissances, de levées de censures, de jouissances, d'en dehors de la loi, un pouvoir-agir-penser-faire par/pour toutes, tous.

Cette tendance n'a pas à prendre de nom, elle est un lieu permanent et ouvert où se propose, par ce que chacune y apporte, des moyens de penser et d'agir. Des réunions ont lieu tous les vendredis soirs.

Projets :

- un week-end de discussion sur les différentes conceptions du Mouvement,
- une rencontre européenne au printemps pour essayer de repérer l'originalité des mouvements en Europe et renforcer notre force politique



le Psu libère la femme!



Nous avons le grand plaisir d'apprendre qu'enfin, quelqu'un s'occupe de la libération des femmes en France : le P.S.U. par l'intermédiaire de son «organe» (Tribune Socialiste du 16.12.71) entièrement consacré à ce sujet.

Cet hebdomadaire qui nous avait habituées, depuis le manifeste des 343 et la fête des mères à certaines pratiques abusives consistant à utiliser tracts M.L.F., photos des manifestations M.L.F. sans en signaler l'origine et et le contexte réel, réalise dans ce numéro l'exploit de :

1. Publier en couverture une photo de la Marche du 20.11 sans y faire allusion ni par une légende ni par un article.
2. Publier un tract distribué par nous lors de la fête des mères sans en indiquer la provenance.
3. Faire un article sur les Women's Lib aux U.S.A. et en Grande-Bretagne sans souffler mot du Mouvement de Libération des Femmes en France.



La simple lecture de l'éditorial est un régal :

«Vous qui avez déjà mené des luttes de femmes, faites-nous le savoir». Cher P.S.U. qui n'attend qu'un signe de nous pour savoir que nous existons !! «Nous n'aurons que ce que nous prendrons» dit ce même éditorial; sur la lancée le P.S.U. en profite pour prendre à son compte le Mouvement de Libération des Femmes.

Tout ceci serait, en fait, bien normal entre révolutionnaires, plutôt sympa de prêter sa gueule ou ses réflexions à des copains en mal d'électeurs; ce serait normal si, lorsque le M.L.F. appelle le P.S.U. par son nom, le P.S.U. reconnaissait l'existence et le rôle du M.L.F.

C'est là que rien ne va plus et que l'on assiste à une escroquerie qu'aucune presse bourgeoise n'a encore osé commettre. Est-ce avec de tels procédés que le P.S.U. compte augmenter le nombre de ses petits bulletins ?

Contrairement aux déclarations superbes de son secrétaire général qui voit dans le P.S.U. le plus grand parti révolutionnaire d'Europe, n'est-il pas en train de devenir le plus grand chasseur de papillons «révolutionnaires» d'Europe ?

La libération des femmes est l'affaire des femmes, pas celle du P.S.U. ni d'aucun parti politique aussi «révolutionnaire» soit-il. (Cet article a été fait à la suite d'une discussion avec des militantes du P.S.U. qui comme nous réprovent ces méthodes).

DANS LE X^e : LES CRÈCHES

Il y a pour toute la France, une nouvelle place de crèche créée pour 1 400 naissances.

A Paris, le problème est plus grave qu'ailleurs. La plupart des travailleurs habitent loin de leur lieu de travail, et avec une heure de transport par jour pour les habitants de Paris-centre; impossible de trouver le temps pour des parents de s'occuper de leurs enfants. De plus, la vie est chère, le travail des femmes est vital pour beaucoup de ménages.

ALORS ? Alors on confie les enfants à la grand-mère ou à des gardes d'enfants qui coûtent très cher, et dont la plupart ne traitent pas les bébés comme elles le devraient.

Qui est responsable de cette situation ? Qui ne construit pas assez de crèches pour les enfants des travailleurs ?

C'est l'état des patrons, qui se soucie comme d'une guigne des conditions de vie des travailleurs. Et dans le X^e, la situation est tragique !...

Pour toute la population du X^e, il existe 90 places dans les crèches municipales. Et cela pour autant d'habitants qu'une ville régionale moyenne. Il existe d'autre part, une crèche de la Croix Rouge très mal équipée et surchargée. Mais les parents y mettent leurs enfants, car pour avoir le droit à la crèche municipale,

il faut s'inscrire sur la liste d'attente et cette attente dure trois ans ! Mais il y a les pistonnés qui obtiennent une place avant tout le monde. Dans la crèche municipale du X^e, 70% des enfants viennent de la moyenne et grande bourgeoisie et des professions libérales. Pourquoi ? Parce qu'un avocat, un médecin, un patron, n'a qu'à téléphoner à son ami le député UDR du X^e pour obtenir une place à la crèche municipale.

Dans le X^e les enfants des travailleurs sont interdits de séjour à la crèche ! Ce sont les plus riches qui payent le moins pour faire garder leurs gosses.

Pour le jeudi, qui n'est pas un jour de congé pour les parents, il n'y a pas de centre aéré qui fonctionne. Le centre aéré devrait accueillir *gratuitement*, les enfants dans les écoles et y organiser des jeux. Plusieurs fonctionnent en banlieue; dans le X^e aussi nous y avons le droit. Exigeons-le !...

Parce que sinon, les enfants jouent dans la rue. Le X^e est l'arrondissement où il y a le moins d'espaces verts de Paris. Il n'y a que deux petits squares et leur aménagement remonte à six mois.

Le député UDR croit peut-être sa tâche terminée ! En face de l'école du passage des Récollets, à 200 m de celle de la rue de Marseille, on peut encore aménager un parc.

Il y a l'Hôpital Villemin...

qui tombe à moitié en ruines et dispose, derrière les grilles d'un grand jardin, d'herbe et de grands arbres. Dans cet Hôpital ne vivent plus que 9 officiers à la retraite qui s'y font soigner. Là où il y aurait enfin un peu de place pour vivre pour une centaine d'enfants, il n'y a que ces 9 vieux militaires en train de crever !

Voilà les priorités de la municipalité UDR du X^e ! Mais cet Hôpital doit être détruit, car il est insalubre. C'est prévu au VI^e plan, pour dans trois ans environ. Ils vont construire à sa place un hôpital universitaire, qui aurait aussi bien sa place en banlieue près de la Faculté de Nanterre, par exemple.

S'il s'agit de santé, celle des enfants s'abîme très vite sans un minimum d'espaces verts. Pour réagir, nous irons, s'il le faut, occuper massivement avec nos enfants, le jardin de l'Hôpital Villemin ! Et nous exigerons le triplement au moins des places de crèches dans le X^e.

Lutter contre l'état patron, c'est aussi lutter pour le droit à la vie.

A l'espace et aux jeux des enfants des travailleurs.

Travailleurs, parents, luttons pour obtenir des crèches et des jardins.

Nous ne pouvons et nous ne voulons prendre des gosses en charge. Ça serait trop beau pour M. POMPIDOU si le peuple se débarrasse tout seul avec des crèches pour trois francs la journée. On va pas l'arranger comme ça. Donc les parents ou des copains doivent faire une demi-journée par semaine. Si ils ne viennent pas on ne peut plus prendre le gosse. Regroupons-nous.



Nous défendons donc comme revendication essentielle des travailleurs hommes et femmes d'avoir assez de temps libre pour s'occuper de leurs enfants en prenant des responsabilités. Ce qu'on veut à la crèche c'est amener les gens à l'autonomie. Par principe toutes les responsabilités sont réparties. Il n'y a pas de division du travail à la crèche. Les gens doivent s'inscrire sur un tableau de permanences. Ce tableau est la seule organisation «bureaucratique» de la crèche, tout le reste dépend uniquement de l'initiative des permanents.

Le matin les parents amènent leurs enfants. Chaque parent paye trois francs. Le nom de l'enfant est inscrit dans un cahier. En principe il y a au minimum trois permanents pour 15 à 20 enfants. Après avoir décidé ce que les gosses mangeront, quelqu'un va faire les courses au marché Mouffetard. Si nécessaire il achète aussi les couches et les produits nécessaires. On prépare ensemble la bouffe. Vers midi les enfants mangent assis autour de deux tables basses.

On pourrait craindre qu'un tel manque d'organisation ne joue au détriment des enfants. En réalité c'est le contraire qui se passe. D'être chargé de responsabilités semble stimuler l'imagination des gens pour résoudre les problèmes concrets qui se posent. Le menu de chaque jour est inscrit sur le cahier.

La signification politique de notre système est de contredire l'éducation bourgeoise à l'irresponsabilité que nous avons tous reçue. L'effet de cette éducation se fait d'ailleurs sentir à la crèche : des gens se croient souvent incapables de prendre des initiatives. C'est là peut-être une des difficultés majeures que nous avons rencontrées. Et nous avons vu que seuls des gens bien motivés soit en ayant un enfant ou cherchant le contact avec les enfants et les adultes à la crèche, tiennent le coup.

Dans cet article il a été avant tout question du fonctionnement de la crèche. Nous espérons avoir prouvé que les problèmes matériels ne sont pas l'obstacle majeur à l'organisation et la vie d'une crèche sauvage. Notre système nous semble réalisable dans d'autres endroits que les facultés (quartier, lieu de travail) D'autres crèches sont en préparation. (XX^e, XIV^e, Jussieu).

Que ceux qui s'y intéressent nous contactent.

Cet article est le premier d'une série qui traitera des autres problèmes qui se posent dans la pratique de la crèche.

A CENSIER

La crèche de Censier est née en Mai 68 d'une occupation de locaux à la faculté de lettres. La Fac avait cédé à condition que ce soit une garderie tenue par des puéricultrices et réservée uniquement aux étudiants (ce qui existe actuellement à la Fac de Jussieu). Les étudiants ont repris les locaux aménagés entre temps, ont chassé les puéricultrices engagées visiblement pour exercer un contrôle de flic, et ont déclaré la crèche ouverte au quartier.

La crèche de Censier est autonome en fonctionnant par autogestion. Elle ne reçoit aucune subvention. Chaque jour les parents paient trois francs. Avec cet argent nous achetons la nourriture du déjeuner et du goûter, les couches, les produits de toilette et les produits d'entretien. La nourriture des enfants est riche et équilibrée. Ils mangent souvent des produits diététiques (céréales complètes), chaque jour de la viande, du poisson ou des œufs, beaucoup de légumes frais, des fruits et des laitages. Comme n'importe quelle ménagère nous faisons les courses tous les jours au marché Mouffetard. Et nous nous en sortons très bien. Et nous faisons même des économies qui nous permettent d'acheter des jouets et du matériel. Ceci prouve que les centaines d'écoles ou de crèches P.M.I. qui pour une mauvaise bouffe demandent cher, font des bénéfices fabuleux sur le dos des enfants et des parents.

L'équipement sanitaire de la crèche : six W.C. pour enfants dont on se sert d'ailleurs pas plus que des six petits lavabos (un simple évier suffit largement) a été installé par la Fac. Il nous a été aussi fourni un réchaud à deux feux et un frigo pour la cuisine. Quant au reste du matériel, lits, jouets, petites chaises, baby relax, parcs, matelas, machine à laver, literie, etc... il nous a été donné par des gens du quartier et d'autres étant en liaison avec la crèche. Nous avons aussi reçu beaucoup de vêtements d'enfant. Nous-mêmes amenons ceux qui sont devenus trop petits et utilisons ceux qui nous conviennent. Ainsi nous essayons de dénoncer et d'éviter la consommation frénétique qui existe autour des enfants.

La crèche est tenue par les parents et des gens qui s'y intéressent. Ils y assurent des permanences par roulement de demi-journée. Le principe de la crèche étant la prise en main collective des gosses on demande aux parents d'assurer la permanence d'une demi-journée par semaine. Les parents peuvent se faire remplacer par quelqu'un d'autre.

Il est vrai que ce système exclut les enfants dont les deux parents travaillent à plein temps avec des horaires réguliers et stricts. Cela pourrait apparaître comme un défaut mais nous tenons au principe de ne jamais prendre quelqu'un en charge. Une fois établi que chacun travaille le mieux dans son propre milieu, il est évident que la valeur politique de la crèche est principalement d'amener les gens à l'autogestion et non pas de «soulager la misère des prolétaires» et de résoudre les problèmes à leur place.

Si nous réussissons à faire fonctionner des crèches à trois francs par jour sans que les parents y participent nous ne nous approcherons en rien de l'autonomie : les gens continueront de se décharger de leurs gosses comme ils le font actuellement dans les crèches P.M.I.

C'est pourquoi nous pensons que l'alternative crèche d'élite — crèche au service du peuple, considérée comme révolutionnaire, est fautive.

Il faut d'ailleurs dire que ce ne sont pas seulement les privilégiés qui peuvent disposer d'une demi-journée (par exemple les gens travaillant temporairement, les instituteurs, les chômeurs, les étudiants ou les femmes qui ne travaillent pas). Toutes ces catégories sont représentées à la crèche.

Le 20 novembre

L'itinéraire pour lequel nous demandions une autorisation de parcours a été refusé par la Préfecture : de la République nous pensions terminer devant les grands magasins; mais un samedi après-midi, nous risquions de rencontrer beaucoup trop de femmes de tous les milieux sur notre passage et il aurait fallu détourner les bagnoles ! Nous avons donc dû emprunter le chemin traditionnel, beaucoup plus désert. Heureusement, les gens étaient aux fenêtres.

La presse n'a pas annoncé la manifestation malgré notre conférence de presse et les communiqués transmis.

Notre préparation, pour une fois, avait été assez bonne : 10 000 tracts; une affiche (la statue de la Liberté enceinte brandissant le poing dans le sigle génétique féminin brisé). Un groupe de quartier, le 18^e, avait même organisé un débat la semaine précédente, auquel étaient notamment invités les signataires du Manifeste du quartier; environ 50 femmes sont venues, dont une dizaine a rejoint le groupe. Enfin, nous avons contacté différentes organisa-

Le nombre des participants doublera pendant le trajet : environ 4 000 personnes dont 800 hommes. Les larges boulevards et les trottoirs sont pleins de monde. Nos drapeaux sont des foulards à fleurs; des centaines de ballons couverts de slogans seront lâchés. Des pancartes en forme de figurines représentent les institutions répressives : un médecin surmonté des mots : « au nom de la vie ? »; un prêtre « au nom de Dieu ? »; un patron « au nom du fric ? »; un juge « au nom de la loi ? »; une image de femme, porte : « Ils ne décideront plus pour nous ». Des dizaines de pancartes couvertes de dessins reprennent tous les thèmes : « Double travail/demi salaire », « Libérez les inculpés pour avortement », « Famille-pollution : à bas le pouvoir mâle », « Enfants désirés : enfants aimés », « Nous ne sommes pas des poupées », « Mariage, piège à cons » « Nous sommes toutes des avortées. Nous sommes toutes des homosexuelles », « Nous aurons les enfants que nous voulons », « Omo, boulot, marmots, y'en a marre », « Travail-Famille-Patrie, y'en a marre », « Roulées par le patron, baisées à la maison », « La pilule pour les hommes », « Contraception, avortement, libres et gratuits ». Le F.H.A.R. a une banderole : « A bas la virilité fasciste ».

Tout ça fait un effet énorme. Une jeune pompiste à qui on demande ce qu'elle pense de la manif.,

se précipitent à l'autre fenêtre et réussissent à repousser les hommes. Applaudissements dans le cortège pendant que les femmes, transfigurées de joie nous saluent; la plus jeune danse avec son bébé dans les bras. Nous crions : « Les femmes dans la rue ! ».

Arrivés devant l'église Saint-Ambroise, nous avons la veine de tomber sur un mariage ! Des cris fusent : « Libérez la mariée ! ». Deux femmes décident de distribuer des tracts à la noce qui les accueille avec des sourires amusés. Tout à coup, des groupes de garçons déferlent dans l'église en criant : « Elle s'est fait baiser, la mariée »; une partie de la manif suit dans l'enthousiasme, pendant que des femmes ont l'impression que les hommes ont obéi à leur habituel réflexe de voyeurs. Est-ce qu'ils agresseraient des travailleurs en leur disant qu'ils se font baiser par le patron ? Certaines filles ont d'ailleurs quitté la manifestation à ce moment-là.

Quelques fausses notes :

Des mannequins professionnels (ainsi que nous le saurons plus tard) arrivent à s'insinuer au devant de la manif, ôtent leurs atours de femmes-objet devant les journalistes qui sont à la fête. Nous les éjectons manu militari. De même, les journalistes, quoi que nous leurs disions, sont sans cesse en avant du cortège, gênent nos mouvements, attitude qu'ils n'auraient jamais à l'égard d'une manifestation masculine : nous avons dû improviser des chaînes pour les rejeter sur les côtés, sans succès d'ailleurs.

Un peu plus loin, nous nous arrêtons pour brûler le cercueil; assises autour de ce feu de joie, nous chantons les chants du Mouvement, pendant que l'hélicoptère de la Préfecture de police qui nous a fidèlement escortés, tourne en rond. Les fleurs décoreront la voiture couverte d'enfants qui s'avance comme un char de fête. Elle porte l'inscription : « Vive les femmes » et les enfants crient : « A bas l'école », « Nous aurons les enfants que nous voulons ».

Un cortège d'objecteurs de conscience qui manifestaient en sens inverse, nous rejoint et passe à l'arrière de la manif pendant que tout le monde reprend en chœur : « Pas d'enfants pour l'armée ».

Plus loin, une camarade qui vient d'avoir un bébé et nous regardait venir de sa fenêtre, nous rejoint : « Vous n'imaginez pas comme c'est impressionnant de là-haut; je n'en voyais pas la fin ».

Arrivée à la Nation :

On brûle des torchons. Quelques-unes grimpent sur la statue tandis que d'autres font des rondes sur les pelouses. « C'est déjà fini ? ».

Le lendemain, nous devons tirer la leçon du fait que nous n'avons pas réussi à conserver la conduite de la manifestation bien qu'il ait été entendu que les hommes manifesteraient derrière nous afin que les femmes forment une masse, ce qui aurait d'autant plus d'impact sur les femmes. Les chaînes improvisées n'ont eu aucune efficacité. Cela pose deux problèmes :

Il était prévisible que les hommes ne resteraient pas derrière : ils n'ont pas l'habitude ! Mais certaines filles étaient opposées à toute forme d'organisation de la manif. On a vu les résultats de l'improvisation...

Que penser d'« alliés » qui ne respectent pas les décisions des intéressées qu'ils prétendent soutenir ? (Méfions-nous des souteneurs !).

Ainsi que l'a dit ensuite une camarade :

Les femmes descendent dans la rue



tions (Association des Femmes chefs de famille, Planning Familial, etc...). Victoire extraordinaire : le bureau National du Planning a décidé d'appeler ses adhérents à la manifestation. Il avait été entendu que les membres d'organisation viendraient à titre individuel; il n'y a donc eu aucune banderole, pas plus des femmes du P.S.U., ni du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement, ni des syndicats, ni du Front homosexuel d'Action Révolutionnaire, ni du Mouvement

Dès la République, des attroupements se sont formés autour de la multitude de pancartes très colorées posées autour du métro. Succès de curiosité, discussions; tout le monde veut des tracts. Nous en avons profité pour entrer au magasin de la Toile d'Avion. C'est l'heure creuse et les vendeuses lisent les tracts avec énormément d'intérêt; elles nous indiquent les endroits où il y a d'autres vendeuses et nous demandent des papiers pour celles qui sont allées déjeuner. Une camarade reconnaît sur la place une vieille dame qui était au débat du 18^e; elle est venue avec une amie : « Nous sommes trop âgées pour vous suivre, mais nous avons voulu assister au départ ».

Vers 14 h, on s'inquiète :

Il n'y a, semble-t-il que quelques centaines de personnes. Tout à coup, deux femmes arrivent avec une magnifique gerbe de fleurs en papier et une grande pancarte en forme de faire-part : « Plusieurs milliers de femmes chaque année sont victimes de l'avortement clandestin ». Elles sont affolées car le cercueil a disparu ! Entre temps, la manifestation a démarré et en remontant le cortège à la recherche du cercueil (il est en tête), nous nous apercevons qu'il y a foule.

s'extasie : « Ah ! C'est joli ». Elle dit : « C'est pour l'égalité des sexes ? Je suis d'accord ». Une femme qui participe à la marche nous dit : « Je n'aurais pas cru ça possible; il y a cinquante ans que j'attends ça ».

Dans l'ensemble, nos tracts sont bien accueillis par les femmes, les passants, les commerçants. Bien des femmes expriment leur accord : « Les jeunes sont moins cons que nous ». Dans un café, une femme de 50 ans s'indigne : « Qu'est-ce qu'ils font tous ces hommes dans la manifestation ? Ce n'est pas eux qui avortent ! ».

Mais une autre refuse catégoriquement le tract en disant que ça ne l'intéresse pas.

— Mais les autres ?

— Qu'elles se débrouillent.

Après cinq minutes de discussion où elle manifeste une hostilité croissante, une camarade lui dit :

— Mais pourtant, si ce n'est pas les femmes qui s'en occupent, ce n'est pas les hommes qui le feront pour nous.

— Ça, c'est bien vrai. (Elle a alors pris le papier).

Sur le bord du trottoir, on peut voir sur les visages d'hommes la stupéfaction, la surprise ou une profonde perplexité. L'un d'eux à qui on tend un tract :

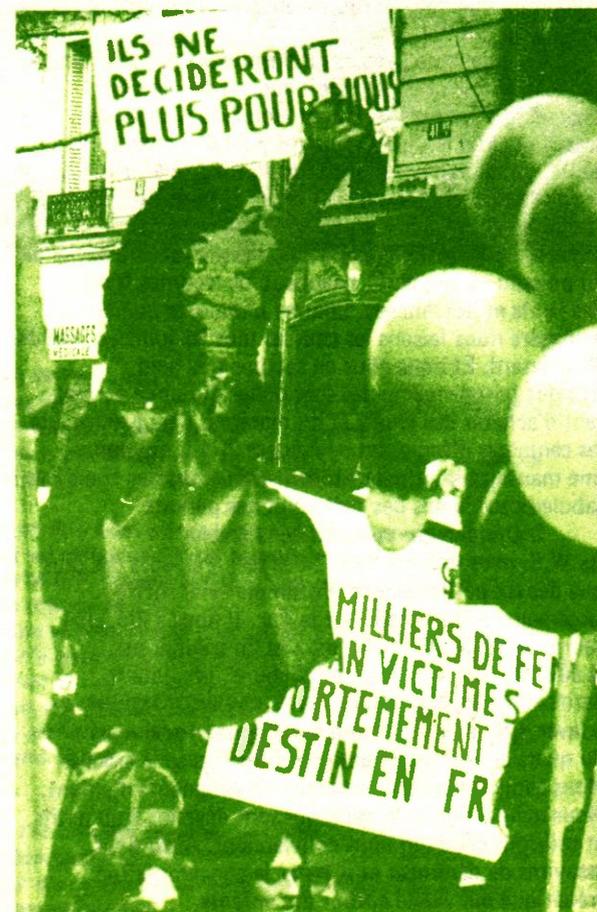
— Ce sont toutes des bonnes à rien !

— Comment, Monsieur ? J'ai élevé seule trois enfants.

Vous appelez ça des bonnes à rien.

Du coup il devient tout rouge et ne répond rien.

Un moment, nous levons la tête vers les fenêtres où se produit une petite scène instructive : trois hommes regardent tandis que, derrière eux, des femmes essaient d'approcher; ils essaient alors de refermer la fenêtre : bousculade; ils parviennent à repousser les femmes qui



Pour les hommes politisés, c'était une lutte marginale, alors que pour nous c'était vachement important. D'ailleurs, des femmes, non informées de la participation des hommes, ont refusé, dès le départ de la République, de suivre la manifestation.

Après coup, nous avons toutes été d'accord pour dire que la prochaine fois, il faudrait prévoir une manifestation autonome, quitte, pour les hommes, à faire des actions de soutien de leur côtés.

Quant à la presse, elle a rendu compte du bout des lèvres (sauf en ce qui concerne l'entrée dans l'église) et n'a pas du tout parlé des manifestations à l'étranger. Ils n'ont pas vu (ou fait semblant) le phénomène historique que représente une manifestation de masse des femmes pour la libre maternité. Ni surtout le fait que, pour la première fois dans l'histoire, les femmes se coordonnent internationalement pour lutter sur un thème commun.

Le bulletin UDR du 11^e arrondissement (quartier traversé par la manifestation) a fait une relation circonstanciée :

«...Que reste-t-il de féminin à des femmes qui ne veulent plus *dormir* à côté de leur mari, qui ne veulent plus faire *leur* (1) ménage, qui ne veulent plus élever d'enfants et qui réclament le droit à l'avortement libre et gratuit et l'obligation pour tous les hommes

pour exiger

de prendre la pilule à leur place, de travailler pour deux et de *dormir* tout seul ? ».

(1) Le leur ou celui du mari ?

A propos «D'une manifestation d'un goût douteux».

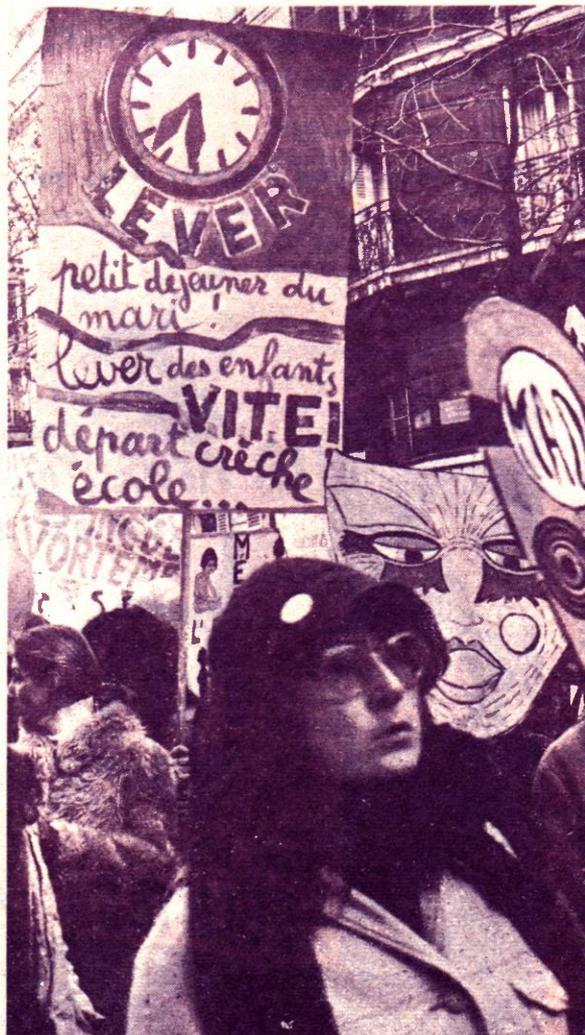
Si la mariée a vraiment pleuré, elle a eu tort.

Quand nous avons couru vers l'autel, entre des chaises de velours rouge, dans une demi-obscurité mouvante, comme happées par un formidable torrent de joie, c'est à l'Eglise que nous pensions. Quand nous avons entouré la silhouette blanche du prêtre et que nous avons couvert de nos cris le grondement assourdissant de l'orgue, c'était encore à l'Eglise que nous pensions.

Quand tout le monde s'est retiré pour reprendre la marche interrompue, quand la lourde porte de l'Eglise, poussée trop vite, s'est stupidement refermée laissant le prêtre dehors, avec, à côté de lui — on ne sait pourquoi ? — un garçon tenant une chaise, quand nous avons ri en le regardant frapper à la porte de son propre temple, c'est toujours à l'Eglise que nous pensions.

Lorsqu'il s'est enfin tourné vers nous, désespéré, et qu'il nous a demandé :

- Qui êtes-vous ?
C'est à l'Eglise que nous avons répondu :
- le Mouvement de Libération des Femmes.
- Qu'est-ce que c'est ?
- Les femmes !
Il ne comprenait pas.
- Quelle tendance politique ?
- Les femmes !
- Ah, bon, les femmes, vous avez raison.
- On est pour l'avortement libre et la contraception !
- Oui, oui, vous avez raison.
On ne voulait plus de la réconciliation :
- Vous n'avez rien à dire, vous l'Eglise, vous avez toujours rejeté et méprisé les femmes !
- C'est vrai, mais ça va changer.
- C'est trop tard !
Il n'est jamais trop tard...
Alors on pourra être pape ?
Il lève les bras, sincèrement stupéfait :
- Voyons... ça... non, ce n'est pas possible...
- Alors, tant pis ! Adieu.



bon d'accord, mais il faudrait peut-être se regrouper un peu. Une des raisons, peut être, de cette désagrégation de toute volonté de faire quelque chose ensemble, c'est que l'an dernier il y a eu un grand mouvement de libération FLJ, et puis il y a eu l'éclatement de certains groupuscules. Enfin, il y a des retombées et tout le monde se retrouve devant des réalités qui n'ont pas tellement changées. (Ne serait-ce que le fric). C'est-à-dire des réalités matérielles, et de relations avec les autres. Après tout ce n'est peut-être qu'une tentative de comprendre sans l'aide des groupuscules, la complexité de cette chienne de vie.

Enfin, bref on a une réunion dans quinze jours, si il n'y a pas plus de filles, je crois qu'on va laisser tomber un petit moment, jusqu'à ce que les filles émergent de ce merdier, ou plutôt qu'elles réalisent qu'on ne règle pas ses contradictions (de tout ordre) en se retranchant du monde comme des nonnes. Après tout je n'en sais rien, on verra.

Vous pouvez toujours envoyer les torchons numéro 3. (Une quarantaine), je vous envoie le fric pour les précédents.

Aix-en-Provence : Le quotidien devient accidentel.

A Aix-en-Provence, on se décide assez tard. Disons que ce fut improvisé plutôt qu'organisé.

On n'était pas des milliers : une centaine de femmes, à peine, ont marché ce samedi-là !

On s'en souviendra !

C'était une marche pleine de gaieté et de couleurs. Mais il faut croire que cinquante femmes en marche, dans le midi de la France, c'est encore beaucoup trop. C'est de la provocation, voyons !

Il avait de l'humour ! oh là là ! plein d'humour, le monsieur au volant de sa voiture. Et il se disait sans doute qu'il allait leur faire une bonne farce. Qu'il allait leur faire peur. Peut-être même espérait-il disperser ces «nanas» qui n'étaient pas à leur place dans la rue. Alors il a accéléré, comme pour nous rentrer dedans.

On lui a répondu.

On monte sur le capot de la voiture. On joue. On prend les poses de la femme-objet que ce monsieur voudrait qu'on soit : on s'explique à notre manière.

Et oui, de l'humour, elles en ont aussi !

Mais voyons si elles auront réponse à ce nouvel argument, moins subtil, mais plus efficace, peut-être : la force.

Le mec sort de la bagnole et tabasse la première fille qui se trouve à portée de sa main. Il tape avec hargne. Avant qu'on ait réagi, elle était par terre. La fille a dû être hospitalisée.

Puis on s'est unies contre la bêtise et la bassesse de cet «argument». Les mecs n'ont pas réussi à empêcher la marche des femmes à Aix.

20 Novembre en Italie

20 novembre - défilé dans le centre de Rome. Quelques centaines.

Le plus important, c'a été le 24 novembre. Betty FRIEDAN était à Rome et a participé à la manifestation qui a regroupé quelques centaines de femmes venues de toute l'Italie. La manifestation, interdite — lois fascistes toujours en vigueur en Italie — a été peu ample, mais très importante et significative : il n'y avait **que des femmes**. Elle a eu un contenu très intense. Les femmes ont chanté, dansé, etc... Elles ont été attaquées par les fascistes (dont des femmes) qui ont cassé des micros et semé la merde, et elles se sont défendues. Les journaux en ont parlé, même si brièvement. Elles avaient des panneaux : médecin avec les poches pleines d'argent, curé qui déclare «la vie est sacrée» au-dessus d'un tas de cadavres de femmes enceintes, nues, mortes dans l'avortement illégal.

Autre panneau important, pour démystifier la maternité, ce qui est très difficile en Italie : le slogan «Je ne le fais pas pour mon plaisir mais pour donner un fils à Dieu» (non la faccio per piacer mio, ma dare un figlio a Dio). Ce truc était écrit au-dessus d'un dessin représentant une «bella petite femme» avec des oreilles énormes de lapin, et un bébé d'enfant tous avec des oreilles de lapin. Il y avait que ça a eu beaucoup de succès.

l'avortement et la contraception



Grenoble

Finalement, cette manif n'a pas mal marché. Nous étions 50 à peu près en comptant les gosses. Il faut dire que pour la préparer nous étions 5 ou 6.

Depuis le début de l'année au cours des réunions, nous n'avons guère dépassé ce nombre, alors que l'an dernier une bonne cinquantaine de femmes gravitaient autour du MLF. Je n'y comprends pas grand chose, aussi je suis allée discuter avec les filles. Les unes me disent qu'elles ne viennent pas parce que le MLF est trop groupusculaire, les autres parce que la ligne politique n'a pas été définie, et d'autres enfin parce qu'elles ne se sentent plus concernées (elles ont bien de la veine de s'être libérées aussi vite). En tout cas, à Grenoble la tendance générale est à l'isolement, ou dans sa famille avec son petit mari militant, ou dans sa communauté bien protectrice.

Moi, j'en ai franchement marre des femmes, essayer de remuer des masses complètement inertes c'est trop fatiguant, surtout à 3 ou 4. Bon c'est peut-être vrai que l'année dernière on n'a pas fait grand-chose à part discuter de nous ce qui est déjà pas mal, mais ce n'est pas le Bon-Dieu qui va nous parachuter des idées toutes cuites.

Tout le monde dit «travail sur les quartiers»,

pour toutes sans condition

Démission d'une doyenne

Mesdames, Messieurs,
Aujourd'hui 17 Novembre 1971, je me démet de la charge de Doyen devant le Conseil de la Faculté.

La «retraite» au lieu. Un «ordre» apparent règne ici comme ailleurs... Ma décision n'est donc ni une réaction face à une situation de crise, ni une sortie provoquée par des tensions insoutenables à l'intérieur de la Faculté.

Mais, je ne veux plus paraître cautionner la politique actuelle de l'éducation, celle de l'Université de Nantes en particulier; je ne veux plus sacrifier mon temps, l'enseignement et la recherche à une fonction administrative qui ne peut pas être exercée dans l'intérêt véritable de la Faculté; je ne veux plus vivre dans l'incohérence politique; je ne veux plus être amenée par esprit de conciliation ou par nécessité de transmission obéissante à agir contre mes opinions.

Je ne démissionne pas car je ne me suis jamais considérée comme en «mission». Je ne veux plus me charger de responsabilités qui permettent aux enseignants et aux étudiants de fuir les leurs. Je ne veux plus de responsabilités chargées du pouvoir et de l'autorité délégués par la hiérarchie ou l'élection. Je prendrai quelques exemples pour expliquer mes refus.

L'Université non technologique, dont les «produits» ne sont pas immédiatement rentables en terme d'efficacité professionnelle, est condamnée à plus ou moins longue échéance.

Les Facultés de Droit sont petit à petit asphyxiées par la raréfaction des crédits, l'insuffisance toujours renouvelée du nombre d'enseignants, l'absence de formation de ces enseignants, l'accroissement du nombre des contractuels insécurisés, la surcharge des services d'enseignement des titulaires et des contractuels en poste.

Cet état de fait provoque la réduction ou même la négation de la fonction de recherche des enseignants sur supérieur. La qualité de leur enseignement ne tardera guère à s'en ressentir; une politique dite de «l'efficacité» en profitera pour renforcer les mesures discriminatoires qui frappent les enseignements théoriques.

Il nous faudrait tous refuser systématiquement les suppléments de service, et s'engager, corrélativement, à effectuer un sérieux travail de recherche collective d'un haut niveau théorique. Notre fonction exclut la course à l'efficacité professionnelle, la spécialisation étroite.

La création de Centres Juridiques intitulés «Facultés de Droit» dans n'importe quelle Préfecture bien pensante me paraît renforcer, à long terme, l'analyse précédente, en bloquant, à court terme, le développement des Facultés existantes, en dispersant les crédits et les enseignants, en accentuant le caractère scolaire et dogmatique de l'enseignement distribué. En l'absence de personnel compétent, les notables locaux pourront y enseigner leurs enfants dans l'esprit de tradition qui fait les bons sujets sans autonomie de réflexion. Des Instituts Universitaires de Technologie, juridiques et judiciaires naissent... (Saint-Denis). L'étude du droit n'est en rien scientifique mais bien simplement technique. La faveur du Gouvernement va aux écoles spécialisées, aux I.U.T. en partie contrôlés par son bénéficiaire direct, le Patronat. Elle va aux Facultés de Médecine et de Pharmacie, avec plus de réticence vers les Facultés de Sciences. Elle ira bientôt aux Universités technologiques concurrentielles.

Au nom de la formation permanente, les crédits publics sont en fait consacrés à la formation professionnelle des adultes. N'est-ce pas avouer (hormis un recyclage nécessaire) la réduction de l'éducation permanente à la formation professionnelle, dans des circuits parallèles contrôlés non par l'Education Nationale et ses enseignants mais par le patronat, et les organisations professionnelles.

L'Université de Nantes n'a pas de ligne politique. L'Université de Nantes n'a ni politique de l'éducation, ni politique de la recherche. Elle se contente d'une bureaucratisation centralisatrice, verticale et despotique. Nous en voulons pour preuve, par exemple, le fait que le Conseil Scientifique de l'Université n'ait jamais été réuni et que l'on en soit déjà à renouveler certains de ses membres. La bureaucratisation provoque une rupture radicalement nuisible entre la réalité de l'enseignement et de la recherche située dans les U.E.R. et les décisions. Le Conseil d'Université censé représenter la volonté collective des unités n'est pas toujours consulté sur les problèmes importants, en particulier, en matière budgétaire. La réorganisation des services administratifs à l'échelon de l'Université n'est que la mise en place d'un rouage supplémentaire, coûteux et inutile qui rend illusoire l'autonomie des U.E.R. pourtant inscrite, tout autant que celle des universités dans la loi d'orientation.

En ce qui concerne les problèmes particuliers à la FACULTE DE DROIT et des SCIENCES POLITIQUES, ils sont actuellement si nombreux qu'il n'est pas question d'en dresser une liste. Je me contenterai de souligner la situation budgétaire. Malgré les indications ministérielles écrites accompagnant l'enveloppe des crédits globaux alloués à l'Université, notre dotation n'a subi aucune augmentation proportionnelle à l'accroissement de nos surfaces et de leur coefficient d'entretien. Nous faisons l'objet de mesures discriminatoires et parfois vexatoires telles que : délégalation de signature retardée par rapport aux autres unités, assortie de réserves et de conditions. Notre déficit global, inévitable et normal, n'est jamais considéré comme tel. Nous sommes tenus de passer des conventions entre U.E.R. issues de l'ex-Faculté de Droit et des Sciences Economiques; ces conventions ne sont en fait qu'une répartition forcée de la pénurie mais en rien des actes autonomes. Enfin, il est pour le moins curieux qu'au 17 novembre de l'année civile le budget de l'Université (previsoire par définition) n'ait pas été voté par son Conseil et que la répartition des crédits entre les U.E.R. n'ait pas été auparavant effectuée par lui, comme les textes officiels le prévoient.

Extraits de remerciements de thèse : On juge un arbre à ses fruits. Si les fruits sont bons c'est que l'arbre a quitté l'état sauvage et le mérite en revient au jardinier.

Dans ces conditions, vous comprendrez que je ne veuille plus d'une tâche administrative alourdie et inutile qui m'empêche de me consacrer à mon véritable service d'enseignement et de recherche. Le personnel administratif, malheureusement, a moins de liberté que moi. Il doit accepter un travail accru dans des conditions détériorées.

Telles sont les remarques que peut faire quiconque a passé quelque temps dans la charge décanale depuis l'application de la loi d'orientation. Mon départ a d'autres causes encore : il ne s'agit pas seulement du fonctionnement de l'Université, de sa dépendance à l'égard du système économique actuel, mais surtout du rôle que je suis amenée à jouer en tant que femme dans un monde organisé, pensé par les hommes et pour eux. Je ne veux plus être de ces femmes-alibi qui servent de justification au maintien de toutes les autres dans la dépendance.

La discrimination entre hommes et femmes existe toujours. Ce n'est que collectivement qu'elles pourront y mettre fin, mais certainement pas en entrant en masse dans les structures actuelles comme j'ai pu en avoir l'illusion. Cette entrée ne se ferait qu'au prix d'une adhésion à ce que nous refusons d'être et au risque de ne jamais connaître une existence autonome par rapport au modèle masculin proposé.

Prenons l'exemple que je connais un peu, celui du décanat.

Qu'est-ce que le décanat ?

30 h de travail supplémentaire en moyenne par semaine, une tâche administrative relativement élémentaire qui pourrait être répartie entre différentes personnes, enseignants, administratifs et étudiants, les décisions et l'orientation revenant à une assemblée de travailleurs et d'intellectuels. Quelle est sa rémunération ?

L'argent ? — 313,30 F par mois — presque personne dans la société actuelle ne travaille pour ce prix. La conscience d'avoir un rôle important et utile à accomplir ?

Certainement pas, face à l'impossibilité d'orientations vraiment nouvelles et de mutations importantes.

Alors ? Car il y a bien une rémunération quelque part ... ?

Elle se trouve dans la reconnaissance de certains par d'autres, chacun ayant accepté un Code de la représentation. Ce code longuement et savamment mis en place par les hommes légalise les signes représentatifs du pouvoir : concours, hiérarchie, avancement, titres, gratifications, décorations... Quand on les détient, on vous reconnaît le pouvoir et il peut alors s'exercer dans le réel.

Cette reconnaissance de quelques uns, peu nombreux, est fondée sur la non-reconnaissance de tous les autres, sur l'oppression de tous les autres.

C'est ce que je voudrais refuser.

Michèle BORDEAUX

J'ai conscience d'avoir été, pour mon Maître un arbre difficile à mener à maturité. Quoi qu'il en soit pour les fruits, ce dont je suis sûr est que Mr. ~~Zimmer~~ a été un jardinier s'oubliant lui-même et faisant tout pour que l'arbre s'épanouisse dans le respect le plus total de sa personnalité.



Il y avait trois ans que je tentais mollement d'adhérer à une fraction politique de gauche tout en me maintenant dans les limites bourgeoises de la bienséance et de la raison.

Brutalement, la rencontre non désirée d'un groupe de FEMMES du mouvement mettait à nu, à vif, l'oppression spécifique que je tentais vainement d'écraser de l'enfance à la quarantaine. Reconnaissance de l'oppression collective des FEMMES, dimension politique de la lutte à rejoindre vite, par et dans un groupe d'action et de réflexion à trouver à Paris, à Nantes. Dans ce groupe, j'ai pu et j'ai articulé mon refus de certaines compromissions.

Le texte publié est un texte de circonstances. Présenté devant le conseil de la faculté, il comporte une partie dénonçant la politique de l'éducation et de l'université qui ne fait qu'enfoncer des portes ouvertes. La deuxième partie, la seule retenue par la presse concerne le refus du pouvoir de doyen. Insistant sur les titres, la carrière, le «peu banal», le personnel, les communiqués ont fait basculer le texte vers un acte spectaculaire, isolé, professoral, chargé de tout ce qu'il tente de refuser.

Refuser l'exercice du pouvoir n'est pas se séparer effectivement de lui. D'une part je conserve les titres et la fonction professorale. D'autre part, il m'est redonné sous une autre forme dans le regard des autres, pour ou contre. Je me perds parfois, et jusque dans le groupe d'où la dénonciation a été possible, comme plus écoutée. Ma parole (au possessif) prend le pas sur la parole des autres (indéfinies)

Or j'aime avoir le pouvoir, l'écoute, la décision. Je ne me serais pas si bien intégrée dans le jeu des concours universitaires si je n'avais pas désiré acquérir le pouvoir des hommes pour être reconnue par eux comme leur pair, ne pouvant être ou me résoudre à être (je ne sais pas) FEMME telle qu'ils l'entendent.

L'abandon spectaculaire n'est pas très difficile. La déconstruction des structures profondes sera plus longue et douloureuse (dangereuse). On ne participe pas impunément au jeu du système. On est marquée pour avoir été l'instrument d'une pensée qui nous nie.

NON AUX FEMMES ALIBI !!

On n'a pas manqué une fois de plus après la marche du 20 Novembre de présenter le Mouvement, si mouvement il y a, comme un mouvement pour l'avortement libre dont les luttes se limiteraient à cet objectif. C'est bien commode de nous enfermer là-dedans, des petites bonnes femmes pas dangereuses qui ne voyent pas plus loin que le bout de leur avortement.

Pourtant nous avons dit et redit à qui voulait bien l'entendre, que l'avortement et la contraception libres et gratuits sont des conditions minimum à toute libération. Qui ne dispose pas de son corps et ne peut décider de ce qui s'y passe est un esclave et nous sommes des esclaves qui pondons pour les besoins d'une société où la maternité est une obligation : on est embarquée dès la première poupée, bien conditionnée, et si par hasard on voulait régler ou refuser le fameux «instinct», aucun moyen vraiment populaire et diffusé pour avant et l'artisanat boucherie pour après. La maternité est bien le lieu spécifiquement de notre oppression : il s'agit de dénoncer les conditions générales dans lesquelles nous exerçons ce si «beau métier», l'avortement interdit n'est qu'une de ces conditions, particulièrement intolérable.

Il n'a jamais été question de faire de l'avortement libre un objectif en soi et une fois obtenu ce hochet pour nous calmer, retourner à nos doux foyers. Le capitalisme ambiant finira bien par nous l'accorder, cet avortement libre, comme il l'a fait d'ailleurs, avec du retard, car il est pas ici particulièrement à la traîne, religion aidant. Ça ne le remet pas du tout en question, ça lui fait même une source de profit supplémentaire. Avec l'avortement seulement libre et pas gratuit, au lieu d'une poignée de médecins et de cliniques privées qui profitent en douce des gros sous qui tombent dans leurs caisses, il y aura beaucoup de médecins et de cliniques qui s'engraissent sur le ventre des femmes.

Mais ce sera toujours mieux que notre million d'avortements clandestins façon aiguille-à-tricoter. Tout ce qui peut déjà améliorer la condition des femmes est bon à arracher, toute libération partielle nous permet de mieux vivre notre foutue condition et de mieux lutter pour la changer. Il est bien entendu que dans ce système nous n'obtiendrons que des semblants de libération et que seul un changement radical des conditions économiques et sociales qui nous sont imposées, rendraient possibles tout le reste, l'avortement gratuit entre autres et pour rester dans le sujet.

Alors en attendant la Révolution, et pour mieux la préparer, voici nos projets.

Un livre collectif : en préparation : le titre n'est pas encore défini, quelque chose comme «Maternité : comment, pourquoi ? ». Il y a trois parties :
LES REALITES : précises, matérielles de la maternité (contraception, avortement, grossesses, accouchements, crèches...). Ce n'est pas le style «mère heureuse».
LES IMAGES (sous-titre provisoire) : on s'attaque à tout ce qui se clame sur la maternité, genre «respect de la vie», «instinct maternel», «ordre moral», «survie de l'espèce» et tutti quanti.

Au milieu du bouquin, en pages de couleur, une partie d'informations pratiques sur la contraception et l'avortement, sous forme de questions que nous nous posons toutes, et de réponses. Pas question de dissocier la théorie de la pratique.

Des actions :

Les deux journées de la mutualité.

L'idée est partie d'une réunion de «Choisir» (cette association déposée après l'action des 343, qui se propose de défendre juridiquement les gens poursuivis pour avortement, mais aussi de diffuser les moyens de contraception : elle regroupe des filles du Mouvement et des signataires «célèbres», Simone de Beauvoir, Delphine Seyrig, Françoise Fabian, Gisèle Halimi).

Un comité de préparation des journées s'est créé, on va ouvrir une Boîte Postale. Il s'agit des journées de dénonciation des crimes contre les femmes.
 Premières journées : *La Maternité.*

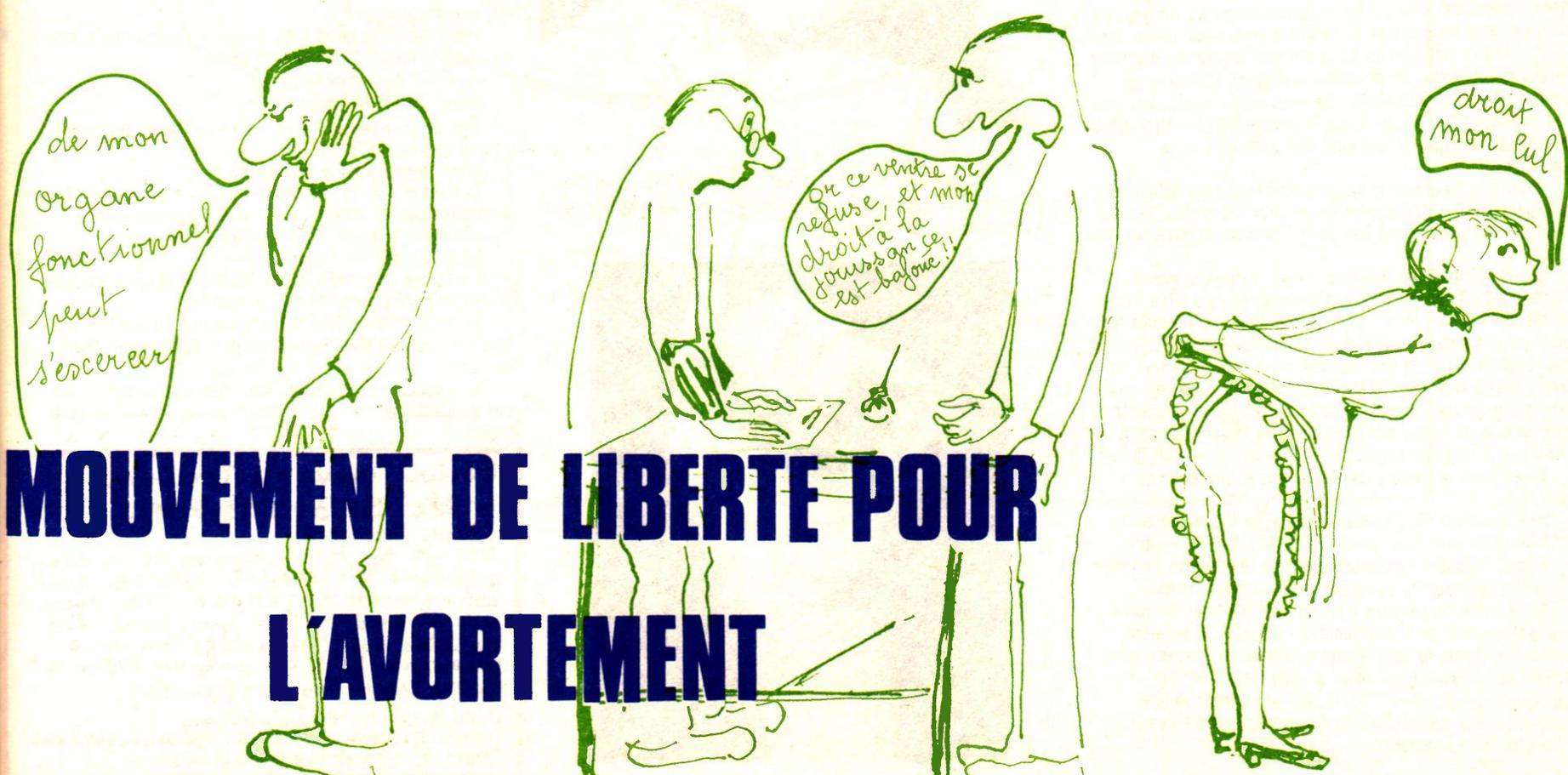
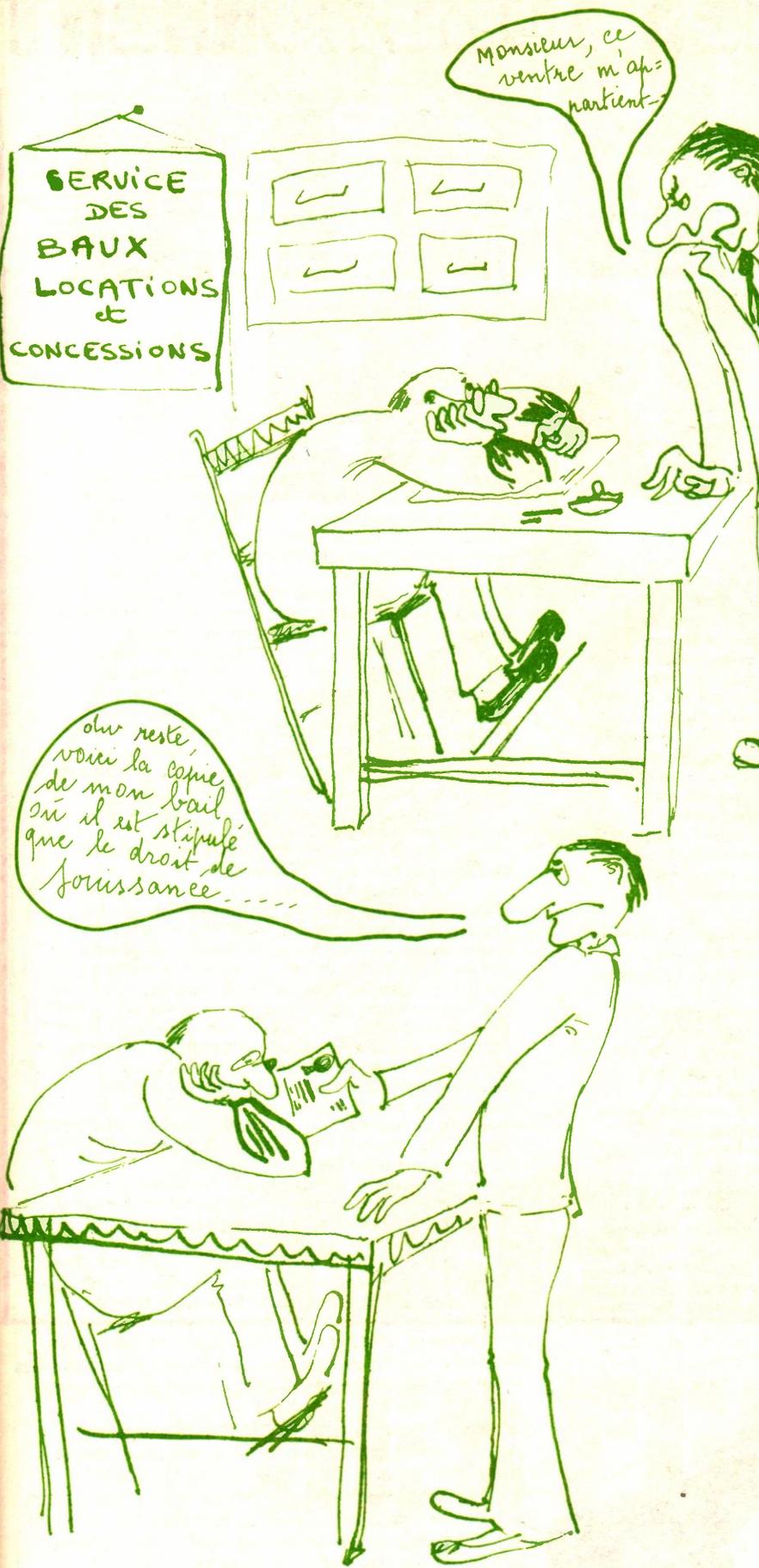
L'essentiel des deux journées – qui auront lieu courant mai – consistera en témoignages de femmes sur leur(s) avortement(s), les conditions de leur maternité, en documents de toute sorte. Pour la première fois ce seront les femmes qui prendront la parole sur leurs affaires.

La préparation démarre : si vous êtes intéressées et voulez témoigner téléphonez à NAT 58-08 pour connaître le lieu des réunions ou en écrivant à FMA-BP 370-13 à Paris.

L'action pour les crèches.

Le groupe du 13^e a pensé à une action pour les crèches. L'idéal serait qu'elle ait lieu le même jour dans tous les quartiers et banlieues. Il s'agirait d'envahir la mairie avec les femmes et les gosses qu'on ne sait précisément pas où garder.

Si vous avez des idées écrivez à FMA BP 370. 13 PARIS.



MOUVEMENT DE LIBERTE POUR L'AVORTEMENT

COMMENT LES FEMMES TORCHONNENT

ON EN A FAIT DEUX... COMMENT ?

Pour qu'un plus grand nombre de femmes se sentent motivées au sujet du journal et que les équipes puissent continuer à être tournantes, nous avons décidé de dire comment s'étaient faits les deux premiers numéros (rassemblement des articles, technique, fric, les rapports entre nous et les autres), afin de démystifier le travail sur le journal et de transmettre quelques expériences de travail en groupe.

HISTOIRE DU 1^{er} TORCHON.

Au mois de décembre 1970 quelqu'une a proposé dans le bulletin de l'AG que le Mouvement cesse de s'exprimer toujours dans les canards des autres, cautionnant ainsi ces canards et les aidant à mieux se vendre. Il fallait avoir notre propre journal.

L'idée est restée en suspend pendant un mois, puis quelques réunions ont commencé. Beaucoup de femmes ont commencé à amener des articles et le dossier s'est constitué. Pendant encore un mois, implicitement, on pensait mettre dans le journal tous les articles qui étaient envoyés. Au début février, certaines en lisant le dossier ont pensé que les articles parlaient trop d'expériences personnelles ou de problèmes internes au détriment des choses qui auraient plus concerné toutes les femmes. Il s'est formé une équipe qui se répartit le travail mais elle ne fonctionna même pas jusqu'à la prochaine réunion. On continua à préciser ce qu'on voulait voir dans le journal et ce qu'on ne voulait pas y voir jusqu'à arriver à une planification qui ne laissait pas beaucoup de possibilité d'expression à chacune ou chaque groupe. Donc prise de pouvoir. Cette vision du journal a tout à la fois culminé et éclaté au cours d'une réunion (19 avril) où brutalement quelques-unes se sont élevées contre la censure qu'impliquait cette planification rendue de toute façon impossible par le manque d'unité de vue : presque personne n'avait amené les articles de «commande».

A partir de là ont eu lieu une série de discussions sur le problème de la censure. On a décidé de soulever la question en AG le mercredi suivant. Il y avait deux objections principales à la non-censure :

1. On ne pouvait laisser passer n'importe quoi dans le journal.
2. Le manque de place finirait par obliger à sélectionner. On a donc décidé de faire le premier numéro sans censure quitte à décider ensuite devant l'afflux.

Pour la première réunion de lecture et de choix des articles aux Beaux-Arts nous étions 40. On s'est donné rendez-vous pour commencer la fabrication du journal. Le jour prévu, nous étions 4 ou 5, ensuite rapidement une douzaine mais jamais plus avant la sortie du journal. Pourquoi ? Sans connaître les raisons de toutes les filles, nous pouvons dire :

Les femmes qui travaillaient toute la journée se sont vues exclues par leur manque de disponibilité, en fait nous n'avons pas senti la nécessité de déplacer les réunions le soir car peu de femmes occupées dans la journée avaient manifesté le désir

de travailler avec nous.

Notre état de tension pendant le travail d'élaboration n'a pas facilité notre capacité d'accueil pour celles qui ont voulu se joindre à l'équipe : la peur de perdre du temps - bien qu'il n'y ait pas d'urgence directement politique à sortir le journal était due au fait que nous nous étions fixé une date de sortie tant nous avions peur que ce journal n'existe jamais. Nous nous sommes rendues compte que nous étions tombées dans le panneau idéologique : produire à tout prix, rapidement aux dépens d'une véritable collectivisation du travail et d'une ouverture sur l'extérieur qui aurait ralenti et peut-être chamboulé le travail déjà fait en nous apportant d'autres points de vue.

La douzaine de femmes qui a constitué l'équipe du journal ne se sont pas retrouvées par hasard. La plupart avaient des liens affectifs-politiques, presque toutes participaient aux réunions d'expérience personnelle sur la sexualité, cinq d'entre elles étaient issues soit de VLR, soit de la GP. Au début, on a eu tendance à se reposer sur l'une d'entre nous (problèmes administratifs, financement, imprimerie, composition du dossier), par la suite, on en est arrivé à décentraliser le travail. La mise en page a été faite dans la plus grande tension et un certain désordre. Il a fallu supprimer quelques articles, parce que durant les réunions à 40 le nombre d'articles que pouvait contenir le journal n'avait pas été calculé (caractères comptés).

A l'imprimerie, la mise en page s'est faite collectivement. Par contre, notre blocage par rapport au dessin a fait que, seules celles qui savaient (ou avaient l'habitude) de dessiner l'ont fait et n'ont guère pu s'occuper du reste. La liaison avec les typographes n'a pas été assurée par toutes comme nous le voulions parce que les typographes ont l'habitude d'avoir toujours à faire aux mêmes personnes et nous ne faisons pas le point d'ensemble pour que tout le monde sache ou on en était. Une fois de plus l'angoisse de temps (énervement) passait avant une bonne collectivisation.

La position des quelques filles de l'équipe du premier numéro qui ont participé au bilan par rapport au pouvoir que peut prendre un groupe qui s'occupe, même d'un seul numéro est tel que :

- seule la mise en page proprement dite doit être assurée par l'équipe restreinte (qui, bien sûr, peut être plus large que 12) et que tout le reste du travail doit être fait durant des réunions très larges, y compris une relative composition;

- si l'équipe qui s'occupe d'un numéro donne inévitablement, et peut-être n'est-ce pas mauvais dans la mesure où cela donne au groupe la possibilité de s'exprimer, le «style» du journal (par les couleurs, la disposition et le choix des caractères qui mettent en valeur tel ou tel article, la couverture, etc...) elle ne doit en aucun cas être un comité de rédaction, encore moins un comité de censure, même tournant...

- il est excessivement important, à notre avis, que les groupes continuent à changer à chaque numéro, la part de création et de pouvoir que prend inévita-

blement l'équipe «technico-artistique» qui s'occupe d'un numéro, étant telle qu'elle implique une homogénéité affective-politique de l'équipe. Ce qui veut dire que les diverses tendances du mouvement doivent s'exprimer dans la composition des numéros. Donc, chaque numéro aura un style propre (rubrique ou articles, plutôt austères ou plutôt «pop», géométrique ou autrement, etc...). Ce qui nous paraît refléter plus exactement la réalité du mouvement à la fois dans ses tendances et ses différences individuelles.

HISTOIRE DU DEUXIEME TORCHON.

Le deuxième torchon commence par une réunion administrative à laquelle personne ne comprend rien.

La deuxième fois, il y a beaucoup de monde, la réunion commence dans une cacophonie épouvantable. La lecture des articles ne peut démarrer qu'après déménagements de salle en salle durant lesquels beaucoup de filles partent. La troisième réunion est prévue pour durer toute la journée, elle débute tard et plusieurs tentatives d'étudier le problème financier qui n'intéresse personne, qui nous culpabilise en rétrécissant nos perspectives grandioses. On démarre enfin sérieusement l'après-midi par la lecture et discussion de quelques articles. Les articles sont lus souvent en très petits groupes et classés sommairement : expérience personnelle, articles de fond, poèmes, articles de groupes... On les relit ensuite toutes ensemble pour les discuter, si possible avec le ou les auteurs. Il y a de grands débats sur la question de la censure. Trois possibilités s'offrent à nous :

- couper les passages avec lesquels nous ne sommes vraiment pas d'accord;
- les chapeauter d'un paragraphe explicatif de l'auteur et de notre désaccord;
- les publier in extenso et sans commentaires.

C'est la troisième solution que nous avons choisie. On décide de s'en expliquer dans l'éditorial et l'on réussit après discussion à faire changer un passage par les auteurs d'un article. Le groupe se désagrège un tant soit peu au moment de la mise en page.

Les vacances sont de plus en plus proches et le travail devient ennuyeux. On travaille non seulement le soir mais dans la journée. Nous sommes pressées par le temps et nous perdons nos qualités d'accueil. Les quelques «efficaces» ne tardent pas à être accusées de prises de pouvoir idéologique sur le contenu du journal : certaines réagissent au sentiment d'avoir été tenues à l'écart de la création du numéro en agressant alors l'équipe du numéro 2.

La composition et la mise en page se passent chez une fille dont le domicile se transforme en dortoir et infirmerie. Les enfants sont pris en charge par un homme.

A l'imprimerie, il ne reste plus que 5 personnes (la mise en page étant déjà terminée). Mais le travail s'effectue en 3 jours dans une hâte quasi-fébrile.

Le jour de la fête arrive, c'est chouette, on chante notre chant, et ô surprise voilà qu'au moment du refrain quelques filles lèvent le poing, deux secondes après on avait toutes le poing levé!

Alors là je me suis dit que c'était un réflexe curieux, pourquoi faire ce geste d'homme? Et oui mes sœurs avez-vous bien regardé un poing levé? A quoi ça vous fait penser?

J'ai repris alors le texte de l'Internationale et j'ai cherché si les femmes pouvaient y trouver quelque chose les concernant «Producteurs sauvons-nous nous mêmes», mais la femme au foyer n'a pas droit au titre de producteur. Elle, c'est une reproductrice.

«Soufflons nous-même notre forge», mais pour une femme c'est quoi la forge? Serait-ce le fourneau?

«Les rois de la mine et du rail
Ont-ils jamais fait autre chose

Que de dévaliser le travail», mais le travail des femmes c'est ni la mine, ni le rail.

«Appliquons la grève aux armées
Crosses en l'air et rompons les rangs», mais les femmes ne manient pas les armes. Ça leur arrive d'être cantinière.

«Ouvriers, paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs

La Terre n'appartient qu'aux hommes», et les femmes qui ne sont en général ni ouvrier, ni paysan?

Bien sûr cette analyse de texte n'est pas d'une très grande rigueur et bien sûr que l'Internationale c'est un chant révolutionnaire.

Mais quand nous «femmes» nous descendons dans la rue pour manifester en tant que «femmes» pourquoi faire ce geste d'homme?

Ecrivez-nous : Le Torchon brûle BP 370-13 PARIS.

Chères lectrices, l'équipe du n°3 s'excuse de n'avoir pas écrit d'éditorial, elle est tout bonnement EXTÉNUÉE. Elle vous dit quand même que tous les articles sont collectifs. On vous racontera tout ça dans un autre n°. Photos tous droits réservés

Directrice de Publication : Marie Dedieu, 109 bd Beaumarchais Page 3^e * sauf quand le nous est JE

Chanson de Gestes

Depuis mon enfance j'ai participé à des rites accompagnés de chants et de gestes auxquels je ne comprenais rien.

Quand j'étais môme on m'envoyait à la messe, là je chantais des trucs en latin, le sens de ces chants m'échappait totalement, de plus on se mettait à genoux, puis debout, puis assis et là encore toutes ces attitudes me semblaient bizarres. Je trouvais tout ça étrange mais comme on faisait tous la même chose, alors...

Pendant le même temps à l'école tous les matins il y avait «lever des couleurs», on se mettait «au garde à vous» et on chantait «Maréchal nous voilà». Je trouvais ça curieux vu qu'on était au Maroc et qu'aucun voyage n'était prévu pour aller voir le Maréchal en question, lequel était de l'autre côté de la Méditerranée!

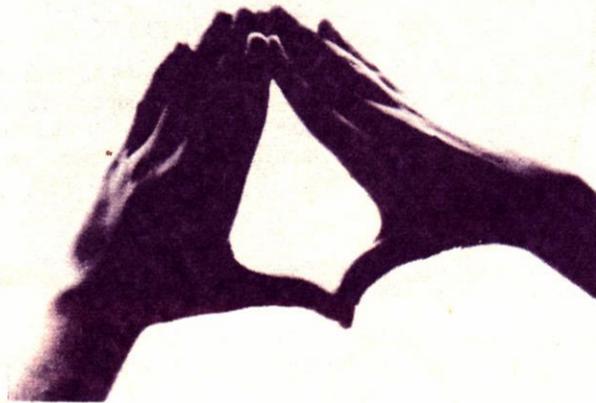
Et puis un beau matin voilà les Américains qui débarquent, trois jours après on fait défiler les enfants des écoles, la main levée avec deux doigts qui font un V. Fini pour le Maréchal, vive le Général!

Quand j'ai quitté le Maroc pour venir à Paris la guerre d'Algérie battait son plein. A peine arrivée je suis allée à une manifestation contre cette foutue guerre. Je n'avais aucune formation politique mais ma présence au milieu d'inconnus avait un sens. Soudain autour de moi on s'est mis à chanter un truc que je n'avais jamais entendu, c'était l'Internationale. Les gens chantaient qu'un refrain, personne n'avait l'air de savoir les autres de ce chant, et puis voilà que tout le monde lève le poing, alors je fais comme eux, mais je ne savais pas trop ce que ça voulait dire.

Après, dans les autres manifestations je savais ce qu'il fallait faire.

Puis c'est mai 68, j'achète «L'Enragé» et là je découvre l'Internationale avec tous les couplets. Je les ai tous appris par cœur et à chaque manifestation j'étais la première à chanter et je levais tellement le poing que j'en avais des crampes!

Après quelques déboires dans un parti politique me voilà dans le Mouvement de Libération des Femmes. Là, première surprise, les chants qu'on y chante c'est nous qui les écrivons. L'Hymne des Femmes (voir page 2) on l'a fait un soir à une quinzaine de filles. C'était deux jours avant la fête d'Issy (fête pour commémorer la défense du Fort d'Issy par les femmes de la Commune).



Regardez ces 2 photos. Si le besoin de faire un geste existe alors nous préférons celui-ci par dérision.

